RAPPORT 2010

L'IMMIGRATION EN BELGIQUE

EFFECTIFS, MOUVEMENTS ET MARCHÉ DU TRAVAIL

SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La rédaction de cette brochure a été achevée le 15 décembre 2010

Deze brochure is ook verkrijgbaar in het Nederlands.

Rédaction: Division de l'étude de l'emploi et du marché du travail de la Direction générale Emploi et marché du travail
Coordination: Direction de la communication
Mise en page: Rilana Picard
Editeur responsable: Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
Dépôt légal: D/2013/1205/33

© SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de la Direction de la communication du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, de reproduire totalement ou partiellement la présente publication, de la stocker dans une banque de données ou de la communiquer au public, sous quelque forme que ce soit. Toutefois, si la reproduction de textes de cette brochure se fait à des fins informatives ou pédagogiques et strictement non commerciales, elle est autorisée moyennant la citation de la source et, s'il échet, des auteurs de la brochure.

Avant-propos

Le Système d'observation permanente des migrations (SOPEMI) de l'OCDE publie chaque année un rapport sur les migrations internationales[1]. Ce rapport se base en grande partie sur les rapports fournis par une trentaine de correspondants nationaux. Le présent document constitue la contribution belge au rapport SOPEMI de 2010. Il rend compte des tendances migratoires récentes et de l'évolution des politiques d'immigration et d'intégration en Belgique en 2009.

La première partie décrit les populations belge et étrangère qui résident sur le territoire belge et l'accroissement qu'elles ont connu de 1983 à fin 2008. C'est également dans ce premier chapitre que sont analysées les évolutions relatives à l'accroissement naturel (les naissances moins les décès) et aux acquisitions de la nationalité belge jusqu'en 2008.

La deuxième partie se penche sur les mouvements migratoires des Belges et des étrangers et sur l'évolution du solde migratoire entre 2006 et 2008.

Le troisième chapitre présente la situation des demandeurs d'asile et des réfugiés. On y aborde des questions telles que: Combien de demandes d'asile ont été introduites entre 1991 et 2008 ? Quel est le parcours du demandeur d'asile ? Combien d'entre eux sont reconnus comme réfugiés ? Quelles sont les nouvelles lois qui régissent les questions d'asile et de protection des personnes menacées dans leur pays d'origine ?

Dans le quatrième chapitre, la situation des étrangers est examinée sous l'angle de l'emploi et du chômage. Après avoir présenté les conditions d'accès des étrangers au marché de l'emploi belge, nous examinerons l'évolution du nombre d'entrées de travailleurs étrangers enregistrées en Belgique en 2008. Enfin, on procédera à une estimation de la population active totale, belge et étrangère, jusque 2008 et à une comparaison de leurs taux d'emploi et de chômage à partir de différentes données administratives.

Dans le cinquième chapitre, nous nous pencherons sur les données de l'enquête sur les forces de travail de 2008. Ces données nous permettront d'étudier la position des personnes d'origine étrangère (et non plus uniquement de nationalité étrangère) sur le marché du travail ainsi que de nouveaux indicateurs portant notamment sur les niveaux de qualification ou le travail à temps partiel.

Le sixième et dernier chapitre abordera l'actualité politique dans le domaine des migrations.

1. « Perspectives des migrations internationales ». Le rapport de 2010 a été publié le 12 juillet 2010.

Table des matières

Avant-propos **3**
Table des matières **4**
Liste des abréviations **5**
Liste des tableaux **6**
Liste des graphiques **6**

1 Effectifs et structure de la population étrangère en Belgique **7**
1.1 Caractéristiques démographiques de la population étrangère. 7
1.1.1 Nationalité des étrangers résidant en Belgique 7
1.1.2 Répartition par sexe et âge de la population étrangère en Belgique 8
1.1.3 Répartition des étrangers selon la région en Belgique 9
1.2 Composantes de l'accroissement de la population totale et étrangère 9
1.2.1 Accroissement naturel 10
1.2.2 Acquisitions de la nationalité belge 10
A. Acquisitions de la nationalité belge selon la nationalité d'origine 12

2 Mouvements migratoires de et vers la Belgique **13**
2.1 Immigrations 13
2.2 Emigrations. 14
2.3 Solde migratoire ou immigrations nettes 15

3 Demandeurs d'asile et réfugiés. **16**
3.1 Nombre de demandes d'asile introduites 16
3.2 La procédure et le nombre de réfugiés reconnus. 16
3.2.1 La procédure d'asile 16
3.2.2 La protection subsidiaire. 17
3.2.3 Nombre de réfugiés reconnus. 18
3.2.4 Régularisation des longues procédures de demandes d'asile 18
3.3 L'accueil des demandeurs d'asile. 18

4 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: sources administratives **20**
4.1 Accès au marché du travail: législation 20
4.1.1 Travailleurs non-européens 20
A. Le travail salarié 20
B. L'emploi non-salarié 20
4.1.2 Travailleurs européens: principe de la libre circulation 21
4.1.3 Travailleurs des nouveaux Etats membres de l'UE: période transitoire 21
4.2 Les entrées de travailleurs étrangers 21
4.2.1 Les entrées de salariés 21
4.2.2 Les permis C 22
4.2.3 Les entrées de travailleurs salariés hautement qualifiés 22
4.2.4 Les entrées d'indépendants. 23
4.3 Les personnes de nationalité étrangère sur le marché du travail. 24
4.3.1 Sources administratives. 24
4.3.2 Définitions. 24
4.3.3 La population active. 25
4.3.4 L'emploi intérieur et le taux d'emploi 26
A. Les salariés. 26
B. Les indépendants 26
4.3.5 Le chômage 27

5 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: EFT **29**
5.1 Définitions. 29
5.2 La population active. 29
5.2.1 Taux d'activité 29
5.2.2 Composition de la population active. 30
5.3 La population active inoccupée 31
5.3.1 Taux de chômage 31
5.3.2 Taux de chômage et niveau de qualification. 32
5.3.3 Chômage de longue durée. 32
5.4 La population active occupée 33
5.4.1 Taux d'emploi 33
5.4.2 Taux d'emploi et niveau de qualification 33
5.4.3 Statuts professionnels. 34

5.4.4 Temps partiel 35
5.4.5 Travail temporaire 35
5.4.6 Situation des personnes qui occupaient un emploi un an avant l'enquête 36

6 Actualité politique et législative 37

Bibliographie 38

Liste des Annexes 39

Liste des abréviations

BNB:	Banque nationale de Belgique
CCE:	Conseil du contentieux des étrangers
CIMIRe:	Compte Individuel Multisectoriel – Multisectoriële Individuele Rekening
CGRA:	Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides
CIRE:	Coordination et initiatives pour et avec les réfugiés et étrangers
CPAS:	Centre public d'action sociale
CPRR:	Commission permanente de recours des réfugiés
DGSIE (ex-INS):	Direction générale statistique et information économique
EEE:	Espace économique européen
EFT:	Enquête sur les forces de travail
FOREM:	Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi
INASTI:	Institut national d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants
KUL:	Katholieke Universiteit Leuven
OCDE:	Organisation de coopération et de développement économique
OE:	Office des étrangers
ONEM:	Office national de l'emploi
ONG:	Organisation non gouvernementale
ONSS:	Office national sécurité sociale
PME:	Petites et moyennes entreprises
SIGeDIS:	sociale individuele gegevens - données individuelles sociales
SOPEMI:	Système d'observation permanente des migrations
SPF:	Service public fédéral
SPF ETCS:	Service public fédéral de l'emploi, du travail et de la concertation sociale
UE:	Union européenne
VDAB:	Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (Service public pour l'emploi en Flandre)

Liste des tableaux

Tableau 1: Principales nationalités des étrangers résidant en Belgique 8
Tableau 2: Répartition de la population étrangère par région 9
Tableau 3: Evolution de la part de la population étrangère dans chaque région. 9
Tableau 4: Acquisitions de la nationalité belge par pays d'ancienne nationalité 12
Tableau 5: Immigrations selon les principales nationalités 14
Tableau 6: Emigrations selon les principales nationalités 14
Tableau 7: Immigrations nettes (solde migratoire) selon les principales nationalités 15
Tableau 8: Décisions quant au fond du CGRA 18
Tableau 9: Principales nationalités bénéficiaires des décisions en reconnaissance du statut de réfugié en 2008 18
Tableau 10: Premiers permis de travail B délivrés. 22
Tableau 11: Permis de travail B pour les travailleurs hautement qualifiés et les postes de direction des 9 principales nationalités 23
Tableau 12: Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année 23
Tableau 13: Population active selon les principales nationalités 26
Tableau 14: Emploi intérieur non-salarié selon les principales nationalités 27
Tableau 15: Chômeurs selon les principales nationalités 28
Tableau 16: Taux d'activité selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 30
Tableau 17: Répartition de la population active totale selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 30
Tableau 18: Répartition par genre de la population active selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 31
Tableau 19: Taux de chômage par région selon nationalité et le pays de naissance en 2008. . . 32
Tableau 20: Chômage de longue durée selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 - En % de la population active 33
Tableau 21: Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008. . . . 33
Tableau 22: Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 34
Tableau 23: Temps partiel involontaire (TPI) selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 - En % du nombre de salariés à temps partiel. 35

Liste des graphiques

Graphique 1: Effectifs des étrangers et des personnes nées à l'étranger résidant en Belgique (au 31 décembre) 7
Graphique 2: Répartition des populations belges et étrangères par classes d'âge au 31.12.2008 8
Graphique 3: Contributions (%) de l'accroissement naturel et du solde migratoire à la croissance totale de la population résidant en Belgique 10
Graphique 4: Nombre d'acquisitions nettes de la nationalité belge 11
Graphique 5: Evolution de la population d'origine marocaine en Belgique 11
Graphique 6: Evolution du solde migratoire des Belges et des étrangers 13
Graphique 7: Evolution annuelle du nombre de demandes d'asile. 16
Graphique 8: Taux d'activité des Belges et des étrangers selon le sexe. 25
Graphique 9: Taux d'emploi des Belges et des étrangers selon le sexe 26
Graphique 10: Taux de chômage des Belges et des étrangers selon le sexe 28
Graphique 11: Répartition de la population active par niveau de qualification en 2008. 31
Graphique 12: Taux de chômage selon le niveau de qualification en 2008 32
Graphique 13: Statut professionnel des actifs occupés selon leur nationalité en 2008 34
Graphique 14: Statut professionnel des actifs occupés selon leur pays de naissance en 2008 . . 35
Graphique 15: Situation en 2008 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête 36

1. Effectifs et structure de la population étrangère en Belgique

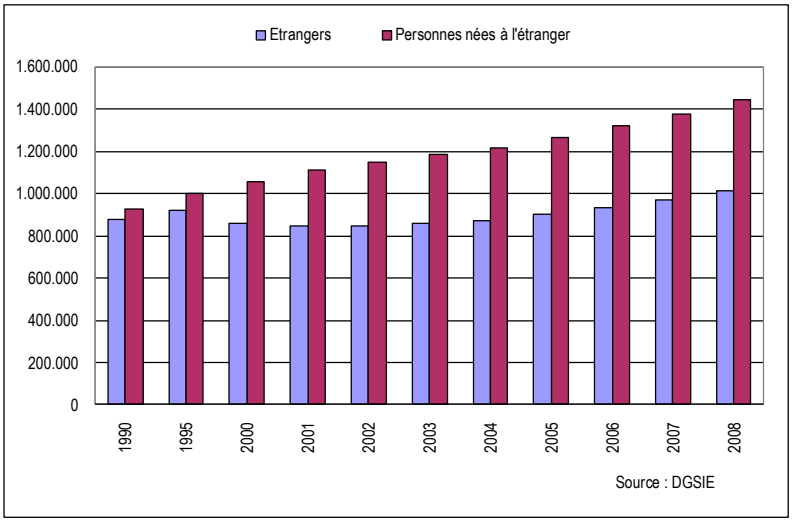
2. Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère.

3. Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance.

Au 31 décembre 2008, la Belgique comptait 10.753.080 habitants[2]. Parmi eux 1.013.260 étaient de nationalité étrangère, soit 9,42% de la population totale (contre 9,11% au 31 décembre 2007). On observe que le nombre d'étrangers ainsi que leur part dans la population totale ont diminué depuis 1995 pour atteindre un minimum en 2001 (8,21% de la population totale soit 846.734 personnes). Depuis, la tendance s'est à nouveau inversée avec une hausse constante du nombre d'étrangers en Belgique depuis 2002.

Vu qu'un nombre important de personnes étrangères ont acquis la nationalité belge depuis les années 1990 (pour plus de détails, voir le point 1.2.2), il est intéressant de se pencher sur le nombre de personnes, non plus étrangères, mais nées à l'étranger (de nationalité belge ou étrangère). En 2008, 1.444.316 personnes résidant en Belgique étaient nées à l'étranger[3], ce qui représente 13,4% de la population totale (contre 12,9% en 2007). On observe que ce nombre est en constante augmentation.

Graphique 1: Effectifs des étrangers et des personnes nées à l'étranger résidant en Belgique (au 31 décembre)



1.1 Caractéristiques démographiques de la population étrangère

1.1.1 Nationalité des étrangers résidant en Belgique

La majorité des étrangers résidant en Belgique sont des citoyens de l'Union européenne (68%): fin 2008, 691.115 ressortissants de l'Union européenne résidaient en Belgique, soit 4,9% de plus que fin 2007. Les Italiens constituent la communauté étrangère la plus importante et, bien que leur population ait encore diminué de 1,23% entre 2007 et 2008, ils étaient toujours 166.956 fin 2008 (voir le tableau 1 ci-dessous). Viennent ensuite les ressortissants des pays limitrophes: les Français (136.639) et les Hollandais (130.230) dont le nombre a légèrement augmenté de respectivement 4,7 et 5,5% en un an. Enfin, les Polonais (36.259) sont les citoyens européens dont le nombre a enregistré la plus forte progression avec une augmentation de 11.133 personnes entre décembre 2007 et décembre 2008.

Le nombre de ressortissants issus de pays hors Union européenne a augmenté de 3,0% entre 2007 et 2008. Parmi les non Européens, les Marocains et les Turcs constituent les principales communautés avec respectivement 79.426 et 39.564 personnes. Ils sont suivis des Congolais qui comptent 16.826 ressortissants en Belgique. Si les populations marocaine et turque ont fortement diminué entre les années 1999 et 2007 (soit une réduction de respectivement 34,5% et 42,8%), c'est du fait de l'entrée en vigueur en 2000 de la nouvelle loi sur la naturalisation (voir le point 1.2.2 Acquisitions de la nationalité belge). Elles se sont ensuite pratiquement stabilisées: elles n'ont en effet que très faiblement changé entre 2005 et 2008 (avec respectivement -1,5% et -0,3%).

Tableau 1: Principales nationalités des étrangers résidant en Belgique

	2006	2007	2008	Evolution par rapport à 2007
Italie	171.918	169.027	166.956	-1,2%
France	125.061	130.568	136.639	4,6%
Pays-Bas	116.970	123.454	130.230	5,5%
Maroc	80.579	79.858	79.426	-0,5%
Espagne	42.765	42.705	43.629	2,2%
Turquie	39.419	39.532	39.564	0,1%
Allemagne	37.621	38.366	39.137	2,0%
Royaume Uni	25.139	25.126	25.495	1,5%
Pologne	23.212	30.768	36.259	17,8%
Portugal	28.724	29.802	31.681	6,3%
Roumanie	10.195	15.253	21.403	40,3%
Congo (RDC)	14.216	15.027	16.826	12,0%
Grèce	15.742	15.181	14.922	-1,7%
Russie	..	11.650	11.788	1,2%
Etats-Unis	11.149	11.235	11.377	1,3%
Bulgarie	3.900	6.753	10.410	54,2%
Ex-Yougoslavie	8.242	8.883	8.716	-1,9%
Algérie	7.776	8.131	8.431	3,7%
Autres	169.533	170.129	180.371	6,0%
Total étrangers	**932.161**	**971.448**	**1.013.260**	**4,3%**
Dont UE	617.250	658.589	691.115	4,9%
Dont non-UE	314.911	312.859	322.145	3,0%

Source : DGSIE (Annexe 2)

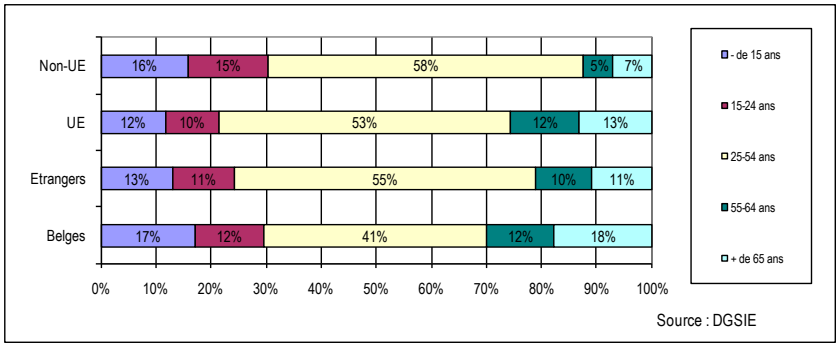
1.1.2 Répartition par sexe et âge de la population étrangère en Belgique

Entre 1990 et 2008, la proportion de femmes dans la population étrangère est restée inférieure à 50% alors qu'elle est de 51,2% dans la population belge. On observe toutefois un rééquilibrage progressif des sexes puisque la part des femmes dans la population étrangère est passée de 46% en 1989 à 49,1% en 2006, 2007 et 2008. De plus, on remarque de notables différences entre les nationalités quant à la répartition entre hommes et femmes: ainsi 48,4% des ressortissants de l'Union européenne et 50,5% des non-européens qui résidaient en Belgique fin 2008 étaient des femmes. Parmi les citoyens de pays hors Union européenne, on constate une plus forte proportion de femmes parmi les personnes de nationalité brésilienne[4] (62,7% de femmes). A l'opposé, on constate une plus faible proportion des tunisiennes et des indiennes proches des 40%.

4. Pour plus de détails sur la proportion de femmes par nationalité, voir l'annexe 2bis.

La structure par âge de la population étrangère diffère également de celle des Belges (voir le graphique 2 ci-dessous). On observe que la population étrangère est plus jeune et qu'elle se concentre davantage dans les tranches d'âge comprises entre 25 et 54 ans que la population belge. C'est parmi les étrangers issus de pays hors Union européenne que l'on compte le moins de personnes âgées: seulement 7% de ceux-ci ont plus de 65 ans alors que 18% des Belges et 13% des Européens entrent dans cette classe d'âge.

Graphique 2: Répartition des populations belges et étrangères par classes d'âge au 31.12.2008



1.1.3 Répartition des étrangers selon la région en Belgique

En chiffre absolu, c'est en Région flamande que se situaient le plus grand nombre d'étrangers fin 2008, cette région accueille en effet 37,3% de la population étrangère de Belgique (voir le tableau ci-dessous). Par contre, en proportion c'est en Région de Bruxelles-Capitale que résident le plus d'étrangers avec 29,1% de sa population totale alors que la part d'étrangers en Région flamande n'était que de 6,1% (et 9,3% en Région wallonne).

Tableau 2: Répartition de la population étrangère par région

2008	Hommes	Femmes	Total	Dispersion des étrangers	Proportion d'étrangers
Région de Bruxelles-Capitale	154.043	156.414	310.457	30,6%	29,1%
Région flamande	196.029	181.813	377.842	37,3%	6,1%
Région wallonne	165.972	158.989	324.961	32,1%	9,3%
Total des régions	**516.044**	**497.216**	**1.013.260**	**100%**	**9,4%**

Source : DGSIE

Chaque région a enregistré une légère progression du nombre d'étrangers entre la fin 2007 et la fin 2008 mais c'est en Région flamande qu'elle a été la plus importante (+6,6%).

Tableau 3: Evolution de la part de la population étrangère dans chaque région

	2006	2007	2008	Evolution
Région de Bruxelles-Capitale	283.527	295.043	310.457	5,2%
Région flamande	331.694	354.370	377.842	6,6%
Région wallonne	316.940	322.035	324.961	0,9%
Total des régions	**932.161**	**971.448**	**1.013.260**	**4,3%**

Source : DGSIE

5. Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère.

1.2 Composantes de l'accroissement de la population totale et étrangère[5]

Entre fin 2007 et fin 2008, l'accroissement annuel de la population totale a été de 0,81% (86.214 personnes). La population belge s'est accrue de 44.402 personnes (+0,46%) et la population étrangère de 41.812 personnes (+4,30%).

L'accroissement de la population totale et des populations belge et étrangère dépend de trois facteurs:

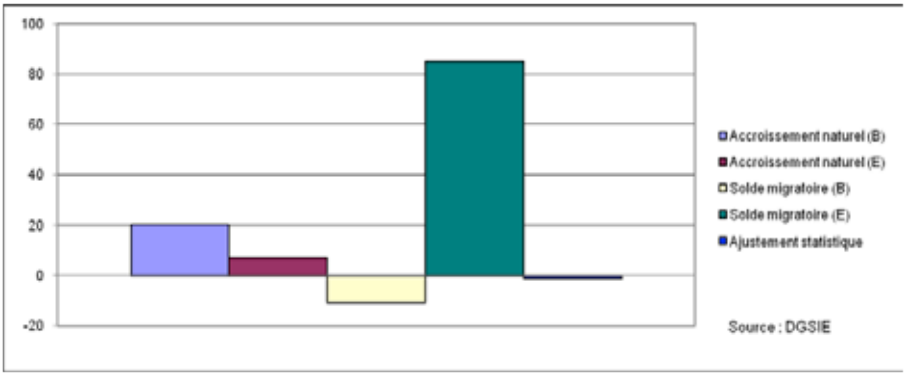
- L'accroissement naturel (ou les naissances nettes) qui correspond à l'évolution des naissances et des décès survenus durant l'année considérée parmi la population belge et la population étrangère, soit le nombre de naissances moins le nombre de décès.
- Le solde migratoire qui correspond quant à lui à l'évolution annuelle des immigrations et des émigrations (à savoir le nombre d'immigrations dont on soustrait le nombre d'émigrations, voir le chapitre suivant).
- Un autre facteur influence également l'évolution de la part respective des populations belge et étrangère, il s'agit du nombre de naturalisations.

Le graphique ci-dessous présente l'impact de l'accroissement naturel et du solde migratoire des nationaux et des étrangers sur la croissance annuelle de la population totale résidant en Belgique en 2008. Les contributions sont calculées sur la base des données reprises à l'annexe 1. L'ajustement statistique, inclut; les modifications ayant été enregistrées tardivement (après le mois de mars de l'année suivante) et;

- avant 2008: les "changements de registres", à savoir les personnes qui étaient déjà présentes en Belgique sans être reprises dans le registre de la population. Ainsi, les demandeurs d'asile, par exemple, figuraient dans un registre d'attente et étaient repris dans le registre de la population qu'une fois reconnus réfugiés ou régularisés;
- depuis 2008: la DGSIE intègre les « changements de registre » directement dans la catégorie des « immigrations internationales ».

Ceci explique, d'une part, la diminution importante de la catégorie « ajustement statistique » et, d'autre part, la forte augmentation du « solde migratoire des étrangers » entre 2007 et 2008 observables dans l'annexe 1.

Graphique 3: Contributions (%) de l'accroissement naturel et du solde migratoire à la croissance totale de la population résidant en Belgique



On constate que ce sont surtout les immigrations des étrangers qui soutiennent l'accroissement de la population totale en Belgique. Ainsi, la contribution majeure à l'accroissement total (100%) est apportée par le solde migratoire des étrangers: soit 85% en 2008. Ensuite, l'accroissement naturel des Belges représente 20% de l'accroissement total. Enfin, l'accroissement naturel des étrangers n'y contribue qu'à raison de 7% alors que le solde migratoire des Belges et l'ajustement statistique sont négatifs (-11% et -1% de l'accroissement total).

1.2.1 Accroissement naturel

L'accroissement naturel total, qui avait connu un niveau particulièrement bas au début des années 2000 (avec 5.110 naissances nettes en 2003), est depuis lors remonté assez nettement. En 2008, il était de 23.462 naissances nettes[6]. On remarque que l'accroissement naturel de la population belge a suivi la même évolution: de 3.349 en 2003, il est passé à 17.223 en 2008. Bien que beaucoup plus modeste parmi la population étrangère, l'accroissement naturel est également en augmentation depuis 2003 et était de 6.239 en 2008.

Si l'on ne regarde que le nombre de naissances, on constate que l'évolution est la même (voir l'annexe 3. Effectif des naissances des Belges et des étrangers). De plus, la part des naissances étrangères dans le nombre total de naissances a légèrement augmenté, passant de 8,1% en 2007 à 9,8% en 2008.

1.2.2 Acquisitions de la nationalité belge

L'évolution des populations belge et étrangère dépend également du nombre de personnes qui décident de changer de nationalité. Ainsi, la population belge est augmentée du nombre de personnes étrangères qui ont acquis la nationalité belge moins le nombre de Belges qui ont acquis une nationalité étrangère[7] (acquisition nette de la nationalité belge) alors que la population étrangère diminue du même nombre.

En 1985, un code de la nationalité[8] est entré en vigueur en Belgique. Depuis lors, ce code a été modifié à cinq reprises (en 1991, 1995, 1998, 2000 et 2006). Les quatre premières modifications ont eu pour but de faciliter l'accès à la nationalité belge[9]: ainsi la modification de 2000 a introduit une simplification de la procédure, l'accès gratuit à la naturalisation, le raccourcissement du délai de traitement des dossiers et a supprimé la notion de « volonté d'intégration ». Par contre, la réforme de 2006[10], en clarifiant certaines notions du code, restreint quelque peu l'accès à la nationalité belge. Ainsi par exemple, la clarification du terme de « résidence principale » exclut des procédures d'acquisition de la nationalité belge les étrangers qui ne séjourn(ai)ent pas légalement en Belgique (alors qu'auparavant il suffisait de résider ou d'avoir résidé de fait en Belgique). En octobre 2009, dans la déclaration gouvernementale, le gouvernement fédéral annonçait vouloir modifier les conditions d'acquisition de la nationalité belge une 6ème fois, dans le sens d'un nouveau durcissement des conditions d'accès à la nationalité belge.

6. Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère.

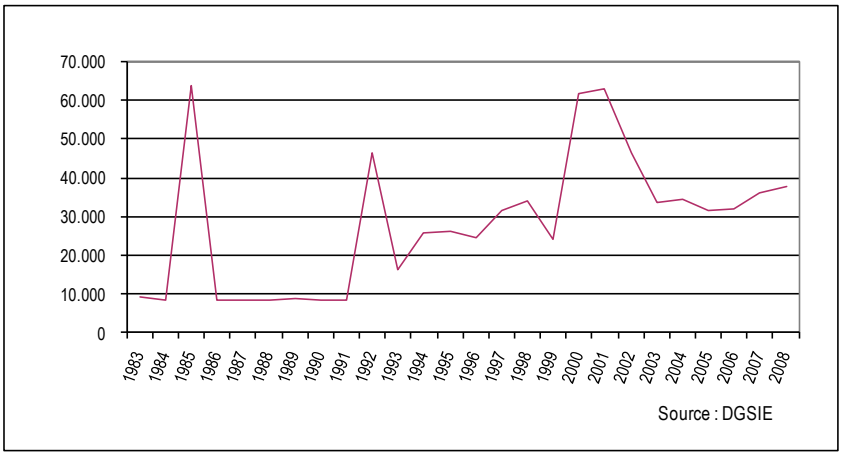
7. A noter que le nombre de Belges qui prennent une autre nationalité est très faible (quelques dizaines par an).

8. 28 JUIN 1984. Code de la nationalité belge.

9. Pour plus de détails sur les modifications, voir « L'immigration en Belgique. Effectifs, mouvements et marché du travail. Rapport 2001 », SPF ETCS, 2003, pp 14 et 15

10. 27 DECEMBRE 2006. Loi portant des dispositions diverses I.

Graphique 4: Nombre d'acquisitions nettes de la nationalité belge



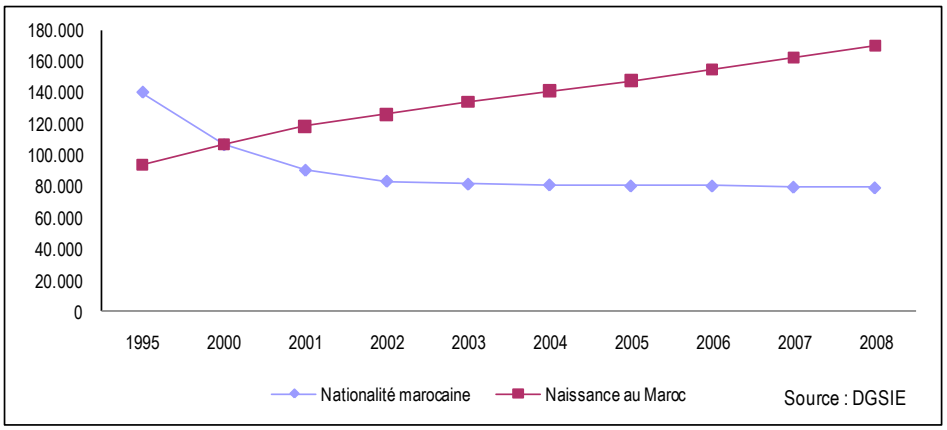
Les chiffres illustrent les simplifications successives puisque les années 1985, 1992, 2000 et 2001 ont connu un nombre particulièrement élevé d'acquisitions nettes de la nationalité. On remarque également que les changements dans le code ont eu un effet durable puisque le nombre de naturalisations reste au-dessus de 20.000 par an après 1993 alors que dans les années 1980 il était à peu près de 8.000 (sauf en 1985). La loi du 1er mars 2000 est celle qui a entraîné la plus grosse augmentation du nombre de naturalisations: soit 61.878 et 62.881 naturalisations en 2000 et 2001. Elles ont ensuite diminué mais on en a encore compté 31.860 en 2006, 36.063 en 2007 et 37.710 en 2008. Les années de pics (1985, 1992 et 2000, 2001), on remarque que la population étrangère chute alors que la population belge augmente en proportion.

Les naturalisations permettent donc d'expliquer en grande partie les variations de la part des étrangers dans la population totale. Ainsi, si l'on observe le nombre de personnes nées à l'étranger (de nationalité étrangère ou belge) et résidant en Belgique[11], on remarque que cette population représentait 13,4% de la population totale (1.444.316 personnes) fin 2008 et qu'elle est en constante augmentation.

11. Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance

Le graphique 5 ci-dessous illustre l'importance des acquisitions de la nationalité belge parmi la population d'origine marocaine en Belgique: si le nombre de personnes de nationalité marocaine a fortement diminué depuis 1995 (de 140.303 à 79.426 en 2008), on voit que le nombre de personnes nées au Maroc n'a cessé d'augmenter (de 93.945 en 1995 à 170.238 en 2008). Pour pouvoir observer ces évolutions, on comprend donc la nécessité de recourir à des statistiques sur base du lieu de naissance.

Graphique 5: Evolution de la population d'origine marocaine en Belgique



A. Acquisitions de la nationalité belge selon la nationalité d'origine

Le tableau ci-dessous reprend les principales nationalités d'origine des personnes ayant acquis la nationalité belge entre 1999 et 2008. Comme nos observations concernant les effectifs l'avaient laissé comprendre, le Maroc et la Turquie constituent les deux premiers pays d'où sont originaires les Belges naturalisés: à eux seuls, les Marocains et les Turcs représentaient 63,1% des personnes ayant opté pour la nationalité belge en 2000 et leur part dans le total était encore de 30,8% en 2008. Par contre, on observe que les citoyens européens (d'Italie, de France ou des Pays-Bas), bien que plus nombreux en terme d'effectifs, choisissent moins souvent de prendre la nationalité belge[12].

12. Ceci s'explique par le fait que les citoyens européens bénéficient de nombreux droits équivalents à ceux des Belges.

Tableau 4: Acquisitions de la nationalité belge par pays d'ancienne nationalité

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Maroc	9.133	21.917	24.018	15.832	10.565	8.704	7.977	7.753	8.722	8.427
Turquie	4.402	17.282	14.401	7.805	5.186	4.467	3.602	3.204	3.039	3.182
Russie		142	134	170	147	231	267	301	1.533	2.599
Congo RD	1.890	2.993	2.991	2.809	1.796	2.271	1.876	1.569	1.793	1.784
Italie	1.187	3.650	3.451	2.341	2.646	2.585	2.086	2.360	2.017	1.762
France	363	948	1.025	856	698	780	772	820	836	838
Serbie-Montenegro (R.F. Yougoslavie)									1.270	753
Algérie	520	1.071	1.281	926	826	830	739	658	687	744
Rwanda			794	1.012	557	571	700	635	924	723
Pays-Bas	234	492	601	646	522	665	672	692	668	683
Pologne	253	551	677	630	460	465	470	550	586	619
Pakistan		315	425	360	248	293	298	338	666	559
Afghanistan	20		119	151	126	143	289	324	310	520
Roumanie		384	297	282	271	311	330	423	554	480
Autres	6.271	12.337	12.768	12.597	9.661	12.438	11.434	12.233	12.458	14.037
Total	**24.273**	**62.082**	**62.982**	**46.417**	**33.709**	**34.754**	**31.512**	**31.860**	**36.063**	**37.710**

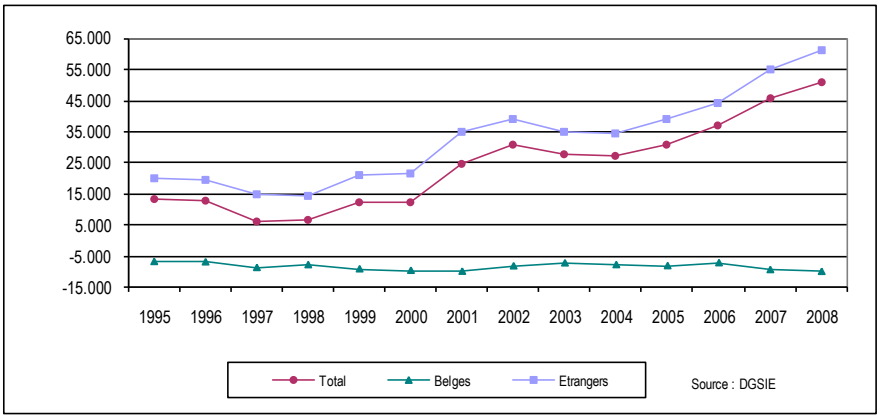
Source : DGSIE

2 Mouvements migratoires de et vers la Belgique

En 2008, 119.191 personnes ont immigré[13] en Belgique soit à peu près 13.000 de plus qu'en 2007. Parmi ces immigrants 89% (soit 106.012) étaient de nationalité étrangère. Le nombre d'émigrants[14] en 2008 s'est élevé à 68.062 personnes et a donc augmenté de 7.015 unités par rapport à 2007. Parmi les émigrants, 44.937 (66%) étaient de nationalité étrangère en 2008.

Le solde migratoire ou le nombre d'immigrations nettes en 2008 était de 51.129 soit une croissance de 12% par rapport à 2007[15].

Graphique 6: Evolution du solde migratoire des Belges et des étrangers



Le solde migratoire des étrangers a également progressé de 11% (61.075 immigrations nettes en 2008, plus de détails au point 2.3) alors que celui des Belges est toujours négatif (-9.946).

2.1 Immigrations

Entre 1990 et 1999, une part importante des mouvements migratoires a été le fait de citoyens européens: en 1990, 59,1% des immigrants étrangers étaient des ressortissants de l'Union européenne et en 1999 ils représentaient 48,5% des immigrants[16]. Entre 2000 et 2003, on a constaté une légère baisse de la proportion des ressortissants européens dans le total des immigrés de nationalité étrangère: de 51,7% à 44,3%[17]. Avec l'entrée de 10 nouveaux pays membres en 2004, la proportion des ressortissants de l'Union européenne parmi les immigrants étrangers dépasse la moitié avec 51,4% en 2004, 53,4% en 2005 et 54,8% en 2006. En 2007, l'entrée de la Bulgarie et la Roumanie dans l'Union contribue à nouveau à une augmentation de la part des ressortissants UE dans le total des immigrations: 62,1% des immigrants étrangers sont européens. En 2008, les ressortissants des 26 autres pays européens représentent 63,3% de l'immigration étrangère.

La France et les Pays-Bas sont les principaux pays européens d'origine avec respectivement 14.086 et 11.702 immigrants en 2008. On remarque à nouveau une forte augmentation des immigrations de ressortissants roumains (+23,5%) et bulgares (+48,1%). Les ressortissants polonais, qui étaient en forte augmentation en 2007, voient leur population immigrante diminuer légèrement. Autre fait remarquable, une hausse relative importante des ressortissants du sud de l'Europe: les Italiens, les Portugais et les Espagnols (respectivement +35%, +40% et +49%).

13. Il faut savoir que depuis 1994, les demandeurs d'asile qui arrivent en Belgique sont inscrits dans un registre d'attente et ne sont plus comptabilisés dans les données sur les immigrations comme c'était le cas auparavant. Lorsque les demandeurs d'asile sont reconnus réfugiés, ils passent dans le registre de la population. Ils sont alors identifiés dans la rubrique « ajustement statistique » et ne sont donc pas comptabilisés comme des migrants.

14. Les émigrations sont calculées sur base des données fournies par la DGSIE. Certains remarqueront que le nombre d'émigrations et le solde migratoire différent de ceux publiés par la DGSIE. En fait, cette différence s'explique de façon suivante: dans notre catégorie « émigrations » nous incluons également la catégorie « personnes rayées d'office (moins personnes réinscrites) » de la DGSIE, c'est-à-dire les personnes qui ne sont apparemment plus résidentes en Belgique mais qui n'ont pas signalé leur départ du pays. Dès lors, notre nombre d'émigrations est plus élevé et notre solde migratoire plus faible que ceux de la DGSIE.

15. Pour une analyse de l'évolution du solde migratoire sur le plus long terme (1983-2004), voir le rapport « L'immigration en Belgique. Effectifs, mouvements et marché du travail », SPF ETCS, rapport 2006.

16. Annexe 5. Immigrations par nationalité.

17. Idem.

Tableau 5: Immigrations selon les principales nationalités

	2006	2007	2008	Evolution par rapport à 2007
France	11.570	12.269	14.086	14,8%
Pays-Bas	11.488	11.370	11.702	2,9%
Pologne	6.694	9.393	8.963	-4,6%
Maroc	7.488	7.831	8.221	5,0%
Roumanie	3.059	5.491	6.779	23,5%
Bulgarie	797	2.625	3.887	48,1%
Allemagne	3.290	3.385	3.763	11,2%
Italie	2.613	2.708	3.655	35,0%
Portugal	2.030	2.293	3.200	39,6%
Turquie	2.999	3.180	3.172	-0,3%
Espagne	1.848	1.902	2.829	48,7%
Etats-Unis	2.553	2.455	2.631	7,2%
Grande Bretagne	2.015	2.042	2.363	15,7%
Inde	1.516	1.640	2.058	25,5%
Chine	1.469	1.171	1.270	8,5%
Cameroun	638	835	1.220	46,1%
Brésil	1.022	996	1.209	21,4%
Autres pays	20.344	21.801	25.004	14,7%
Total pays étrangers	**83.433**	**93.387**	**106.012**	**13,5%**
Dont UE	45.717	57.973	67.108	15,8%
Belgique	12.857	13.189	13.179	-0,1%
Part UE/ étrangers (%)	54,8%	62,1%	63,3%	

Source : DGSIE

Les Marocains, les Turcs et les Américains sont les principaux immigrants de nationalité non-communautaire. Par rapport à 2007, le nombre d'immigrants marocains et américains a progressé (avec respectivement +5,0% et +7,2%) contrairement à celui des Turcs qui a diminué de -0,3%.

Notons enfin que la part de femmes parmi les immigrants étrangers s'est stabilisée en 2008 avec 49,7% (contre 49,3% en 2007, 50,8% en 2006 et 51,9% en 2005).

2.2 Emigrations

Parmi les émigrants étrangers, les ressortissants de l'Union européenne sont majoritaires[18]: leur part, supérieure à 60% depuis 1995, est montée jusqu'à 69,8% en 2002 et était encore de 68,8% en 2008. Les Français et les Hollandais occupent à nouveau les premières places (tableau 6 ci-dessous) avec respectivement 7.226 et 5.381 émigrants en 2008 (soit respectivement +20,5% et +6,1% par rapport à 2007). Par contre les pays non-européens tels que le Maroc ou la Turquie comptent peu d'émigrants (respectivement 845 et 1.007).

18. Annexe 6. Emigrations par nationalité.

Tableau 6: Emigrations selon les principales nationalités

	2006	2007	2008	Evolution par rapport à 2007
France	6.418	5.997	7.226	20,5%
Pays-Bas	4.837	5.071	5.381	6,1%
Pologne	1.520	2.353	3.407	44,8%
Allemagne	2.570	2.453	2.756	12,4%
Etats-Unis	2.478	2.415	2.436	0,9%
Italie	2.218	1.952	2.066	5,8%
Grande Bretagne	2.489	1.990	1.984	-0,3%
Espagne	1.558	1.547	1.491	-3,6%
Portugal	1.266	1.184	1.300	9,8%
Inde	879	958	1.158	20,9%
Japon	845	948	1.023	7,9%
Turquie	727	715	1.007	40,8%
Chine	888	882	983	11,5%
Roumanie	368	524	879	67,7%
Maroc	634	722	845	17,0%
Grèce	685	545	645	18,3%
Canada	439	528	640	21,2%
Autres pays	8.535	7.727	9.710	25,7%
Total pays étrangers	**39.354**	**38.511**	**44.937**	**16,7%**
Dont UE	26.405	26.393	30.927	17,2%
Belgique	19.896	22.536	23.125	2,6%
Part UE/ étrangers (%)	67,1%	68,5%	68,8%	

Source : DGSIE

2.3 Solde migratoire ou immigrations nettes

Le solde migratoire des Européens est largement positif puisque l'on comptait 36.181 immigrations nettes en 2008 (tableau 7 ci-dessous) mais comme beaucoup de ressortissants européens émigrent, leur contribution au solde migratoire et donc aux immigrations nettes des étrangers (59,2%) est plus faible que ne le laissaient penser les immigrations « brutes ». Néanmoins, entre 2007 et 2008, on constate une augmentation des immigrations nettes de l'ensemble des ressortissants de l'Union européenne (+14,6%) et notamment une forte augmentation des pays du sud de l'Europe avec les Espagnols (+276,9%), les Italiens (+110,2%) et les Portugais (+71,3%).

Tableau 7: Immigrations nettes (solde migratoire) selon les principales nationalités

	2006	2007	2008	Evolution par rapport à 2007
Maroc	6.854	7.109	7.376	3,8%
France	5.152	6.272	6.860	9,4%
Pays-Bas	6.651	6.299	6.321	0,3%
Roumanie	2.691	4.967	5.900	18,8%
Pologne	5.174	7.040	5.556	-21,1%
Bulgarie	598	2.569	3.536	37,6%
Turquie	2.272	2.465	2.165	-12,2%
Portugal	764	1.109	1.900	71,3%
Italie	395	756	1.589	110,2%
Espagne	290	355	1.338	276,9%
Cameroun	523	751	1.096	45,9%
Allemagne	720	932	1.007	8,0%
Inde	637	682	900	32,0%
Congo (RD)	775	919	864	-6,0%
Brésil	735	702	830	18,2%
Algérie	632	765	805	5,2%
Tunisie	421	452	569	25,9%
Russie	508	495	540	9,1%
Autres pays	8.287	10.237	11.923	16,5%
Total pays étrangers	**44.079**	**54.876**	**61.075**	**11,3%**
Dont UE	19.312	31.580	36.181	14,6%
Belgique	-7.039	-9.347	-9.946	6,4%
Part UE/ étrangers (%)	43,8%	57,5%	59,2%	

Source : DGSIE

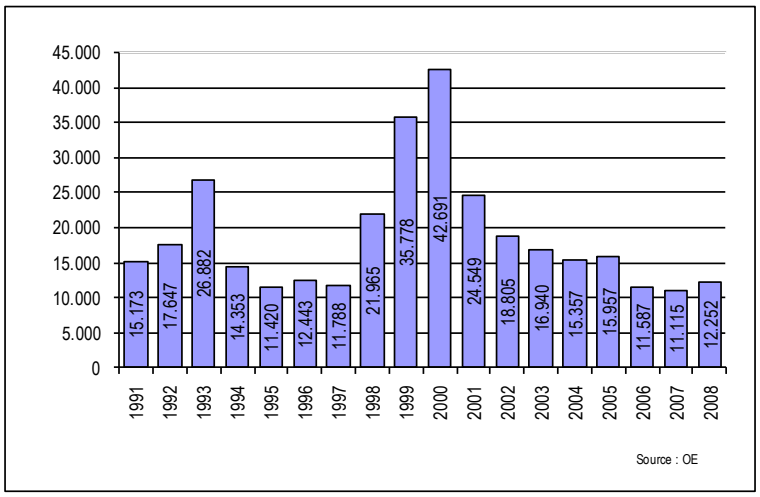
3 Demandeurs d'asile et réfugiés

3.1 Nombre de demandes d'asile introduites

En 2008, 12.252 demandes d'asile - ce qui correspond à une estimation de 15.588 personnes[19] - ont été enregistrées par l'Office des Etrangers. Si nous constatons une augmentation de l'ordre de 10% par rapport à l'année 2007, il faut souligner qu'au cours de cette dernière année on avait enregistré le niveau de demandes d'asile le plus faible depuis 1989. Dans un même ordre d'idée, la moyenne annuelle du nombre de demandes entre 1990 et 2007 se situe à 18.835.

19. Une demande d'asile peut concerner plusieurs personnes (par exemple les 4 membres d'une famille) or le chiffre fourni habituellement par les instances concernées renvoie aux demandes d'asiles introduites et non pas au nombre de personnes concernées par ces demandes. Cette estimation du nombre de personnes concernées en 2008 est fournie par l'OE.

Graphique 7: Evolution annuelle du nombre de demandes d'asile



En 2008, le pays d'origine du groupe des demandeurs d'asile le plus représenté était la Russie avec 1.620 demandes d'asile ce qui correspond à 13,2% du total des demandes introduites. Venaient ensuite L'Irak (1.070 demandes) et l'Afghanistan avec 879 demandes d'asile[20].

20. Pour plus de détails, voir l'annexe 7. Demandes d'asile introduites en Belgique

3.2 La procédure et le nombre de réfugiés reconnus

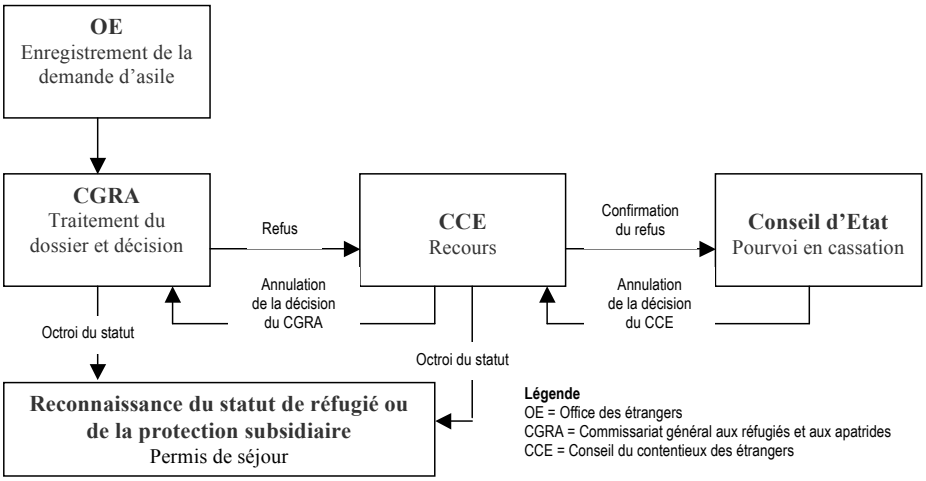
3.2.1 La procédure d'asile

Depuis le 1er juin 2007 la procédure d'asile a été totalement modifiée[21]. Cette réforme avait pour but de simplifier et d'accélérer la procédure d'asile en Belgique. Ainsi, alors que l'ancienne procédure d'asile se déroulait en deux phases[22] qui étaient traitées par deux instances différentes, la nouvelle procédure ne comprend plus qu'une seule phase et c'est le CGRA (Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides) qui est chargé d'examiner les demandes aussi bien sur la forme que sur le fond. Il est dorénavant la seule autorité dotée d'une compétence d'instruction. De plus, une nouvelle juridiction indépendante dénommée Conseil du Contentieux des Etrangers remplace la Commission permanente pour traiter les recours suite au refus du CGRA. Grâce à cette refonte du système, il est prévu que la procédure soit clôturée en une année maximum.

21. 15 SEPTEMBRE 2006. Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. 15 SEPTEMBRE 2006. Loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers.

22. La forme était examinée lors d'une phase de recevabilité par l'Office des étrangers et si le dossier était accepté le fond du dossier était examiné par le CGRA.

Schéma de la procédure d'asile en Belgique



Concrètement, l'étranger qui arrive en Belgique doit introduire sa demande auprès de l'Office des étrangers (OE). L'OE enregistre la demande, vérifie que la Belgique est bien l'Etat responsable selon la convention de Dublin[23], prend les empreintes digitales et recueille les déclarations du demandeur (identité, origine, motifs de la demande et possibilité de retour). L'Office des étrangers est également compétent pour déterminer la langue de la procédure et pour le traitement des demandes multiples (il peut décider de refuser une nouvelle demande si aucun nouvel élément n'est apporté).

La déclaration signée par le demandeur et l'ensemble du dossier sont transmis au CGRA qui doit décider s'il accorde le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire (voir le point 3.2.2). Durant l'examen d'une demande, le CGRA convoque au moins une fois le demandeur d'asile. Le CGRA examine ensuite la demande sur base de l'audition, de toute pièce justificative et de l'évaluation de la situation dans le pays d'origine. En cas de refus du statut de réfugié, le CGRA se prononce alors sur l'octroi ou le refus du statut de protection subsidiaire. Le CGRA est également compétent pour décider du retrait du statut de réfugié ou de protection subsidiaire.

Si le CGRA refuse les deux statuts, le demandeur peut introduire un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers (CCE) qui est compétent pour confirmer ou réformer les décisions du CGRA. Le CCE peut également annuler des décisions du CGRA pour des raisons d'irrégularité (par exemple lorsque des éléments essentiels ont été ignorés dans le traitement du dossier). Le CGRA devra alors reprendre son instruction. La procédure devant le CCE est écrite même si des remarques peuvent être émises durant l'audience. Les deux parties, à savoir le demandeur d'asile (représenté par un avocat) et le CGRA, comparaissent durant l'audience qui est publique.

Finalement, un pourvoi en cassation de la décision du CCE peut être introduit devant le Conseil d'Etat. Afin d'éviter les demandes non fondées (et donc pour désengorger le Conseil d'Etat), les pourvois sont d'abord soumis à un examen d'admissibilité qui vérifie si le Conseil d'Etat est bien compétent ou si le pourvoi n'est pas sans objet. Si le Conseil d'Etat annule la décision, le dossier est renvoyé au CCE qui doit se prononcer une nouvelle fois en suivant l'avis de l'arrêt rendu.

23. La convention de Dublin détermine les compétences en matière d'asile entre chaque pays de l'UE. Elle fixe des critères pour déterminer quel pays doit traiter une demande d'asile (Etat avec lequel le demandeur a le plus de liens ou premier Etat européen dans lequel il est arrivé) et permet d'éviter qu'un demandeur d'asile débouté n'introduise une demande dans un autre Etat de l'UE.

3.2.2 La protection subsidiaire

Pour rappel, la loi du 15 septembre 2006 a introduit le statut de protection subsidiaire: depuis le 10 octobre 2006, la Belgique doit accorder un titre de séjour (provisoire mais renouvelable) aux étrangers qui ne peuvent prétendre au statut de réfugié tel que défini dans la Convention de Genève mais qui ont de sérieux motifs de croire qu'ils encourent un risque réel de subir une atteinte grave[24] en cas de retour dans leur pays d'origine[25].

Le CGRA doit donc désormais vérifier si les demandeurs d'asile peuvent non seulement obtenir le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève mais aussi, dans un deuxième temps, s'ils peuvent bénéficier de la protection subsidiaire. Il faut remarquer que certains étrangers dont la demande d'asile avait été rejetée mais qui bénéficiaient d'une clause de non-reconduite dans leur pays d'origine (du fait de menaces sur leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté) ont pu, depuis le 10 octobre 2006, faire une demande pour obtenir le statut de protection subsidiaire.

24. Les « atteintes graves » sont « la peine de mort ou l'exécution; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison de violence aveugle ou en cas de conflit armé interne ou international. » - Directive européenne 2004/83/CE

25. 15 SEPTEMBRE 2006. Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. 5 OCTOBRE 2006. Circulaire relative au statut de protection subsidiaire.

3.2.3 Nombre de réfugiés reconnus

En 2008, le nombre de reconnaissances du statut de réfugiés au CGRA a été de 2.143 (contre 1.841 en 2007) alors que le nombre de refus s'est élevé à 5.819 (6.428 en 2007).

Tableau 8: Décisions quant au fond du CGRA

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Reconnaissances	1.446	1.238	1.198	897	1.166	1.201	2.275	3.059	1.914	1.841	2.143
Refus	2.268	1.826	3.262	1.890	4.446	4.964	5.860	7.790	5.600	6.428	5.819
Protection subsidiaire									8	281	394
Total	**5.779**	**5.794**	**5.802**	**5.807**	**5.798**	**6.165**	**8.135**	**10.849**	**7.522**	**8.550**	**8.356**

Source : CGRA

15,5% de ces reconnaissances concernaient des réfugiés russes, principalement des Tchétchènes et 12,7% des réfugiés en provenance de l'Irak (voir le tableau 9 ci-dessous).

Tableau 9: Principales nationalités bénéficiaires des décisions en reconnaissance du statut de réfugié en 2008

	2008	En % du total
Russie	332	15,5
Irak	273	12,7
Guinée	214	10,0
Serbie	144	6,7
Rwanda	122	5,7
RD Congo	107	5,0
Afghanistan	84	3,9
Sri Lanka	78	3,6
Chine	76	3,5
Syrie	62	2,9
Autres	651	30,4
Total	**2.143**	**100,0**

Source : CGRA

3.2.4 Régularisation des longues procédures de demandes d'asile

Depuis maintenant 5 ans, l'OE mène une politique de régularisation au bénéfice des étrangers engagés dans de longues procédures de demandes d'asile[26]. Les demandeurs d'asile dont la procédure n'a pas abouti (recours au Conseil d'Etat non compris) après 3 ans (pour les familles avec enfants scolarisés) ou 4 ans (pour les personnes seules ou couples sans enfant) peuvent bénéficier quasi automatiquement d'une régularisation de leur séjour. Il leur suffit d'introduire une demande en suivant une procédure définie dans loi du 15 décembre 1980 sur le séjour des étrangers. Selon l'article 9bis[27]de cette loi, l'autorisation de séjour peut être demandée au bourgmestre de la commune où l'étranger séjourne lors de circonstances exceptionnelles[28]. Dans le cas des longues procédures, le critère du long délai d'attente et l'intégration qui en découle sont donc considérés comme des circonstances exceptionnelles. Les demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée mais dont la procédure aurait duré plus de 3 ou 4 ans ou presque, peuvent également introduire une demande. Ils doivent quant à eux apporter des preuves de la réalité de leur intégration.

26. Cette politique n'a pas été rendue publique par une circulaire ou un texte réglementaire mais fait suite à une déclaration du ministre en 2004.

27. L'article 9bis a été introduit par la loi du 15 septembre 2006. Il correspond à l'ancien article 9§3 qu'il complète en précisant ce qui ne peut être considéré comme des circonstances exceptionnelles (par exemple, les éléments qui ont déjà servi lors d'une précédente demande d'asile qui a été rejetée).

28. Alors que normalement, pour être valable, une demande de séjour doit se faire depuis le poste diplomatique belge dans le pays d'origine de l'étranger.

3.3 L'accueil des demandeurs d'asile

Le changement de la procédure d'asile s'accompagne de quelques modifications dans l'accueil des demandeurs d'asile[29]. Avant juin 2007, les demandeurs d'asile bénéficiaient de prestations matérielles durant la 1ère phase de leur procédure (recevabilité) et de prestations financières (aide financière des centres publics d'action sociale - CPAS) une fois entrés dans la 2e phase de la procédure (examen au fond). Ils pouvaient également travailler avec un permis C durant cette seconde période. Dorénavant, la procédure ne comptant plus qu'une phase et ne durant plus qu'une année, les demandeurs d'asile ne percevront plus d'aide financière mais seront aidés matériellement pendant toute leur procédure (recours au Conseil d'Etat compris). De même, ils ne peuvent désormais plus travailler.

29. 12 JANVIER 2007. Loi sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

L'accueil se fait en deux étapes. Durant les quatre premiers mois de leur procédure les demandeurs séjournent dans un centre d'accueil collectif qui leur est désigné par le service Dispatching de Fedasil (voir ci-dessous). L'aide matérielle comprend donc l'hébergement mais aussi la nourriture, l'habillement, l'accompagnement médical, psychologique, social, juridique, administratif et l'attribution d'une allocation journalière (argent de poche). Le demandeur d'asile n'est pas obligé de séjourner dans ces structures d'accueil mais s'il choisit de résider ailleurs que dans le centre d'accueil désigné, il ne bénéficie que d'une aide médicale.

Après ces quatre premiers mois, le demandeur d'asile peut être transféré dans une structure d'accueil individuelle, dans la limite des places disponibles. Ces logements sont mieux adaptés aux situations de chacun. Ce second accueil est organisé par les CPAS ou par les ONG CIRE et Vluchtelingenwerk Vlaanderen.

C'est « l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile » (Fedasil) qui se charge de coordonner ces différentes structures d'accueil et de vérifier leur qualité d'accueil. Fedasil a vu le jour en 2002 lorsque le gouvernement a décidé de substituer l'aide matérielle à l'aide financière (durant la phase de recevabilité dans un premier temps) et qu'il a fallu organiser l'accueil des demandeurs d'asile dans différents lieux. Ainsi, cette agence a pour objet principal « d'assurer l'organisation et la gestion des différentes modalités d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que la coordination du retour volontaire[30] » . Fedasil a donc pour missions principales: la gestion de 18 centres d'accueil, la coordination des différentes structures d'accueil (Croix-Rouge, initiatives locales d'accueil organisées par les CPAS, places d'accueil gérées par les ONG…), la répartition des demandeurs d'asile et l'octroi d'une aide matérielle, médicale et psychosociale aux demandeurs d'asile, ainsi que l'orientation, l'information et l'accompagnement de ceux-ci.

30. 19 JUILLET 2001. Loi-programme.

La capacité totale du réseau d'accueil en Belgique était de 15.862 places fin 2008 alors qu'il n'y avait encore que 8.246 places en 2000. Le nombre de demandeurs d'asile accueillis à la fin 2008 était de 16.281 (ce qui correspond à un taux d'occupation de 102,6% des capacités d'accueil)[31]. En octobre 2008, le Comité de direction de Fedasil a mis en place une « task force » afin de gérer au mieux cette situation de crise.

31. Fedasil, « Rapport annuel 2008 », 2009.

4 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: sources administratives

4.1 Accès au marché du travail: législation

4.1.1 Travailleurs non-européens

Les citoyens non européens (hors EEE[32]) qui souhaitent travailler en Belgique doivent obtenir un permis de travail avant d'occuper un emploi salarié ou obtenir une carte professionnelle afin d'accéder à un emploi non-salarié. Les emplois statutaires dans la fonction publique ne leur sont pas accessibles sauf, dans les administrations de la Région de Bruxelles-Capitale[33] et au sein des services de la Commission communautaire française[34].

A. Le travail salarié

Pour accéder à un emploi salarié, l'étranger non-européen doit donc obtenir un permis de travail. L'arrêté royal du 9 juin 1999[35] définit les différents permis de travail existant ainsi que leurs conditions d'attribution. Il existe trois types de permis:

- Le permis A est d'une durée illimitée et est valable pour n'importe quel employeur, secteur ou métier. Il est accordé aux travailleurs étrangers résidant et travaillant en Belgique depuis plusieurs années avec un permis B[36].
- Le permis B est d'une durée limitée (maximum 12 mois, renouvelable) et est accordé aux étrangers allant travailler chez des employeurs qui ont obtenu préalablement une autorisation d'occupation. Cette autorisation d'occupation est accordée suite à un examen de la situation du marché du travail, c'est-à-dire que l'autorisation n'est octroyée que s'il n'y a pas de travailleurs belges ou européens disponibles. De plus, cette autorisation ne sera délivrée que pour des travailleurs originaires de pays avec lesquels la Belgique à conclu un accord international[37]. Cependant, pour certaines catégories de travailleurs (les hautement qualifiés, le personnel de direction, les stagiaires…), on déroge aux obligations liées à l'examen du marché de l'emploi ainsi qu'à l'existence de conventions internationales en matière d'immigration.

Contrairement au permis A et C, le permis B est donc limité à un emploi auprès d'un employeur.

- En 2003, un troisième permis (le C) a été instauré. D'une durée limitée (une année maximum, renouvelable), il est valable pour n'importe quel employeur, secteur ou métier. Il est délivré à des étrangers séjournant légalement et provisoirement en Belgique pour d'autres motifs que le travail (par exemple, les candidats réfugiés dont la demande est jugée recevable ou les étudiants).

Certaines catégories d'étrangers sont dispensées de permis de travail. C'est le cas, par exemple, des réfugiés ou des conjoints de belges (voir l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juin 1999).

Les permis de travail sont délivrés par les trois régions du pays et par la Communauté germanophone. Concrètement, les formulaires de demandes de permis et d'autorisation sont à demander et à introduire auprès des services de placement régionaux: FOREM en Wallonie, ACTIRIS à Bruxelles, VDAB en Flandre et Arbeidsamt en Communauté germanophone. Une demande de permis A ou C sera introduite par le travailleur mais dans le cas d'un permis B, elle le sera par l'employeur. Si la demande est acceptée, c'est l'administration communale du lieu de séjour du travailleur (ou de l'employeur si le travailleur n'est pas encore en Belgique) qui délivre le permis. En cas de refus, un recours motivé contre la décision de refus peut être introduit auprès du Ministre régional compétent dans un délai d'un mois.

B. L'emploi non-salarié

Tout étranger (hors EEE) qui exerce une activité professionnelle indépendante sur le territoire belge doit être titulaire d'une carte professionnelle[38]. La carte professionnelle est délivrée par le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, pour une période maximale de cinq années (renouvelable). Elle est personnelle et spécifie de manière précise l'activité qui peut être exercée par le titulaire. Il existe des catégories d'étrangers qui sont dispensées de carte professionnelle comme par exemple les réfugiés ou les étrangers autorisés à séjourner en Belgique pour une durée illimitée[39].

La demande d'obtention, de prolongation ou de renouvellement d'une carte professionnelle s'effectue auprès de l'administration communale du lieu de séjour ou auprès du poste diplomatique pour les étrangers qui ne résident pas encore en Belgique (l'autorisation de séjour doit alors être demandée en même temps). La décision sera prise par un fonctionnaire délégué désigné par le Ministre des Classes moyennes et transmise au demandeur via l'administration communale ou le poste diplomatique. En cas de refus, un recours est possible dans les 30 jours auprès du ministre des

32. C'est-à-dire les ressortissants de pays hors EEE (Espace économique européen = l'Union européenne, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse).

33. 11 JUILLET 2002. Ordonnance élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique régionale.

34. 19 MARS 2004. Décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française.

35. 9 JUIN 1999. Arrêté royal portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

36. A savoir quatre ans sur une période maximale de 10 ans de séjour légal et ininterrompu. Ce délai est diminué d'un an pour les ressortissants des pays avec lesquels la Belgique est liée par des accords internationaux (voir note ci-dessous) et pour les travailleurs dont le conjoint ou les enfants séjournent légalement en Belgique.

37. Algérie, ex-Yougoslavie, Maroc, Tunisie, Turquie et nouveaux Etats membres de l'Union européenne (via les Traités d'adhésion) avec une priorité accordée à ces derniers.

38. 19 FEVRIER 1965. Loi relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes.

39. 3 FEVRIER 2003. Arrêté royal dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaire d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante.

Classes moyennes qui prendra sa décision sur base d'un avis du Conseil d'enquête économique pour étrangers[40].

40. C'est depuis le 21 septembre 2006 que la décision est prise en première instance par un fonctionnaire délégué (et plus par le ministre lui-même) et ceci afin de rendre la procédure plus rapide: 1er MAI 2006. Loi modifiant la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes.

4.1.2 Travailleurs européens: principe de la libre circulation

Les citoyens de l'Espace économique européen bénéficient quant à eux d'un libre accès au marché du travail. Ils peuvent donc exercer un emploi salarié ou non-salarié sans condition. Il faut toutefois mentionner que des restrictions temporaires sont d'application pour les ressortissants des nouveaux pays membres de l'UE en ce qui concerne le travail salarié.

4.1.3 Travailleurs des nouveaux Etats membres de l'UE: période transitoire

Le 1er mai 2004, l'Union européenne s'est élargie à 10 nouveaux pays (Estonie, Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie). La population de l'Union s'est alors accrue de 19,4%: 74 millions de personnes se sont ajoutées aux 383 millions d'habitants que comptait déjà l'UE. Lors de cette adhésion, il a été convenu de la possibilité pour les anciens Etats membres de maintenir des mesures transitoires imposant des restrictions à l'accès des ressortissants des nouveaux Etats membres[41] à leur marché du travail. Ces mesures transitoires ne pourront toutefois pas dépasser une période maximale de 7 ans (2+3+2 ans). La première phase de cette période de transition a pris fin le 30 avril 2006, date avant laquelle les pays devaient décider de la prolongation ou non des restrictions et en informer la Commission européenne.

41. Ou plutôt de 8 d'entre eux (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie). Les Chypriotes et les Maltais ne sont pas soumis à une période transitoire.

Du 1er mai 2004 au 30 avril 2006, la Belgique a fait partie des pays qui avaient choisi de maintenir des restrictions à l'accès de leur marché du travail: il a ainsi été décidé que les ressortissants des nouveaux pays membres (à l'exception de Chypre et Malte) devraient encore disposer d'un permis de travail[42] pour obtenir un permis de séjour en vue d'exercer une activité économique salariée sur le territoire belge.

42. 12 AVRIL 2004. Arrêté royal modifiant, suite à l'adhésion de nouveaux Etats membres de l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

Au 1er mai 2006, la deuxième phase de la période transitoire a débuté. En Belgique, il a été décidé de maintenir les dispositions transitoires tout en assouplissant la procédure d'octroi d'un permis pour un certain nombre de professions qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre[43]: les ressortissants des nouveaux pays membres doivent donc toujours obtenir un permis de travail pour exercer une activité salariée. Cependant, depuis le 1er mai, la délivrance des permis aux travailleurs de l'UE-8 est automatique et plus rapide (maximum 5 jours) pour les professions figurant sur une liste de fonctions critiques établie par les régions. La Belgique peut décider de mettre fin à ces dispositions à tout moment et il lui faudra en tout cas justifier l'éventuelle prolongation (pour un maximum de 2 années) au 1er mai 2009 par un risque de graves perturbations du marché du travail (voir le chapitre 6 du présent document pour consulter les dernières actualités en la matière).

43. 24 AVRIL 2006. Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, en vue de la prolongation des mesures transitoires qui ont été introduites suites à l'adhésion de nouveaux Etats membres à l'Union européenne.

Le 1er janvier 2007, deux nouveaux Etats ont adhéré à l'Union européenne: la Bulgarie et la Roumanie. La Belgique a décidé d'appliquer à leurs ressortissants les mêmes dispositions transitoires qu'aux citoyens des huit autres « nouveaux » Etats membres[44]: ils doivent donc également être en possession d'un permis de travail pour exercer une activité salariée en Belgique mais ils bénéficient de la procédure accélérée pour l'octroi de permis B pour les métiers en pénurie. Les dispositions transitoires applicables aux ressortissants de ces deux Etats prendront fin, au plus tard, le 1er janvier 2014.

44. 19 DECEMBRE 2006. Arrêté royal modifiant, suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

4.2 Les entrées de travailleurs étrangers

4.2.1 Les entrées de salariés

La seule information disponible relative aux entrées de travailleurs salariés étrangers provient de la statistique sur les premiers permis de travail B délivrés et ne concerne donc que les travailleurs non européens ainsi que ceux des 10 nouveaux Etats membres sous période transitoire.

En 2008, 24.980 premiers permis B ont été délivrés à des travailleurs étrangers (voir tableau 10 ci-dessous) soit plus du double qu'en 2006 ou une hausse de 8,4% par rapport à 2007. 8 .871 de ces premiers permis ont été délivrés à des femmes (35,5%). 49,3% du total des premiers permis ont été accordés à des travailleurs polonais puisqu'ils totalisent à eux seuls 12.320 premiers permis (dont 4.593 femmes). Si le nombre de permis délivrés aux travailleurs polonais reste important depuis quelques années, on assiste à une première diminution des octrois de 1er permis B en 2008 à ceux-ci. Fait relativement nouveau, le nombre des ressortissants roumains et bulgares bénéficiaires de premiers permis continue de progresser depuis 2007. En effet, depuis ce moment ils bénéficient également de la procédure accélérée mise en place pour satisfaire aux besoins dans les métiers en

pénurie et ont été beaucoup plus nombreux à obtenir un permis de travail B: 3.716 premiers permis B ont été délivrés à des travailleurs roumains en 2008 (contre 2.863 en 2007 et 339 en 2006) et 1.744 à des travailleurs bulgares (contre 1.525 en 2007 et 105 en 2006).

Tableau 10: Premiers permis de travail B délivrés

						Dont femmes				
	2004	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Pologne	1.046	2.122	7.212	12.820	12.320	346	734	2.186	4.164	4.593
Roumanie	105	210	339	2.863	3.716	61	123	242	1.089	1.552
Inde	666	795	1.084	1.429	1.961	74	98	120	227	290
Bulgarie	68	96	105	1.525	1.744	37	60	75	527	704
USA	504	591	607	558	712	106	141	133	165	207
Japon	405	467	399	495	492	29	43	35	49	52
Chine	131	220	298	302	363	40	42	81	90	132
Turquie	95	193	207	282	328	29	38	37	51	59
Slovaquie	60	80	294	341	310	16	19	88	95	84
Hongrie	91	95	190	176	269	26	49	83	58	88
République tchèque	61	99	159	234	179	22	52	61	63	48
Russie	71	111	126	146	158	24	48	54	70	85
Canada	107	104	120	140	145	35	34	47	53	53
Maroc	55	73	75	133	142	13	28	29	49	33
Autres	847	1.055	1.257	1.584	2.141	265	351	486	626	891
Total	**4.312**	**6.311**	**12.472**	**23.028**	**24.980**	**1.123**	**1.860**	**3.757**	**7.376**	**8.871**

Source : SPF ETCS

A noter que, malgré la progression du nombre de Bulgares, les Indiens se retrouvent encore à la troisième place sur ce podium (1.961 permis), juste après les Roumains. Viennent ensuite, après les Bulgares donc, les Américains (712) et les Japonais (492) qui ont obtenu le plus de premiers permis. Le nombre de premiers permis délivrés a donc fortement progressé depuis 2004 mais il faut remarquer qu'une grande partie de cette augmentation résulte du nombre important de permis B délivrés aux travailleurs ressortissants des nouveaux états membres dans le cadre de la procédure accélérée pour certaines fonctions critiques. Une grande partie de ces permis ont été demandés et délivrés en Flandre: en 2008, 19.395 premiers permis.

4.2.2 Les permis C

Depuis 2003, il existe un nouveau permis de travail C délivré aux étrangers ayant été admis en séjour provisoire en Belgique pour d'autres motifs que le travail. Ce permis concerne, par exemple, les étudiants qui souhaitent travailler pendant l'année scolaire[45]. Le nombre de permis C délivrés ne permet cependant pas de dire combien de détenteurs de cette carte travaillent effectivement puisque le permis C est attribué à un étranger pour n'importe quel emploi mais sans obligation de travailler. Il se peut donc que de nombreux étrangers demandent le permis « au cas où » mais que finalement seule une fraction d'entre eux travaille. Le nombre de permis C délivrés en 2008 a été de 25.113 (soit 1.087 de moins qu'en 2007) dont 11.102 à des femmes[46].

45. Les étudiants étrangers qui travaillent pendant des vacances scolaires sont dispensés de permis.

46. Tableau détaillé en annexe 9.

4.2.3 Les entrées de travailleurs salariés hautement qualifiés

Pour rappel, l'autorisation d'occupation préalable à la délivrance d'un permis B ne peut normalement être accordée que s'il y a pénurie de main d'œuvre sur le marché du travail local et prioritairement pour des travailleurs issus des nouveaux pays membres de l'UE ou de pays avec lesquels la Belgique a conclu un accord. Il existe cependant des exceptions et pour plusieurs catégories de travailleurs, il n'est pas tenu compte de la situation du marché du travail ni de l'origine du travailleur. C'est depuis septembre 2007 qu'une dispense de permis de travail est prévue pour les chercheurs et les cadres qui viennent en Belgique à des fins bien définies (par exemple: les chercheurs dans les limites de la durée du projet de recherche, les travailleurs venant assister à des congrès ou à des réunions de maximum 5 jours par mois, les travailleurs d'un groupe multinational venant suivre une formation au siège belge de maximum 3 mois[47]…)

47. 12 SEPTEMBRE 2007. Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne les chercheurs et les cadres, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

En 2008, 7.725 permis de travail (1er permis et renouvellements) ont été octroyés à des travailleurs hautement qualifiés ou occupant des postes de direction, soit 186 de plus qu'en 2007. Sur l'ensemble des permis B délivrés en 2008 (plus de 50.000 en prenant les 1ers permis et les renouvellements), 15% l'ont donc été à des travailleurs hautement qualifiés (contre 19% en 2007 et 34% en 2006). Si la part de permis pour travailleurs hautement qualifiés a si nettement diminué parmi le total des

permis B délivrés, c'est parce que ce total a plus que doublé depuis 2006 du fait du grand nombre de permis délivrés aux ressortissants des nouveaux Etats membres pour les fonctions critiques (dont une grande part pour des emplois saisonniers dans le secteur horticole) et non pas parce qu'il y a eu moins de travailleurs hautement qualifiés.

Plus de la moitié des permis pour travailleurs hautement qualifiés ont été délivrés à des Indiens, des Japonais ou des Américains. Dans ce trio, seuls les Indiens affichent une progression par rapport à 2007 avec une hausse de 31 ,7%.

Tableau 11: Permis de travail B pour les travailleurs hautement qualifiés et les postes de direction des 9 principales nationalités

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Inde	508	678	795	1.006	1.207	1.521	1.960	2.581
Japon	588	897	876	931	1.111	1.149	1.231	764
USA	795	1.005	750	753	971	889	904	716
Turquie	138	153	167	173	248	293	375	429
Chine	169	170	169	170	211	296	335	406
Russie	167	198	181	189	210	210	243	215
Canada	205	256	208	208	227	218	207	185
Pologne	105	126	132	170	201	201	184	168
Roumanie	153	148	152	174	256	264	145	158
Autres	1.669	1.614	2.059	2.111	1.806	1.927	1.955	2.103
Total	**4.497**	**5245**	**5.489**	**5.885**	**6.448**	**6.968**	**7.539**	**7.725**

Source : SPF ETCS

4.2.4 Les entrées d'indépendants

Le nombre d'entrées de travailleurs non salariés en Belgique est calculé à partir des données provenant de l'Institut national d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants (INASTI). Il s'agit en fait du nombre d'étrangers qui ont commencé une activité indépendante au cours de l'année[48].

48. Il n'est à nouveau pas possible de déterminer si l'immigration est liée au commencement de l'activité professionnelle ou si elle est antérieure.

Le tableau 12 nous indique qu'en 2008, 14.464 étrangers et 65.285 Belges ont débuté une activité professionnelle non salariée en Belgique. Il n'y a donc pas de grande différence par rapport à 2007, année qui avait connu une forte progression (+28% parmi les étrangers et +9% pour les Belges). Cette progression qui était constante depuis 2002, marque le pas en 2008.

Tableau 12: Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année

	2006	2007	2008
Roumanie	1.009	2.640	2.348
Pologne	2.411	2.754	2.094
Pays-Bas	1.752	1.767	1.631
Bulgarie	209	1.347	1.540
France	1.269	1.215	1.364
Italie	865	910	966
Portugal	453	480	567
Maroc	415	441	473
Turquie	427	465	455
Royaume-Uni	279	300	319
Allemagne	317	355	307
Autres	2.594	2.416	2.400
Total Etrangers	**11.791**	**15.090**	**14.464**
Belgique	60.082	65.712	65.285
Total général	**71.873**	**80.802**	**79.749**

Source : INASTI

Parmi les nationalités les mieux représentées, on retrouve les ressortissants des pays de l'UE. Les Polonais qui étaient de plus en plus nombreux à débuter une activité indépendante ces dernières années, se positionnaient depuis 2005 en tête du tableau. En 2008, ils n'étaient plus que 2.094 nouveaux indépendants et perdaient leur première place au profit des Roumains avec 2.348 ressortissants, malgré leur baisse de 11,06% par rapport à 2007.

4.3 Les personnes de nationalité étrangère sur le marché du travail

4.3.1 Sources administratives

Plusieurs sources administratives ont dû être mobilisées afin d'estimer la population active étrangère par nationalité. En effet, les deux sources fournissant un chiffre pour la population active, à savoir l'enquête socio-économique générale et l'enquête force de travail, ne nous permettent pas à l'heure actuelle de disposer de données récentes et suffisamment détaillées[49].

49. La dernière enquête socio-économique générale date de 2001 et l'enquête EFT ne permet pas d'obtenir une répartition des étrangers par nationalité.

Des calculs ont donc été effectués au SPF Emploi, Travail et Concertation social afin d'obtenir une estimation de la population active étrangère sur la base de trois sources:

- Jusque 2007, les statistiques sur les salariés sont basées sur l'exploitation des comptes individuels de pension en provenance du CIMIRe (Compte Individuel Multisectoriel – Multisectoriële Individuele Rekening) et reprennent l'ensemble des personnes ayant occupé un travail salarié entre le 1er janvier et le 31 décembre. A partir de 2008, les données proviennent de la SIGeDIS (sociale individuele gegevens – données individuelles sociales);
- les données sur les demandeurs d'emploi proviennent de l'ONEM (Office national de l'emploi) et concernent les demandeurs d'emploi qui sont inscrits dans un des bureaux de placement régionaux. Les données annuelles sont des moyennes enregistrant des situations aux 30 juin et 31 décembre des années considérées;
- enfin, les statistiques sur les travailleurs non-salariés sont fournies par l'INASTI (Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants). Les données publiées sont celles disponibles au 31 décembre.

4.3.2 Définitions[50]

50. Les définitions sont pour l'essentiel tirées de la publication « La population active en Belgique. 1. Le pays : une situation au 30 juin 1999 », Ministère fédéral de l'emploi et du travail, 2001.

Emploi intérieur: l'emploi intérieur comprend toutes les personnes âgées de 15 à 64 ans qui travaillent au moins 1 heure par semaine dans une unité productrice résidente. Deux grandes catégories peuvent être distinguées: l'emploi salarié et l'emploi non salarié.

Emploi salarié: l'emploi salarié comprend les personnes qui travaillent pour un employeur, public et privé, et qui reçoivent une rémunération sous forme de traitement, salaire, commission, salaires aux pièces ou traitement en nature.

Emploi non salarié: l'emploi non salarié comprend les personnes qui travaillent en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial. Il inclut les travailleurs indépendants, qu'ils emploient ou non du personnel, et les aidants non rémunérés. Les aidants rémunérés et les indépendants à titre complémentaire sont repris dans la catégorie des salariés.

Chômage: sont considérées comme chômeuses, les personnes âgées de 15 à 64 ans sans emploi, disponibles pour le marché du travail et recherchant un travail. En pratique, la série comprend l'ensemble des demandeurs d'emploi inoccupés, c'est-à-dire: les chômeurs complets indemnisés, les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits librement mais ne bénéficiant pas d'indemnités, les chômeurs inscrits obligatoires.

Population active: La population active reprend l'ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans présentes sur le marché du travail. Le concept de population active ne regroupe que les personnes résidant en Belgique, que ces dernières soient occupées en Belgique ou à l'étranger ou qu'elles soient au chômage. Sont donc exclus les travailleurs résidant à l'étranger employés dans des unités productrices nationales. Pratiquement, la population active comprend les chômeurs et l'emploi intérieur auquel on ajoute le solde frontalier[51].

51. Dans les statistiques calculées par le SPF ETCS à partir des données administratives, la population active ne comprend pas le solde frontalier car celui-ci n'est pas disponible par nationalité. La population active (et tous les taux qui en découleront) est donc constituée du seul emploi intérieur et des chômeurs.

Solde frontalier: équivaut au nombre de frontaliers de Belgique travaillant à l'étranger dont on soustrait les frontaliers résidant dans d'autres pays et travaillant en Belgique.

Taux d'activité: donne une indication quant à l'intensité du désir de participation à la vie économique d'une population. Il est obtenu en divisant la population active totale par la population âgée de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi: indique la part des personnes occupées dans la population âgée de 15 à 64 ans.

Taux de chômage: donne la proportion de demandeurs d'emploi inoccupés par rapport à la population active totale.

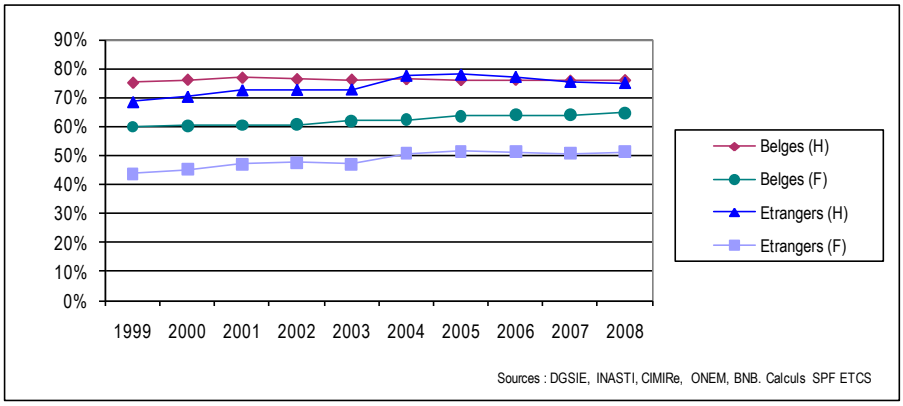
4.3.3 La population active

En 2008, la population active[52] totale s'élevait à 4.914.580 personnes dont 3.727.000 travailleurs salariés, 710.000 travailleurs non salariés et 477.580 chômeurs. La population active étrangère comptait 468.832 personnes, soit 9,5% de la population active totale[53]. Entre 2007 et 2008, la population active n'a que très peu varié (+0,10%).

La part des femmes dans la population active continue sa progression entamée depuis 2002 puisqu'en 2008, les femmes représentaient 45,2% de la population active totale (contre 45,0% en 2007), 45,9% de la population active belge (contre 45,6% en 2007) et 39,1% de la population active étrangère (contre 38,8% en 2007).

En 2008, le taux d'activité[54] des Belges était de 70,5%. Celui des étrangers, qui avait diminué de 1,1 point de pourcentage en passant de 64,7% à 63,6% en 2007, s'est stabilisé en 2008. Que ce soit parmi les Belges ou les étrangers, le taux d'activité féminin reste inférieur à celui des hommes mais l'écart est plus important dans la population étrangère avec 25 points d'écart (contre 12 chez les Belges). On notera enfin que le taux d'activité masculin des étrangers (75,2%) qui avait cessé sa progression entre 2004 et 2005 (voir le graphique 8 ci-dessous) a diminué de 3 points de pourcentage depuis 2005 et est désormais légèrement inférieur à celui des hommes belges (76,1%).

Graphique 8: Taux d'activité des Belges et des étrangers selon le sexe



Si l'on se penche maintenant sur les principales nationalités qui constituent la population active étrangère, on s'aperçoit que les Européens représentent encore et toujours 70% de celle-ci (contre 67% en 2006). Les Français, les Italiens et les Hollandais constituent presque la moitié des actifs étrangers en Belgique (voir le tableau 13 ci-dessous). On remarquera toutefois que le nombre d'Italiens actifs continue de diminuer (-2,7% entre 2007 et 2008) contrairement aux effectifs de Français et de Hollandais actifs qui ont poursuivi leur augmentation de respectivement 5,3% et 3,2%. Les Marocains et les Turcs sont les actifs non-européens les plus nombreux et représentent ensemble 10,7% de la population active étrangère. Entre 2007 et 2008, leur nombre continue de diminuer de respectivement –2,1% et –2,6%. Notons enfin que les actifs bulgares sont ceux dont le nombre a le plus fortement progressé (+28,5%).

52. Pour rappel, la population active dont nous parlerons est calculée sur base de l'emploi intérieur et ne comprend donc pas le solde frontalier. De plus, le nombre de salariés et d'actifs de 2008 est estimé sur base des années antérieures (les chiffres administratifs n'étant pas encore disponibles).

53. L'annexe 11 fournit un tableau sur la population active par nationalité.

54. L'annexe 12 reprend les différents taux (activité, emploi, chômage).

Tableau 13: population active selon les principales nationalités

					Dont femmes			
	2006	2007	2008	Evolution par rapport à 2007	2006	2007	2008	% de femmes en 2008
France	86.539	91.338	96.196	5,3%	35.272	37.156	39.041	40,6%
Italie	82.826	79.570	77.391	-2,7%	31.576	29.965	29.374	38,0%
Pays-Bas	43.887	45.357	46.824	3,2%	17.051	17.901	18.816	40,2%
Maroc	36.256	34.398	33.672	-2,1%	9.888	9.801	9.926	29,5%
Espagne	21.222	20.903	20.486	-2,0%	9.430	9.176	8.973	43,8%
Pologne	13.404	17.618	19.738	12,0%	5.020	6.319	7.135	36,1%
Turquie	18.024	17.048	16.607	-2,6%	5.482	5.023	4.877	29,4%
Portugal	15.036	15.534	15.925	2,5%	6.185	6.508	6.636	41,7%
Allemagne	12.397	12.735	13.064	2,6%	5.408	5.601	5.766	44,1%
Royaume Uni	9.514	9.418	9.331	-0,9%	3.513	3.524	3.510	37,6%
Congo (RD)	9.075	8.913	9.096	2,1%	4.132	4.114	4.240	46,6%
Grèce	6.061	5.693	5.434	-4,5%	2.414	2.278	2.180	40,1%
Algérie	4.255	4.115	4.088	-0,7%	996	999	982	24,0%
Autres nationalités	91.314	96.269	100.980	4,9%	36.729	39.573	41.883	41,5%
Total étrangers	**449.810**	**458.909**	**468.832**	**2,2%**	**173.096**	**177.938**	**183.339**	**39,1%**
Dont UE	299.828	323.122	329.741	2,0%	120.266	125.010	131.997	40,0%
Belgique	4.382.232	4.404.753	4.445.748	0,9%	1.992.987	2.010.408	2.039.457	45,9%
Total général	**4.832.042**	**4.863.662**	**4.914.580**	**1,0%**	**2.166.083**	**2.188.346**	**2.222.796**	**45,2%**

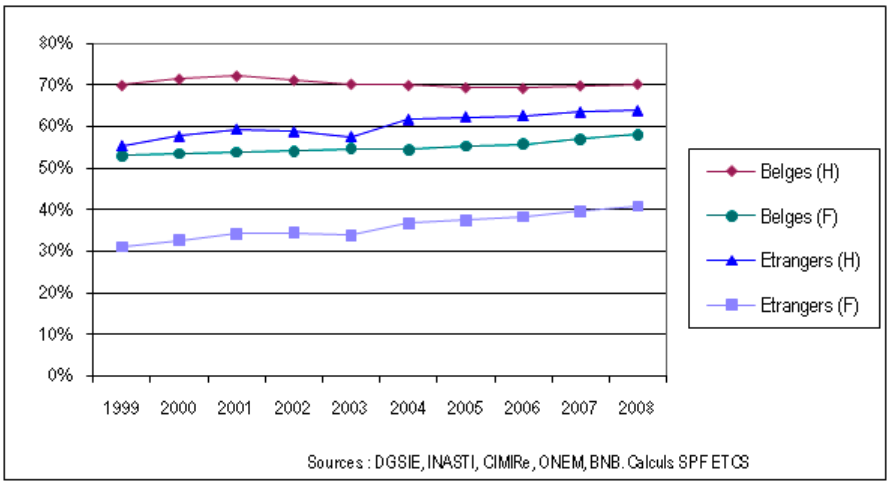
Sources : INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB. Calculs SPF ETCS

4.3.4 L'emploi intérieur et le taux d'emploi[55]

Comme pour le taux d'activité, le taux d'emploi « intérieur » des étrangers est inférieur à celui des Belges mais les deux taux ont encore progressé en 2008, passant de 51,9% à 52,7% pour les étrangers et de 63,4% à 64,2% pour les Belges. L'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes est à nouveau plus important parmi les étrangers (23 points de pourcentage contre 12 parmi les Belges).

55. Calculé sur base de l'emploi intérieur – voir note de bas de page 51.

Graphique 9: Taux d'emploi des Belges et des étrangers selon le sexe



A. Les salariés

En 2008, on comptait 3.727.000 salariés parmi la population active totale dont 3.401.889 salariés belges et 325.111 salariés étrangers[56], les salariés étrangers représentant 8,7% de l'emploi salarié total. Entre 2007 et 2008, l'emploi salarié a donc augmenté que ce soit parmi la population totale (+1,8%), la population belge (+1,6%) ou la population étrangère (+4,1%). L'emploi salarié progresse davantage parmi les ressortissants européens (+8%). En 2008, les principales nationalités étrangères parmi les salariés étaient les mêmes que celles que l'on retrouve dans la population active. La proportion de femmes parmi les salariés étrangers est de 39,6% alors qu'elle est de 47,1% parmi les salariés belges. Ces deux proportions sont toutefois en augmentation depuis 1999.

56. Voir l'annexe 13. Répartition de l'emploi intérieur salarié par nationalité.

B. Les indépendants

Au 31 décembre 2008, on dénombrait 63.040 indépendants et aidants étrangers et 646.960 Belges. Les indépendants étrangers représentaient 8,9% du nombre total des travailleurs non-salariés. En 2008, les Belges comme les étrangers ont été sensiblement plus nombreux que l'année précédente à occuper un emploi non-salarié: par rapport à 2007, le nombre d'indépendants a progressé de 0,5% parmi les étrangers et de 1,5% parmi les Belges. La contribution des femmes au travail indépendant

est plus faible encore que leur contribution à l'emploi salarié puisque qu'elle est seulement de 27,0% pour les étrangers (contre 27,6% en 2007) et de 34,5% pour les Belges (contre 35,1% en 2007).

Les principales nationalités des travailleurs non salariés étrangers sont similaires à celles des salariés et de la population active mais l'ordre diffère. Les Européens représentent 82,2% des indépendants et aidants étrangers mais cette fois ce sont les Hollandais qui devancent les Italiens et les Français. Les Turcs et les Marocains, premières communautés non-européennes, n'occupent plus que les 10e et 12e places (contre les 7e et 4e places dans la population active étrangère). A souligner qu'en 2008, on enregistre encore une progression du nombre d'indépendants roumains (+24,3%) et bulgares (+34,3%). Cette progression reste soutenue mais est sans commune mesure avec les taux enregistré au lendemain de l'adhésion qui étaient respectivement de +83,9% et +124,5%.

Tableau 14: Emploi intérieur non-salarié selon les principales nationalités

					Dont femmes		
	2006	**2007**	**2008**	**Evolution par rapport à 2007**	**2006**	**2007**	**2008**
Pays-Bas	10.568	10.838	10.302	-4,9%	3.412	3.471	3.319
Italie	8.740	8.779	8.571	-2,4%	2.228	2.147	2.109
France	7.412	7.613	7.014	-7,9%	2.919	2.984	2.737
Pologne	5.510	6.683	6.734	0,8%	792	943	930
Roumanie	2.380	4.378	5.440	24,3%	654	914	1.025
Royaume Uni	2.244	2.270	2.257	-0,6%	604	637	630
Allemagne	2.012	2.084	1.928	-7,5%	814	828	796
Portugal	1.987	2.102	2.330	10,8%	395	386	416
Espagne	1.669	1.686	1.674	-0,7%	542	551	558
Turquie	1.633	1.817	1.797	-1,1%	260	300	254
Maroc	1.567	1.638	1.631	-0,4%	215	235	213
Grèce	1.208	1.138	1.128	-0,9%	352	325	339
Bulgarie	889	1.996	2.680	34,3%	294	497	636
Autres nationalités	9.839	9.728	9.554	-1,8%	2.792	3.125	3.063
Total étrangers	**57.658**	**62.750**	**63.040**	**0,5%**	**16.273**	**17.343**	**17.025**
Dont UE	43.075	51.380	51.802	0,8%	12.691	14.382	14.172
Belgique	635.442	640.250	646.960	1,0%	222.167	226.683	222.963
Total général	**693.100**	**703.000**	**710.000**	**1,0%**	**238.440**	**244.027**	**239.988**

Sources : INASTI, BNB, DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS

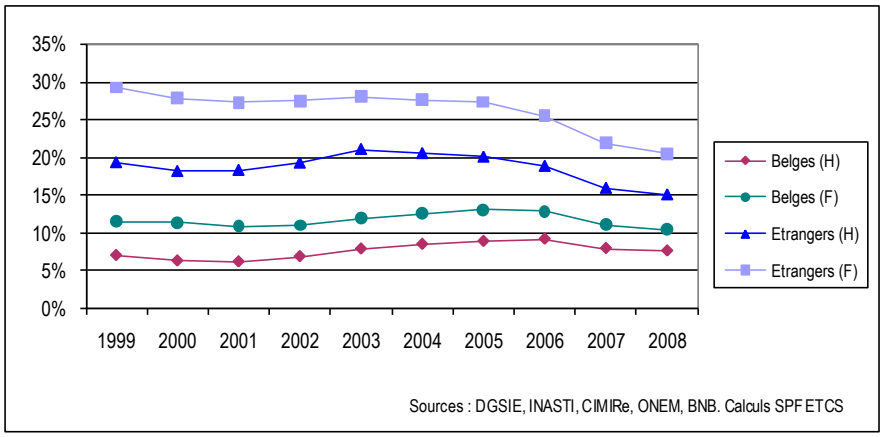
4.3.5 Le chômage

En juin 2008, 17,2% des actifs étrangers (80.681 personnes) étaient au chômage contre 8,9% des actifs belges (396.899) et 9,7% de la population active totale. Le taux de chômage des étrangers a diminué de 1,1 point et celui des Belges de 0,5 (voir le tableau 15). En 2008, le chômage des étrangers représentait donc 16,9% du chômage total, soit quasi la même proportion que pour les années 2007 et 2006 qui se montait à 16,8%.

La proportion de femmes parmi les chômeurs étrangers en 2008 était de 46,6% (comme en 2007) et de 53,7% parmi les chômeurs belges (54,1% en 2007).

Si l'on observe le graphique 10 ci-dessous, on constate que ce sont les femmes étrangères qui enregistrent le plus fort taux de chômage même si celui-ci a diminué entre 2007 et 2008 (de 22,0% à 20,5%). Elles sont suivies des hommes étrangers (15,1%, -0,9 points de pourcentage par rapport à 2007), des femmes belges (10,5% soit -0,7 points de pourcentage par rapport à 2007) et des hommes belges (7,6% en 2008 contre 8,0% en 2007). L'écart entre les taux de chômage masculin et féminin, même s'il tend toujours à la baisse depuis 2005, est à nouveau plus important parmi les étrangers (5,4 points d'écart) que parmi les Belges (2,8 points).

Graphique 10: Taux de chômage des Belges et des étrangers selon le sexe



En 2008, les Européens représentaient 48,1% (contre 48,2% en 2007) des chômeurs étrangers et leur taux de chômage est de 11,8%. En nombre absolu, les Italiens sont en tête, suivis des Marocains, des Français et des Turcs (voir le tableau 15 ci-dessous).

Si l'on ne considère que le seul taux de chômage, ce sont les non-Européens qui enregistrent les taux les plus élevés: ainsi les Marocains et les Turcs ont des taux de chômage de 38,0% et de 31,8% ce qui correspond néanmoins à une nouvelle diminution de 0,3 et de 0,5 points par rapport à 2007. De même, les taux de chômage des Congolais et des Algériens sont également très élevés, mais ils ont diminué en 2008 avec 33,0% pour les Congolais (contre 34,9% en 2007) et 36,5% pour les Algériens (contre 37,6% en 2007).

Tableau 15: Chômeurs selon les principales nationalités

							Dont femmes			
	2006	Taux de chômage	2007	Taux de chômage (e)	2008	Taux de chômage (e)	2006	2007	2008	% de femmes en 2008
Italie	19.536	23,6%	16.725	21,0%	15.498	20,0%	9.824	8.184	7.492	48,3%
Maroc	15.405	42,5%	13.159	38,3%	12.796	38,0%	4.981	4.462	4.450	34,8%
France	10.245	11,8%	9.140	10,0%	9.021	9,4%	5.655	5.045	4.953	54,9%
Turquie	6.675	37,0%	5.504	32,3%	5.278	31,8%	2.548	2.097	2.036	38,6%
Congo (RD)	3.576	39,4%	3.111	34,9%	3.006	33,0%	1.855	1.671	1.658	55,2%
Espagne	3.533	16,6%	3.234	15,5%	3.049	14,9%	1.832	1.609	1.474	48,3%
Pays-Bas	4.123	9,4%	3.658	8,1%	3.578	7,6%	2.164	1.917	1.878	52,5%
Portugal	2.098	14,0%	1.917	12,3%	1.785	11,2%	1.077	992	846	47,4%
Algérie	1.732	40,7%	1.548	37,6%	1.493	36,5%	512	479	450	30,1%
Grèce	1.372	22,6%	1.178	20,7%	1.110	20,4%	627	559	513	46,2%
Allemagne	1.538	12,4%	1.328	10,4%	1.240	9,5%	806	707	650	52,4%
Pologne	997	7,4%	915	5,2%	910	4,6%	689	642	622	68,4%
Autres nationalités	25.550	28,0%	22.542	21,3%	21.917	21,7%	11.601	10.739	10.563	48,2%
Total étrangers	**96.380**	**21,4%**	**83.959**	**18,3%**	**80.681**	**17,2%**	**44.171**	**39.103**	**37.585**	**46,6%**
Dont UE	45.294	15,1%	40.485	13,5%	38.774	11,8%	23.604	18.157	19.845	51,2%
Belgique	476.562	10,9%	414.703	9,4%	396.899	8,9%	257.460	224.187	213.156	53,7%
Total général	**572.942**	**11,9%**	**498.662**	**10,3%**	**477.580**	**9,7%**	**301.631**	**263.290**	**250.741**	**52,5%**

Sources : DGSIE, INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB. Calculs SPF ETCS
(e) : estimation

5 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: EFT

La lacune principale des statistiques administratives présentées précédemment est que le seul critère d'identification est celui de la nationalité. Or, nous l'avons vu au premier chapitre, un nombre important d'étrangers (surtout non-européens) ont acquis la nationalité belge depuis une vingtaine d'années. Si l'emploi est considéré comme un important voire comme le premier facteur d'intégration et que l'intégration des personnes originaires de l'immigration reste à certains égards problématique, il est intéressant de pouvoir se pencher sur ce groupe des « nouveaux belges » afin de mieux comprendre leur situation sur le marché de l'emploi. Pour examiner la place des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail, nous pouvons nous baser sur les données de l'enquête sur les forces de travail[57] (EFT).

L'enquête sur les forces de travail, qui se base sur un échantillon de la population (plus de 58.000 ménages), ne permet pas une répartition par nationalité sans nuire à la représentativité des données. Elle offre néanmoins la possibilité de travailler sur les regroupements de nationalités suivant: Belgique, Union européenne (des 27), hors Union européenne. L'intérêt particulier de cette enquête est la disponibilité de la variable « pays de naissance » qui nous permettra d'approcher[58] la situation des personnes d'origine étrangère mais ayant acquis la nationalité belge et de la comparer avec celle des personnes de nationalité étrangère. Nous pourrons ainsi constater que la situation sur le marché du travail des personnes nées à l'étranger est, à tout point de vue, plus favorable que celle des personnes de nationalité étrangère, ce qui nous amènera à conclure sur l'effet positif de l'acquisition de la nationalité belge en terme d'intégration sur le marché du travail.

En outre, l'EFT contient davantage de variables et nous offrent donc des possibilités d'analyse supplémentaires: nous pourrons par exemple nous intéresser à la variable « niveau d'éducation » ou encore à celle sur le « travail à temps partiel ».

57. Enquête par sondage menée auprès des ménages, coordonnée au niveau européen et organisée en Belgique par la DGSIE. Pour plus d'informations : http://economie.fgov.be/fr/statistiques/collecte_donnees/enquetes/eft/

58. Il s'agit bien d'une approximation étant donné que la catégorie des « personnes nées à l'étranger » inclut également les personnes ayant toujours une nationalité étrangère mais aussi des Belges nés à l'étranger (et notamment ceux nés dans l'ex Congo belge).

5.1 Définitions

Le changement de source amène des différences au niveau des définitions. Il convient donc d'être prudent et de ne pas chercher à comparer les données précédentes issues de sources administratives à celles qui vont suivre.

La notion de chômage, notamment, se définit de façon sensiblement différente. Dans l'EFT, la définition du chômage se base sur le concept du BIT (Bureau international du travail): « est "chômeur" (au sens du BIT) quiconque n'avait pas d'emploi rémunéré durant la semaine de référence, en cherche activement (c'est-à-dire au moins une démarche au cours des quatre semaines se terminant par la semaine de référence) et serait disponible pour commencer à travailler dans les deux semaines. Que l'individu soit enregistré ou non comme demandeur d'emploi par l'ONEM (et les bureaux régionaux ACTIRIS, FOREM, VDAB) est sans importance ». En Belgique, le taux de chômage calculé sur cette base est dans les faits inférieur au taux de chômage administratif puisque seuls sont pris en compte les chômeurs cherchant « activement » du travail.

Notons également que la population active calculée sur base de l'EFT correspond très exactement à la définition présentée au point 4.3.2 à savoir: « la population active reprend l'ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans présentes sur le marché du travail. Le concept de population active ne regroupe que les personnes résidant en Belgique, que ces dernières soient occupées en Belgique ou à l'étranger ou qu'elles soient au chômage. Sont donc exclus les travailleurs résidant à l'étranger employés dans des unités productrices nationales. »

5.2 La population active

5.2.1 Taux d'activité

Les taux d'activité[59] révèlent un écart entre les groupes de nationalités ou de pays de naissance différents: la population de nationalité étrangère ou de personnes nées à l'étranger compte moins d'actifs que la population belge. Le taux d'activité qui est de 67,4% parmi les Belges n'est que de 54,9% pour les étrangers non européens. Cependant, si l'on considère le taux d'activité sur la base du pays de naissance et non de la nationalité, on voit que l'écart diminue puisque le taux est de 67,7% pour les personnes nées en Belgique et de 60,7% pour celles nées hors de l'Union européenne. Le taux d'activité le plus faible (36,1%) est celui des femmes de nationalité étrangère (hors UE). La situation des femmes nées hors de l'UE est plus favorable (46,5%) bien que ce taux soit toujours inférieur de 16 points à celui des femmes nées en Belgique.

59. Un tableau synthétique reprenant les différents taux (activité, emploi et chômage) par nationalité, pays de naissance et sexe est disponible à l'annexe 16.

Tableau 16: Taux d'activité selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

	Taux d'activité selon la nationalité	Taux d'activité selon le pays de naissance
Belgique	67,4%	67,7%
Hommes	73,1%	73,1%
Femmes	61,6%	62,3%
Etranger UE	68,7%	66,2%
Hommes	76,5%	74,8%
Femmes	60,1%	58,0%
Etranger Non-UE	54,9%	60,7%
Hommes	74,1%	75,5%
Femmes	36,1%	46,5%

Source : DGSIE (EFT)

5.2.2 Composition de la population active

En 2008, la population active totale en Belgique était de 4.746.647 personnes. Parmi celles-ci 8,7% étaient de nationalité étrangère alors que 13,1% étaient nées à l'étranger. Si le pourcentage de citoyens européens est égal à celui des personnes nées dans l'UE (6,3% cf le tableau 17 ci-dessous), on s'aperçoit que la part d'actifs nés dans un pays tiers (6,8%) est beaucoup plus élevée que la part d'actifs ayant une nationalité extra-européenne (2,4%). Ceci découle directement du nombre important d'étrangers non-européens ayant acquis la nationalité belge durant les 20 dernières années.

Tableau 17: Répartition de la population active totale selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	71,1%	94,9%	91,0%	91,3%
	Etrangers UE	18,8%	3,6%	7,6%	6,3%
	Etrangers non-UE	10,1%	1,6%	1,4%	2,4%
Pays de naissance	Belgique	56,3%	91,9%	87,1%	86,9%
	Etranger UE	17,0%	3,9%	7,5%	6,3%
	Etranger non-UE	26,7%	4,2%	5,3%	6,8%

Source : DGSIE (EFT)

Cette répartition de la population active par nationalité et pays de naissance varie de façon importante d'une région à l'autre du pays. Ainsi, la population active en région flamande, qui représente presque 60% de la population active belge, compte 5,2% d'actifs de nationalité étrangère mais 8,1% d'actifs nés à l'étranger. Par contre, en région de Bruxelles-Capitale ces proportions sont de respectivement 28,9 et 43,7%. Cette différence entre la part d'actifs étrangers ou nés à l'étranger à Bruxelles est à nouveau due exclusivement au poids des extra-européens dont la proportion passe de 10,1% (si l'on considère la nationalité) à 26,7% (si l'on considère le pays de naissance). Enfin, en Région wallonne, la part d'actifs étrangers est de 9,0% et celle des actifs nés à l'étranger de 12,8%.

La répartition par genre de la population active diffère selon la nationalité ou le pays de naissance (tableau 18): la proportion de femmes parmi les actifs est plus importante parmi les Belges (45,6%) que parmi les étrangers, qu'elles soient ressortissantes de l'UE (41,7%) ou non (33,3%). Par contre, si on retient le critère du pays de naissance, la part des femmes est sensiblement équivalente parmi les actifs nés en Belgique ou dans l'UE (45,5% et 45,3%) mais elle reste inférieure parmi les actifs nés hors UE (39,1%).

Tableau 18: Répartition par genre de la population active selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Hommes	Femmes
Nationalité	Belges	54,4%	45,6%
	Etrangers UE	58,3%	41,7%
	Etrangers non-UE	66,7%	33,3%
Pays de naissance	Belgique	54,5%	45,5%
	Etranger UE	54,7%	45,3%
	Etranger non-UE	60,9%	39,1%

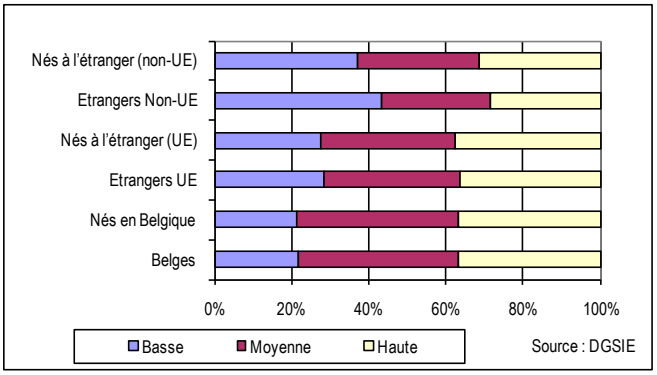
Source : DGSIE (EFT)

Grâce à l'EFT, nous pouvons également étudier les niveaux de qualification[60] des actifs. Sur la base du graphique 11, nous constatons que les actifs étrangers de nationalité extra-européenne totalisent une part plus importante de personnes peu qualifiées (43,5%) que les Belges (21,8%) ou les Européens (28,3%). En se basant sur le pays de naissance, on remarque que l'écart diminue quelque peu entre les différentes origines: 37,1% des actifs nés hors de l'UE ont une qualification basse contre 21,2% des actifs nés en Belgique et 27,8% de ceux nés en Europe. Les proportions sont inversées pour les niveaux moyen et supérieur de qualification: ainsi, 36,7% des belges ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre 28,3% des étrangers non européens[61].

60. Les données sont réparties sur la base de trois niveaux de qualification selon le dernier diplôme obtenu : les diplômes allant jusqu'au cycle inférieur du secondaire correspondent à une qualification basse, les diplômes du secondaire supérieur ou post-secondaire non supérieur correspondent à une qualification moyenne et enfin les diplômes supérieurs (universitaires ou non) correspondent à une qualification haute.

61. L'annexe 17 fournit les pourcentages détaillés par nationalité, pays de naissance et sexe.

Graphique 11: Répartition de la population active par niveau de qualification en 2008



5.3 La population active inoccupée

5.3.1 Taux de chômage

Le taux de chômage des étrangers est plus élevé que celui des Belges: alors que le taux de chômage des personnes de nationalité belge est de 6,3%, il est de 9,1% pour les ressortissants européens et de 27,4%[62] pour les ressortissants de pays tiers. Même si la situation des personnes nées à l'étranger est meilleure, avec un taux de chômage de 20,7% pour les personnes nées hors UE, elle reste largement moins bonne comparée à celle des personnes nées en Belgique (taux de chômage de 5,9%). Quelles que soient leur nationalité ou leur pays de naissance, le taux de chômage des femmes est toujours supérieur à celui des hommes et ce sont donc les femmes de nationalité non-européenne qui ont le taux de chômage le plus élevé (28,3%).

62. Annexe 18 : Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance

Tableau 19: Taux de chômage par région selon nationalité et le pays de naissance en 2008

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	16,1%	3,5%	9,6%	6,3%
	Etrangers non-UE	28,1%	23,3%	34,7%	27,4%
	Ecart non-UE/B	*12,0*	*19,7*	*25,1*	*21,1*
Pays de naissance	Belgique	14,3%	3,3%	9,3%	5,9%
	Etranger non-UE	24,9%	14,8%	22,8%	20,7%
	Ecart non-UE/B	*10,5*	*11,5*	*13,6*	*14,8*

Source : DGSIE (EFT)

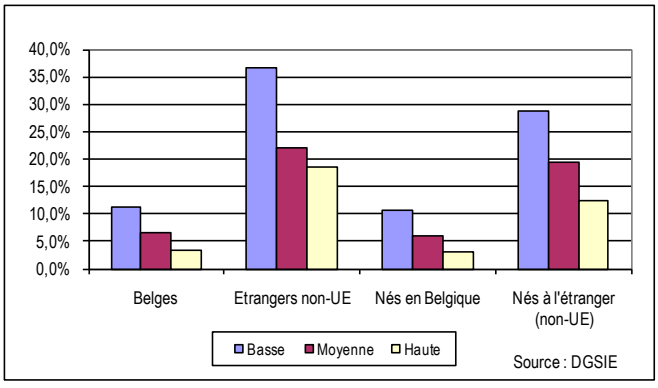
Au niveau régional, c'est en Région wallonne que l'on observe le taux de chômage le plus élevé parmi les étrangers non-européens (34,7%, cf le tableau 19) et c'est également en Région wallonne que l'écart entre le taux de chômage des ressortissants extra-européens et celui des Belges est le plus important (25,1 points de pourcentage). Par contre, si l'on s'intéresse au pays de naissance, le taux de chômage le plus élevé pour les personnes nées hors de l'UE se rencontre à Bruxelles (24,9%) mais c'est en Wallonie que l'écart est le plus important entre le taux de chômage des personnes nées en dehors de l'UE et celui des personnes nées en Belgique (13,6 points de pourcentage).

5.3.2 Taux de chômage et niveau de qualification

Les personnes de nationalité étrangère ont un taux de chômage plus élevé que les Belges. Par ailleurs, nous avions constaté que les étrangers avaient des niveaux de qualification plus faibles et l'on sait que le taux de chômage des personnes faiblement qualifiées est presque toujours plus important. On peut donc en déduire que leur taux de chômage plus élevé découle en partie de leur niveau de qualification inférieur.

De plus, sur base du graphique 12 ci-dessous, nous voyons que, quelque soit le niveau de qualification, le taux de chômage des étrangers reste plus élevé que celui des Belges: le taux de chômage des étrangers non européens ayant un niveau de qualification élevé est de 18,4% ce qui est inférieur au taux de chômage des mêmes étrangers de faible qualification (36,8%) mais sensiblement supérieur au taux de chômage des Belges ayant une qualification élevée (3,3%). La situation est semblable pour les personnes nées hors de l'UE même si l'écart est moindre: le taux de chômage des personnes nées hors UE est de 12,4% parmi les plus qualifiés contre 3,0% parmi celles nées en Belgique ayant une qualification élevée.

Graphique 12: Taux de chômage selon le niveau de qualification en 2008



5.3.3 Chômage de longue durée[63]

La part de chômeurs de longue durée varie également selon la nationalité ou le pays de naissance: au niveau du pays dans son ensemble, ce sont les étrangers non européens qui totalisent, rapporté au nombre d'actifs, le plus de chômeurs de longue durée avec un taux de 11,9% alors que seul 3,0% de la population active belge est dans le même cas. Cette part est légèrement inférieure parmi les actifs nés hors de l'UE (10,9%).

63. Correspond à une durée de recherche d'emploi supérieure ou égale à 12 mois.

Tableau 20: Chômage de longue durée selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 - En % de la population active

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	9,1%	1,3%	4,9%	3,0%
	Etrangers UE	n.s.	n.s.	6,0%	4,3%
	Etrangers non-UE	14,9%	n.s.	16,5%	11,9%
	Ecart non-UE/B	*5,9*	*n.s.*	*11,7*	*9,0*
Pays de naissance	Belgique	7,6%	1,2%	4,6%	2,6%
	Etranger UE	n.s.	n.s.	5,5%	3,6%
	Etranger non-UE	14,8%	5,4%	13,0%	10,9%
	Ecart non-UE/B	*7,2*	*4,2*	*8,4*	*8,2*
	Total	8,8%	1,4%	5,1%	3,3%

Source : DGSIE (EFT)
n.s. : non significatif

Au niveau régional, c'est en Wallonie que la part de chômeurs de longue durée est la plus importante parmi les étrangers non-européens (16,5%) mais pour les actifs nés hors de l'UE c'est à Bruxelles qu'elle est la plus élevée (14,8%).

5.4 La population active occupée

5.4.1 Taux d'emploi

Des observations sur les actifs occupés confirment la position défavorable des étrangers sur le marché du travail belge. Le taux d'emploi des actifs de nationalité extra-européenne est de 39,9% et est inférieur de 23,3 points de pourcentage à celui des Belges (voir le tableau 21 ci-dessous). Le taux d'emploi des femmes non-européennes[64] est le plus bas avec 25,9%, soit près de 32 points de pourcentage de moins que pour les femmes belges. On constate à nouveau que, quand on considère la situation des personnes nées hors de l'UE, le bilan est meilleur tout en restant moins bon que celui affiché par les personnes nées en Belgique: leur taux d'emploi est de 48,1% et l'écart avec le taux d'emploi des personnes nées en Belgique est de 15,7 points de pourcentage.

64. Annexe 20. Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

Tableau 21: Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	56,0%	66,9%	57,7%	63,1%
	Etrangers non-UE	39,9%	43,8%	32,4%	39,9%
	Ecart non-UE/B	*-16,1*	*-23,1*	*-25,4*	*-23,3*
Pays de naissance	Belgique	57,8%	67,3%	58,3%	63,8%
	Etranger non-UE	45,6%	52,7%	45,4%	48,1%
	Ecart non-UE/B	*-12,1*	*-14,6*	*-12,9*	*-15,7*

Source : DGSIE (EFT)

Pour ce qui est des ressortissants non-européens, c'est en Région wallonne que leur taux d'emploi est le plus bas (32,4%) et en Région flamande qu'il est le plus élevé (43,8%). Si l'on s'intéresse au pays de naissance, le taux d'emploi des personnes nées hors UE est ici aussi le plus bas en Wallonie (45,4%) et le plus élevé en Flandre (52,7%) mais c'est également en Flandre que l'écart entre leur taux d'emploi et celui des personnes nées en Belgique est le plus important (14,6 points de pourcentage).

5.4.2 Taux d'emploi et niveau de qualification

Sur la base du tableau 22 ci-dessous[65], nous pouvons d'ailleurs constater que si le taux d'emploi augmente avec le niveau de qualification (quelque soit la nationalité ou le pays de naissance), l'écart entre les taux d'emploi des étrangers non européens et celui des Belges a tendance à augmenter avec le niveau d'instruction: ainsi, pour le niveau de qualification haute, l'écart entre le taux d'emploi des étrangers extra-européens et celui des Belges est de 27,6 points de pourcentage alors qu'il est de 11 points pour les personnes de faible qualification. Les personnes nées hors de l'Union européenne connaissent une situation plus favorable, particulièrement les plus éduquées dont le taux d'emploi est de 68,4% (contre 56,3% parmi les plus éduqués de nationalité non-européenne). Les écarts entre

65. Plus de détails sont disponibles dans l'annexe 21. Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

taux d'emploi des personnes nées hors UE et celles nées en Belgique sont d'ailleurs moins importants avec un écart de 16 points de pourcentage pour les hautement qualifiés.

Tableau 22: Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	Belges	39,8%	67,5%	83,9%
	Etrangers non-UE	28,7%	48,5%	56,3%
	Ecart non-UE/B	*-11,1*	*-19,0*	*-27,6*
Pays de naissance	Belgique	40,1%	68,1%	84,3%
	Etranger non-UE	34,2%	53,7%	68,4%
	Ecart non-UE/B	*-5,9*	*-14,4*	*-15,9*

Source : DGSIE (EFT)

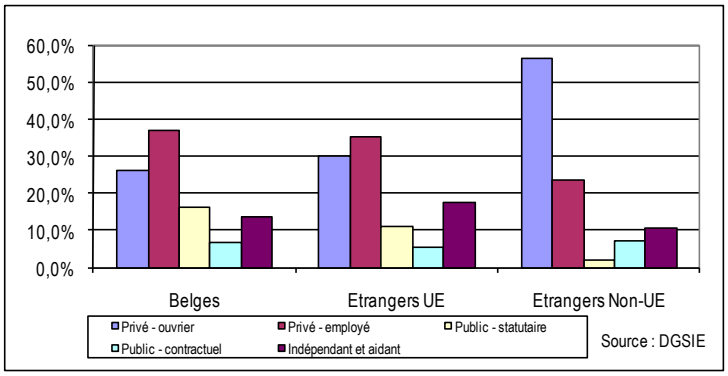
5.4.3 Statuts professionnels[66]

Selon leur nationalité ou leur pays de naissance, les actifs occupés se répartissent différemment dans les divers statuts professionnels. Nous pouvons notamment remarquer (graphique 13 ci-dessous) que les actifs de nationalité extra-européenne occupent davantage de postes d'ouvrier (57% des actifs occupés non-européens) que les Belges (26% des actifs occupés belges) mais moins de postes d'employé (23,5% des actifs occupés non-européens contre 37% des actifs occupés belges). L'emploi public statutaire reste encore majoritairement réservé aux Belges et, dans une moindre mesure, aux ressortissants de l'UE[67] puisque 16% des actifs occupés belges et 11% des actifs occupés européens occupent un tel emploi. Enfin, il y a davantage d'indépendants parmi les actifs occupés européens (18%) et belges (14%) que parmi les non-européens (11%).

66. Annexe 22. Statut professionnel des actifs occupés selon la nationalité et le pays de naissance (2008)

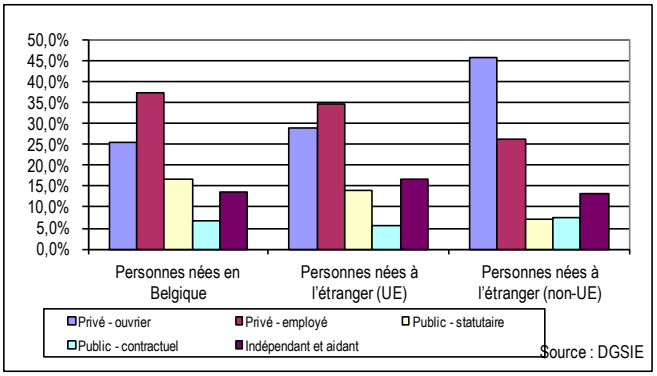
67. Ce qui est logique vu que les emplois statutaires dans la fonction publique ne sont accessibles aux ressortissants de pays tiers que dans les administrations de la Région de Bruxelles-Capitale et au sein des services de la Commission communautaire française.

Graphique 13: Statut professionnel des actifs occupés selon leur nationalité en 2008



Sur la base du graphique 14 ci-dessous, nous pouvons constater les mêmes tendances quand on considère le pays de naissance mais avec des écarts moindres entre actifs occupés nés en Belgique et actifs occupés nés en dehors de l'UE. Ainsi, les actifs occupés nés hors UE totalisent davantage d'ouvriers (46%) que les actifs occupés nés en Belgique (25,5%) mais cette part est inférieure de 11 points de pourcentage à celle des ouvriers parmi les actifs occupés de nationalité non-européenne. Les employés et les statutaires de la fonction publique sont également plus nombreux parmi les actifs occupés nés hors de l'UE (respectivement 26% et 7%) que parmi les ressortissants d'un pays tiers. Enfin, le pourcentage d'indépendants est légèrement plus élevé parmi les actifs occupés nés ailleurs dans l'UE (17%) que parmi les actifs occupés nés en Belgique (14%) ou hors de l'UE (13%).

Graphique 14: Statut professionnel des actifs occupés selon leur pays de naissance en 2008



5.4.4 Temps partiel

L'analyse du type de contrat de travail des salariés peut également nous renseigner sur la position respective des Belges et des étrangers sur le marché du travail. L'annexe 23 fournit notamment le pourcentage de travailleurs salariés qui occupent un travail à temps partiel. Alors que 8,1% des hommes salariés occupent un travail à temps partiel parmi les Belges (43,7% des femmes), ils sont 14,5% parmi les étrangers non-européens (52,9% pour les femmes). De même, parmi les salariés de sexe masculin nés hors Union européenne, 12,7% (42,4% parmi les femmes) travaillent à temps partiel contre 7,9% de ceux nés en Belgique (43,7% des femmes). Tout en gardant à l'esprit la très nette sur-représentation des femmes dans toutes les catégories du travail à temps partiel, le tableau 23 ci-dessous nous indique que les hommes sont plus nombreux en pourcentage à « subir » ce temps partiel: c'est le cas pour 40,6% des hommes nés hors UE travaillant à temps partiel contre 15,5% de ceux nés en Belgique pour respectivement 32,9% et 12,7% des femmes. A souligner également, les ressortissants de l'UE qui affichaient des taux similaires aux nationaux (ou nés en Belgique) dans l'annexe 23, se retrouvent dans une position moins égalitaire vis à vis du travail temporaire involontaire.

Tableau 23: Temps partiel involontaire (TPI) selon la nationalité et le pays de naissance en 2008 - En % du nombre de salariés à temps partiel

	TPI selon la nationalité	TPI selon le pays de naissance
Belgique	13,8%	13,2%
Hommes	16,1%	15,5%
Femmes	13,3%	12,7%
Etranger UE	22,2%	19,7%
Hommes	23,5%	15,4%
Femmes	21,9%	20,7%
Etranger Non-UE	46,1%	35,2%
Hommes	51,9%	40,6%
Femmes	43,1%	32,9%

Source : DGSIE (EFT)

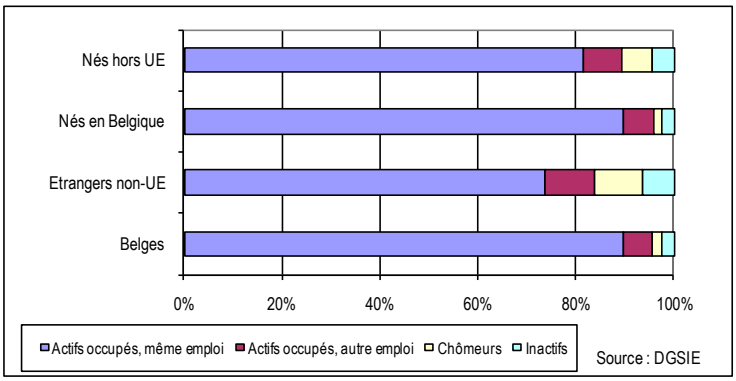
5.4.5 Travail temporaire

L'annexe 23 fournit également le pourcentage de travailleurs salariés qui occupent un emploi temporaire ou dont le contrat est à durée déterminée: alors que 7,7% des Belges ont un emploi temporaire, 11,5% des ressortissants européens sont dans ce cas contre 26,1% des non-européens. C'est parmi les femmes de nationalité extra-européenne que cette part est la plus élevée puisque 32,7% des salariées non européennes occupent ce type d'emploi. Une nouvelle fois, la même tendance s'observe lorsque l'on s'intéresse au pays de naissance mais avec des écarts moins importants: la part d'emplois temporaires est de 7,6% pour les salariés nés en Belgique, de 10,7% pour ceux nés dans l'UE et de 16,5% pour les salariés nés hors UE.

De même, une plus grande proportion de salariés étrangers (UE: 5,9%, non-UE: 10,4%) travaillent sous contrat à durée déterminée que les Belges (3,7%).

5.4.6 Situation des personnes qui occupaient un emploi un an avant l'enquête

Graphique 15: Situation en 2008 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête



Le statut en 2008 des personnes qui occupaient un emploi un an avant l'enquête[68] nous permet de confirmer la plus grande précarité des personnes étrangères ou nées à l'étranger sur le marché du travail: le pourcentage de personnes occupant toujours le même emploi est moindre parmi les étrangers non européens (73,6%) que parmi les Belges (89,7%). Parallèlement, ils sont plus nombreux (9,6%) à être dorénavant au chômage que les Belges (1,9%). La situation des personnes nées hors de l'Union européenne est plus favorable vu qu'elles sont 81,7% à avoir gardé le même emploi et 6,3% se retrouvent au chômage.

68. Annexe 24. Situation en 2008 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

6 Actualité politique et législative

Le fait marquant de l'année 2009 en matière de migration est la mise en œuvre du point de l'accord gouvernemental du 18 mars 2008 relatif à la régularisation des illégaux.

Le 19 juillet 2009, une instruction relative à l'application de l'ancien article 9, alinéa 3 et de l'article 9bis de la loi sur les étrangers est parue.

Ces dispositions portent sur les régularisations individuelles (au cas par cas) en application de la réglementation. La circulaire du 19 juillet 2009 précise les critères de régularisation.

Les personnes concernées par cette régularisation sont, selon cette circulaire, celles qui se retrouvent dans:

- Des procédures d'asile de longue durée (3 ans pour les familles avec enfants scolarisés, 4 ans pour les isolés et autres familles).
- Des situations humanitaires urgentes.
  Il s'agit de situations où la personne ne peut être éloignée sans que cela n'entraîne une violation de l'un de ses droits fondamentaux reconnus par la Belgique. Six situations sont précisées dans la circulaire (à titre d'exemple, les critères d'enfant belge). Outre ces six situations, le Ministre compétent a un pouvoir discrétionnaire, en particulier pour les étrangers appartenant à un groupe vulnérable.
- Des familles avec enfant(s) dont la procédure d'asile, introduite avant le 1er juin 2007, a duré au moins un an et qui sont en Belgique depuis au moins 5 ans.
  La différence avec le premier critère est qu'ici la procédure est terminée.
- L'ancrage local durable.
  Il s'agit de personnes résidant en Belgique depuis au moins 5 ans de manière ininterrompue, qui ont séjourné légalement pendant une période en Belgique et qui prouvent un « ancrage local durable ». Sont cités comme critères d'ancrage local durable: le parcours scolaire des enfants, la connaissance d'une des langues nationales, le passé professionnel, la possession de qualifications ou de compétences…
  Les avis des autorités locales seront pris en considération.
- L'ancrage local avec contrat de travail.
  Il s'agit de personnes, qui préalablement à leur demande de régularisation, ont eu un séjour ininterrompu en Belgique depuis le 31 mars 2007, qui peuvent produire un contrat de travail et peuvent obtenir un permis de travail B.
  L'octroi de ce permis de travail est mis en œuvre par un arrêté royal du 7 octobre 2009. La demande de régularisation devra être introduite entre le 15 septembre 2009 et le 15 décembre 2009.

Autres faits qui ont marqué cette année:

- Un arrêté royal du 28 mai 2009 a adapté les dispenses de permis de travail prévues, dans certains cas, pour du personnel de cadre en élargissant le bénéfice de cette dispense au « personnel de direction ».
- Les mesures transitoires en matière de libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union européenne applicables pour les Bulgares et les Roumains ont été prolongées pour une période de trois ans, à partir du 1er janvier 2009.
- En l'absence de communication par le gouvernement belge à la Commission européenne de la preuve du risque d'une profonde perturbation de son marché du travail ou d'une menace en ce sens, les dispositions transitoires à l'égard des huit nouveaux Etats membres entrés en 2004 sont levées le 30 avril 2009. En d'autres termes, à partir du 1er mai 2009 en Belgique, le droit communautaire pour la libre circulation des travailleurs est appliqué aux ressortissants des huit nouveaux états membres (la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et l'Estonie). Pour rappel, Malte et Chypre avaient déjà le libre accès à notre marché du travail.

Bibliographie

- CGRA, « Rapport annuel 2008 », juin 2009
- Fedasil, « Rapport annuel 2008 », mai 2009.
- Ministère de l'emploi et du travail, « La population active en Belgique. Le pays: situation au 30 juin 1999 », 2001.
- SPF ETCS, « L'immigration en Belgique. Effectifs, mouvements et marché du travail », rapports 2001, 2006 à 2009.

Liste des Annexes

Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère
Annexe 2. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (hommes + femmes)
Annexe 2bis. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (femmes)
Annexe 3. Effectif des naissances des Belges et des étrangers
Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance
Annexe 5. Immigrations par nationalité (hommes + femmes)
Annexe 5bis. Immigrations par nationalité (femmes)
Annexe 6. Emigrations par nationalité
Annexe 7. Demandes d'asile introduites en Belgique selon la nationalité
Annexe 8. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (hommes + femmes)
Annexe 8bis. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (femmes)
Annexe 9. Permis de travail C délivrés aux travailleurs selon la nationalité
Annexe 10. Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année
Annexe 11. Répartition de la population active1 par nationalité
Annexe 12. Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage de la population belge et étrangère
Annexe 13. Répartition de l'emploi intérieur salarié1 par nationalité
Annexe 14. Répartition de l'emploi intérieur non-salarié1 par nationalité
Annexe 15. Répartition des chômeurs1 par nationalité
Annexe 16. Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 17. Répartition de la population active par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 18. Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 19. Taux de chômage par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 20. Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 21. Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 22. Statut professionnel des actifs occupés selon la nationalité et le pays de naissance en 2008
Annexe 23. Salariés avec contrat atypique selon la nationalité et le pays de naissance (2008) - En % du nombre de travailleurs salariés
Annexe 24. Situation en 2008 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère

	Population en début d'année			Accroissement naturel			Solde migratoire			Acquisitions nettes de la nationalité	Ajustement statistique[1]	Population en fin d'année			
	Total	Nationaux	Etrangers	Total	Nationaux	Etrangers	Total	Nationaux	Etrangers			Total	Nationaux	Etrangers	Etrangers /total (%)
1983	9.858.017	8.966.773	891.244	2.581	-10.506	13.087	-7.575	-3.435	-4.140	9.318		9.853.023	8.962.150	890.873	9,04
1984	9.853.023	8.962.150	890.873	5.213	-7.717	12.930	-515	-2.833	2.318	8.491		9.857.721	8.960.091	897.630	9,11
1985	9.857.721	8.960.091	897.630	1.592	-6.505	8.097	-418	-4.997	4.579	63.824		9.858.895	9.012.413	846.482	8,59
1986	9.858.895	9.012.413	846.482	5.600	-2.181	7.781	256	-7.205	7.461	8.477		9.864.751	9.011.504	853.247	8,65
1987	9.864.751	9.011.504	853.247	11.608	3.799	7.809	-643	-6.578	5.935	8.341		9.875.716	9.017.066	858.650	8,69
1988	9.875.716	9.017.066	858.650	14.213	6.420	7.793	-34	-5.991	5.957	8.330	37.717	9.927.612	9.058.855	868.757	8,75
1989	9.927.612	9.058.855	868.757	13.218	5.580	7.638	10.628	-5.456	16.084	8.768	-3.676	9.947.782	9.066.970	880.812	8,85
1990	9.947.782	9.066.970	880.812	19.009	11.023	7.986	19.683	-3.744	23.427	8.612	501	9.986.975	9.082.447	904.528	9,06
1991	9.986.975	9.082.447	904.528	21.189	13.346	7.843	14.146	-4.672	18.818	8.418	-313	10.021.997	9.099.495	922.502	9,20
1992	10.021.997	9.099.495	922.502	20.441	14.952	5.489	25.389	-1.545	26.934	46.308	492	10.068.319	9.159.054	909.265	9,03
1993	10.068.319	9.159.054	909.265	13.227	7.799	5.428	18.938	-2.909	21.847	16.348	147	10.100.631	9.180.063	920.568	9,11
1994	10.100.631	9.180.063	920.568	11.795	6.753	5.042	17.634	-4.240	21.874	25.766	514	10.130.574	9.208.236	922.338	9,10
1995	10.130.574	9.208.236	922.338	9.636	5.433	4.203	13.379	-6.630	20.009	26.109	-10.542	10.143.047	9.233.278	909.769	8,97
1996	10.143.047	9.233.278	909.769	11.074	7.191	3.883	12.714	-6.746	19.460	24.552	3.391	10.170.226	9.258.305	911.921	8,97
1997	10.170.226	9.258.305	911.921	12.062	8.092	3.970	6.041	-8.641	14.682	31.598	3.935	10.192.264	9.289.144	903.120	8,86
1998	10.192.264	9.289.144	903.120	9.693	6.220	3.473	6.740	-7.696	14.436	33.918	5.055	10.213.752	9.321.772	891.980	8,73
1999	10.213.752	9.321.772	891.980	8.565	5.447	3.118	12.252	-9.088	21.340	24.119	4.516	10.239.085	9.341.975	897.110	8,76
2000	10.239.085	9.341.975	897.110	9.980	7.322	2.658	12.137	-9.590	21.727	61.878	2.212	10.263.414	9.401.729	861.685	8,40
2001	10.263.414	9.401.729	861.685	10.725	8.332	2.393	24.887	-9.888	34.775	62.881	10.699	10.309.725	9.462.991	846.734	8,21
2002	10.309.725	9.462.991	846.734	5.583	4.208	1.375	31.092	-8.092	39.184	46.314	9.444	10.355.844	9.505.767	850.077	8,21
2003	10.355.844	9.505.767	850.077	5.110	3.449	1.661	27.790	-7.089	34.879	33.633	7.677	10.396.421	9.536.134	860.287	8,27
2004	10.396.421	9.536.134	860.287	13.672	11.460	2.212	27.036	-7.682	34.718	34.659	8.723	10.445.852	9.574.990	870.862	8,34
2005	10.445.852	9.574.990	870.862	14.724	12.128	2.596	30.922	-8.030	38.952	31.412	19.884	10.511.382	9.610.909	900.473	8,57
2006	10.511.382	9.610.909	900.473	19.795	16.354	3.441	37.040	-7.039	44.079	31.860	16.317	10.584.534	9.652.373	932.161	8,81
2007	10.584.534	9.652.373	932.161	20.005	16.169	3.836	45.529	-9.347	54.876	35.945	16.798	10.666.866	9.695.418	971.448	9,11
2008	10.666.866	9.695.418	971.448	23.462	17.223	6.239	63.877	-9.785	73.662	37.710	-1.125	10.753.080	9.739.820	1.013.260	9,42

Source : DGSIE

[1] L'ajustement statistique inclus les modifications ayant été enregistrées tardivement (après le mois de mars de l'année suivante) mais surtout les "changements de registres", à savoir des personnes qui étaient déjà présentes en Belgique sans être reprises dans le registre de la population : les demandeurs d'asile, par exemple, figurent dans un registre d'attente et ne sont repris dans le registre de la population qu'une fois reconnus réfugiés.

Annexe 2. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (hommes + femmes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Italie	205.782	202.645	200.281	195.586	190.792	187.021	183.021	179.015	175.498	171.918	169.027	166.956
France	103.563	105.113	107.240	109.322	111.146	113.037	114.943	117.349	120.600	125.061	130.568	136.639
Pays-Bas	82.300	84.213	85.763	88.813	92.561	96.643	100.700	104.978	110.492	116.970	123.454	130.230
Maroc	132.831	125.082	121.984	106.822	90.642	83.631	81.763	81.279	80.602	80.579	79.858	79.426
Espagne	47.415	46.635	45.917	43.356	44.958	44.460	43.802	43.200	42.907	42.765	42.705	43.629
Turquie	73.818	70.701	69.183	56.172	45.866	42.562	41.336	39.885	39.664	39.419	39.532	39.564
Allemagne	33.320	34.044	34.321	34.579	34.660	35.087	35.530	36.324	37.007	37.621	38.366	39.137
Royaume Uni	26.095	25.902	26.156	26.600	26.363	26.247	26.183	25.982	25.697	25.139	25.126	36.259
Pologne	6.034	6.319	6.319	6.319	8.884	10.354	11.570	13.996	18.026	23.212	30.392	31.681
Portugal	25.276	25.507	25.560	25.634	25.753	26.033	26.802	27.373	27.975	28.724	29.800	25.495
Roumanie	2.150	2.063	2.311	2.391	3.315	4.012	4.617	5.585	7.535	10.195	15.253	21.403
Congo (RDC)	12.130	12.428	12.458	11.337	12.974	13.572	13.823	13.171	13.454	14.216	15.027	16.826
Grèce	19.216	18.832	18.386	17.954	17.578	17.288	17.096	16.588	16.325	15.742	15.181	14.922
Russie		0	0	2.627	3.037	3.451					11.650	11.788
Etats-Unis	12.592	12.394	12.235	11.852	11.814	11.709	11.582	11.476	11.180	11.149	11.235	11.377
Bulgarie	799	846	929	1.069	1.529	1.903	2.214	2.653	3.279	3.900	6.753	10.410
Ex-Yougoslavie	1.309	5.982	10.466	11.073	11.525				7.781	8.242	8.883	8.716
Algérie	8.878	8.452	8.313	7.685	7.216	7.221	7.336	7.363	7.481	7.776	8.131	8.431
Chine	3.428	3.454	3.604	3.845	4.472	6.011	6.883	7.283	7.452	7.845	7.985	8.304
Inde	3.059	3.156	3.309	3.400	3.589	3.944	4.363	4.750	5.300	5.714	6.163	6.749
Cameroun	1.558	1.564	1.627	1.689	1.896	2.207	2.432	2.711	3.265	3.906	4.855	6.140
Japon	3.590	3.545	3.704	3.733	3.391	3.776	3.958	4.192	4.277	4.468	4.578	4.660
Brésil	1.492	1.520	1.621	1.718	1.840	2.024	2.160	2.412	2.721	3.338	3.860	4.528
Suède	3.946	4.165	4.284	4.391	4.282	4.404	4.437	4.414	4.374	4.357	4.399	4.492
Luxembourg	4.480	4.396	4.353	4.283	4.269	4.299	4.312	4.290	4.295	4.340	4.380	4.453
Iran	1.149	1.007	962	906	907	958	1.073	1.218	1.835	1.835	3.374	3.944
Arménie		0	0	480	1.035	1.316			1.822	2.175	2.939	3.866
Tunisie	4.655	4.243	4.159	3.615	3.324	3.263	3.328	3.299	3.407	3.486	3.567	3.802
Pakistan	1.864	1.975	2.075	1.921	2.016	2.375	2.621	2.931	3.430	3.762	3.742	3.750
Irlande	3.336	3.350	3.295	3.356	3.394	3.453	3.466	3.425	3.433	3.412	3.406	3.567
Slovaquie		265	317	412	556	824	972	1.218	1.981	2.524	3.001	3.396
Autres pays	77.055	72.182	75.978	68.745	71.150	86.992	97.964	102.502	107.378	118.371	114.258	118.720
Total	**903.120**	**891.980**	**897.110**	**861.685**	**846.734**	**850.077**	**860.287**	**870.862**	**900.473**	**932.161**	**971.448**	**1.013.260**
Dont femmes	430.256	427.146	431.207	415.777	408.619	410.425	417.648	425.152	441.403	457.726	476.551	497.216
Dont UE	562.096	562.534	534.328	533.366	564.172	566.665	569.011	591.404	603.383	617.250	658.589	691.115
Belges	9.289.144	9.321.772	9.342.100	9.401.700	9.462.991	9.505.767	9.536.134	9.574.990	9.610.909	9.652.373	9.695.418	9.739.820
Dont femmes	4.779.336	4.792.888	4.801.864	4.829.618	4.858.818	4.878.534	4.891.597	4.909.375	4.926.158	4.945.400	4.966.006	4.987.213
Total	**10.192.264**	**10.213.752**	**10.239.850**	**10.263.414**	**10.309.725**	**10.355.844**	**10.396.421**	**10.445.852**	**10.511.382**	**10.584.534**	**10.666.866**	**10.753.080**

Source : DGSIE (données au 31 décembre)

Annexe 2bis. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (femmes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% de femmes en 2008
Italie	92.017	90.883	90.089	88.250	86.297	84.819	83.145	81.498	80.071	78.536	77.107	76.197	45,6%
France	53.251	54.195	55.449	56.669	57.585	58.479	59.545	60.944	62.710	65.067	67.754	70.902	51,9%
Pays-Bas	36.540	37.605	38.369	39.928	41.707	43.762	45.790	47.812	50.551	53.805	56.961	60.273	46,3%
Maroc	62.022	58.587	57.017	50.061	41.856	38.410	38.127	38.662	38.789	39.319	39.456	39.564	49,8%
Espagne	22.855	22.598	22.348	22.219	22.183	22.038	21.777	21.554	21.476	21.399	21.367	21.731	49,8%
Turquie	36.692	35.460	34.875	28.475	23.173	21.470	20.767	20.050	19.998	19.896	19.932	19.778	50,0%
Allemagne	16.187	16.606	16.811	16.973	17.077	17.376	17.748	18.198	18.608	18.922	19.248	19.691	50,3%
Pologne	4.028	4.149	4.415	4.501	5.591	6.373	6.988	8.119	9.908	11.943	14.910	17.681	55,8%
Portugal	12.481	12.598	12.683	12.710	12.807	12.873	13.207	13.577	13.856	14.089	14.538	15.335	60,1%
Royaume Uni	11.962	11.849	11.880	12.018	11.924	11.828	11.743	11.594	11.474	11.259	11.236	11.346	31,3%
Roumanie	1.240	1.243	1.421	1.440	1.849	2.308	2.676	3.215	4.223	5.472	7.616	10.338	48,3%
Congo (RDC)	5.978	6.094	6.170	5.562	6.379	6.624	6.842	6.545	6.761	7.214	7.701	8.609	51,2%
Grèce	8.938	8.749	8.597	8.430	8.295	8.179	8.118	7.927	7.873	7.657	7.421	7.313	49,0%
Russie		0	0	1.562	1.834	2.120					6.201	6.545	55,5%
Etats-Unis	6.391	6.295	6.204	5.982	5.998	5.924	5.840	5.791	5.671	5.614	5.643	5.711	50,2%
Bulgarie	463	501	575	632	876	1.085	1.279	1.537	1.882	2.211	3.410	5.106	49,0%
Ex-Yougoslavie	628	2.896	5.010	5.339	5.545				3.765	4.015	4.287	4.147	47,6%
Algérie	3.996	3.815	3.773	3.493	3.162	3.091	3.084	3.133	3.151	3.274	3.436	3.542	42,0%
Chine	1.771	1.812	1.934	2.088	2.372	3.097	3.603	3.867	4.025	4.207	4.335	4.515	54,4%
Inde	1.258	1.313	1.363	1.428	1.386	1.452	1.675	1.871	2.186	2.365	2.521	2.701	40,0%
Cameroun	703	710	777	796	871	1.011	1.167	1.323	1.617	1.987	2.499	3.144	51,2%
Japon	1.780	1.795	1.902	1.921	1.921	2.003	2.093	2.228	2.278	2.400	2.459	2.513	53,9%
Brésil	989	1.011	1.097	1.152	1.244	1.351	1.452	1.595	1.757	2.157	2.445	2.838	62,7%
Suède	2.048	2.162	2.250	2.309	2.240	2.321	2.343	2.336	2.311	2.324	2.339	2.397	53,4%
Luxembourg	1.886	1.858	1.844	1.807	1.809	1.818	1.833	1.824	1.838	1.879	1.898	1.955	43,9%
Iran	583	516	493	477	474	496	534	596	858	1.290	1.503	1.733	43,9%
Tunisie	1.803	1.661	1.622	1.397	1.255	1.165	1.212	1.209	1.263	1.303	1.363	1.493	39,3%
Arménie		0	0	256	526	672			926	1.134	1.529	2.010	52,0%
Pakistan	626	688	750	721	701	707	771	921	1.238	1.471	1.534	1.554	41,4%
Irlande	1.886	1.870	1.804	1.853	1.869	1.871	1.873	1.830	1.803	1.789	1.784	1.825	51,2%
Slovaquie		191	212	266	348	497	601	734	1.136	1.384	1.609	1.844	54,3%
Autres pays	39.254	37.436	39.473	35.062	37.465	45.205	51.815	54.662	57.400	62.344	60.509	62.885	53,0%
Total	**430.256**	**427.146**	**431.207**	**415.777**	**408.619**	**410.425**	**417.648**	**425.152**	**441.403**	**457.726**	**476.551**	**497.216**	**49,1%**
Dont UE	264.068	265.237	266.550	267.745	268.449	269.139	271.926	285.673	292.305	299.141	319.041	334.643	48,4%
Belges	4.779.336	4.792.888	4.801.864	4.829.618	4.858.818	4.878.534	4.891.597	4.909.375	4.926.158	4.945.400	4.966.006	4.987.213	51,2%
Total	**5.209.592**	**5.220.034**	**5.233.071**	**5.245.395**	**5.267.437**	**5.288.959**	**5.309.245**	**5.334.527**	**5.367.561**	**5.403.126**	**5.442.557**	**5.484.429**	**51,0%**

Source : DGSIE (données au 31 décembre)

Annexe 3. Effectif des naissances des Belges et des étrangers

	Total	Belges	Etrangers	Part des étrangers
1981	124 827	105 454	19 373	15,5%
1982	120 382	101 833	18 549	15,4%
1983	117 395	100 126	17 269	14,7%
1984	115 790	98 624	17 166	14,8%
1985	114 283	101 918	12 365	10,8%
1986	117 271	105 064	12 207	10,4%
1987	117 448	105 260	12 188	10,4%
1988	118 764	106 477	12 287	10,3%
1989	120 550	108 371	12 179	10,1%
1990	123 554	111 007	12 547	10,2%
1991	125 412	112 743	12 669	10,1%
1992	124 182	113 823	10 359	8,3%
1993	119 828	109 618	10 210	8,5%
1994	115 361	105 441	9 920	8,6%
1995	114 226	104 882	9 344	8,2%
1996	115 214	106 174	9 040	7,8%
1997	115 864	106 599	9 265	8,0%
1998	114 276	105 579	8 697	7,6%
1999	113 469	104 929	8 540	7,5%
2000	114.883	106.660	8.223	7,2%
2001	114.172	106.243	7.929	6,9%
2002	111.225	104.284	6.941	6,2%
2003	112.149	104.947	7.202	6,4%
2004	115.618	107.895	7.723	6,7%
2005	118.002	109.881	8.121	6,9%
2006	121.382	112.343	9.039	7,4%
2007	120.663	110.910	9.753	8,1%
2008	128.049	115.489	12.560	9,8%

Source : DGSIE

Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance

										Dont femmes								
	2000	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Maroc	107.276	118.764	126.504	134.248	141.291	147.937	155.126	162.626	170.238	47.919	53.064	56.814	61.127	65.210	68.763	72.629	76.676	80.743
France	150.301	151.892	152.518	153.010	154.215	156.192	159.326	164.573	169.014	85.791	86.335	86.452	86.616	87.244	88.198	89.648	92.172	94.289
Pays-Bas	92.267	97.813	101.252	104.402	107.679	111.561	115.757	120.369	123.792	48.156	50.467	51.982	53.417	54.751	56.573	58.645	60.848	62.467
Italie	135.226	132.223	130.466	128.737	126.745	125.059	123.589	122.212	121.382	64.547	63.540	62.867	62.171	61.301	60.674	60.005	59.311	58.968
Turquie	66.528	71.631	78.575	78.574	81.010	83.847	86.411	89.048	91.407	32.049	34.606	38.009	38.009	39.239	40.698	41.932	43.167	44.264
Allemagne	83.714	83.434	80.135	83.346	83.491	83.567	83.634	83.761	84.187	47.216	46.847	44.674	46.662	46.609	46.563	46.450	46.376	46.466
Congo (RD)	46.762	50.771	52.696	53.814	66.842	68.468	70.513	72.393	74.180	23.778	26.052	27.132	27.914	34.798	35.831	37.019	38.184	39.352
Pologne	18.398	20.437	21.927	23.037	25.242	28.966	33.715	40.481	45.522	12.183	13.539	14.444	15.090	16.174	17.895	19.782	22.580	24.993
Russie (dont Ex-URSS)					17.594	25.104	29.798	34.038	38.352					11.411	15.367	18.014	20.444	23.066
Espagne	37.335	36.962	36.642	36.207	35.739	35.508	35.387	35.471	36.094	19.769	19.794	19.720	19.566	19.401	19.373	19.334	19.443	19.790
Ex-Yougoslavie	21.462	20.851	23.177	25.827	27.558	29.829	31.764	34.231	34.439	10.276	10.094	11.171	12.470	13.373	14.569	15.545	16.792	16.935
Portugal	21.189	21.331	21.657	22.324	22.795	23.337	24.005	24.950	26.541	10.831	10.910	11.012	11.300	11.615	11.866	12.067	12.432	13.113
Roumanie	6.216	7.662	8.718	9.459	10.628	12.628	15.322	20.374	26.154	3.468	4.281	4.857	5.341	6.040	7.122	8.436	10.623	13.251
Royaume-Uni	26.148	26.089	25.909	25.634	25.286	24.875	24.209	24.061	24.151	13.299	13.133	12.947	12.726	12.453	12.211	11.835	11.732	11.652
Algérie	14.014	15.121	16.027	16.956	17.730	18.467	19.373	20.295	21.226	6.164	6.694	7.056	7.433	7.823	8.159	8.559	8.975	9.358
Chine	5.569	7.125	8.986	10.138	10.959	11.535	12.373	14.537	15.010	3.087	4.016	5.008	5.744	6.315	6.780	7.273	8.434	8.811
Etats-Unis	14.134	14.045	14.107	14.071	14.250	14.237	14.358	14.603	14.923	7.312	7.292	7.294	7.256	7.316	7.302	7.347	7.425	7.562
Inde	8.779	9.778	10.515	11.158	11.739	12.477	13.076	13.773	14.673	4.730	5.102	5.341	5.673	5.923	6.305	6.588	6.835	7.175
Grèce	15.362	15.129	15.069	15.081	14.811	14.694	14.452	14.261	14.208	7.325	7.276	7.276	7.267	7.188	7.187	7.133	7.093	7.093
Luxembourg	10.402	10.502	10.597	10.811	10.988	11.169	11.457	11.768	12.104	5.915	5.915	5.934	6.005	6.073	6.134	6.270	6.400	6.567
Bulgarie	1.749	2.512	3.011	3.390	3.958	4.673	5.394	8.156	11.744	1.016	1.433	1.726	1.956	2.301	2.708	3.114	4.333	5.960
Rwanda	5.818	6.918	7.469	8.033	8.695	9.371	10.016	10.828	11.424	3.129	3.687	3.988	4.309	4.702	5.077	5.425	5.901	6.255
Tunisie	7.463	8.148	8.576	8.975	9.260	9.619	10.039	10.480	11.036	2.420	2.679	2.811	3.000	3.118	3.294	3.461	3.649	3.900
Cameroun	2.001	2.571	3.049	3.456	3.973	4.715	5.551	6.792	8.293	959	1.219	1.444	1.697	1.992	2.383	2.841	3.501	4.279
Brésil	3.623	4.136	4.449	4.740	5.161	5.711	6.510	7.303	8.261	2.165	2.480	2.680	2.881	3.142	3.457	3.946	4.412	4.964
Pakistan	3.768	4.359	5.005	5.437	5.990	6.720	7.272	7.756	8.125	1.124	1.342	1.469	1.615	1.861	2.250	2.572	2.823	2.994
Philippines	5.073	5.846	6.306	6.600	6.829	7.061	7.402	7.718	8.092	3.891	4.455	4.834	5.065	5.233	5.412	5.688	5.925	6.219
Iran	3.806	3.984	4.136	4.368	4.681	5.475	6.653	7.334	7.837	1.605	1.724	1.794	1.887	2.044	2.393	2.892	3.184	3.411
Vietnam	7.004	7.215	7.382	7.536	7.586	7.643	7.685	7.778	7.813	3.559	3.747	3.863	3.975	4.056	4.099	4.163	4.241	4.281
Autres	137.410	154.909	166.939	176.087	157.337	168.470	179.135	188.353	204.094	74.617	83.875	90.520	95.541	84.080	89.882	95.208	99.642	107.426
Total	**1.058.797**	**1.112.158**	**1.151.799**	**1.185.456**	**1.220.062**	**1.268.915**	**1.319.302**	**1.380.323**	**1.444.316**	**548.300**	**575.598**	**595.119**	**613.713**	**632.786**	**658.525**	**683.821**	**713.553**	**745.604**
en % de la population	10,3%	10,8%	11,1%	11,4%	11,7%	12,1%	12,5%	12,9%	13,4%									
Dont UE	551.658	591.425	590.619	595.813	634.406	643.991	655.246	701.430	727.141	293.133	313.446	312.203	315.026	338.689	343.537	348.401	371.242	383.176

Source : DGSIE

Annexe 5. Immigrations par nationalité (hommes + femmes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
France	7.022	7.386	7.933	8.108	8.040	8.135	8.191	9.521	10.378	11.570	12.269	14.086
Pays-Bas	6.287	6.242	6.201	7.178	8.167	8.404	8.547	8.789	10.109	11.488	11.370	11.702
Pologne	1.063	1.118	1.151	1.134	2.928	2.427	2.086	3.481	4.816	6.694	9.393	8.963
Maroc	3.880	4.327	4.936	5.667	7.072	8.495	8.444	8.014	7.106	7.488	7.831	8.221
Roumanie	384	387	587	650	966	994	998	1.438	2.322	3.059	5.491	6.779
Bulgarie	180	197	227	269	425	474	498	706	853	797	2.625	3.887
Allemagne	3.114	3.206	3.070	3.037	2.884	2.966	2.942	3.308	3.250	3.290	3.385	3.763
Italie	2.767	2.503	2.603	2.600	2.439	2.310	2.293	2.301	2.464	2.613	2.708	3.655
Portugal	1.618	1.386	1.313	1.324	1.347	1.567	1.823	1.907	1.934	2.030	2.293	3.200
Turquie	1.436	2.447	2.216	2.812	2.982	3.872	3.828	3.234	3.387	2.999	3.180	3.172
Espagne	1.162	1.141	1.163	1.355	1.528	1.503	1.545	1.591	1.827	1.848	1.902	2.829
Etats-Unis	3.127	2.829	2.888	2.794	2.891	2.701	2.483	2.603	2.408	2.553	2.455	2.631
Grande Bretagne	2.704	2.722	3.019	3.225	2.660	2.543	2.496	2.366	2.213	2.015	2.042	2.363
Inde	435	536	561	662	852	959	1.101	1.213	1.339	1.516	1.640	2.058
Chine	590	663	698	815	1.272	2.125	1.575	1.393	1.222	1.469	1.171	1.270
Cameroun								510	618	638	835	1.220
Brésil	279	296	323	416	487	472	451	584	737	1.022	996	1.209
Congo (RDC)	633	680	816	813	1.425	1.325	1.134	1.147	1.105	1.068	1.181	1.164
Japon	797	872	956	890	798	820	938	1.083	1.027	999	1.027	1.084
Algérie	320	357	425	466	673	710	732	768	725	736	879	915
Russie	630	502	537	579	645	594	610	595	647	760	783	836
Autres pays	10.812	10.896	16.161	12.501	15.493	16.834	16.085	15.894	16.924	16.781	17.931	21.005
Total pays étrangers	**49.240**	**50.693**	**57.784**	**57.295**	**65.974**	**70.230**	**68.800**	**72.446**	**77.411**	**83.433**	**93.387**	**106.012**
Dont UE	27.583	27.362	28.022	29.604	29.689	30.225	30.457	37.205	41.311	45.717	57.973	67.108
Belgique	9.609	10.573	10.682	11.321	11.610	12.425	13.113	12.932	12.953	12.857	13.189	13.179
Part UE/ étrangers	56,0%	54,0%	48,5%	51,7%	45,0%	43,0%	44,3%	51,4%	53,4%	54,8%	62,1%	63,3%

Source : DGSIE

Annexe 5bis. Immigrations par nationalité (femmes)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% de femmes
France	3.996	4.071	4.008	4.071	4.160	4.865	5.254	5.871	6.134	7.117	50,5%
Pays-Bas	2.813	3.328	3.758	3.892	3.977	4.037	4.801	5.442	5.332	5.539	47,3%
Pologne	793	744	1.717	1.441	1.211	1.830	2.289	2.680	3.665	3.820	42,6%
Maroc	2.127	2.651	2.906	4.035	4.506	4.383	3.782	3.987	4.237	4.361	53,0%
Roumanie	406	403	554	579	648	862	1.302	1.566	2.404	3.027	44,7%
Bulgarie	153	163	247	289	313	435	448	452	1.161	1.764	45,4%
Allemagne	1.592	1.520	1.458	1.533	1.571	1.698	1.700	1.650	1.677	1.924	51,1%
Italie	1.164	1.193	1.178	1.105	1.109	1.053	1.134	1.189	1.147	1.627	44,5%
Portugal	609	571	579	630	802	958	880	866	975	1.340	41,9%
Turquie	1.077	1.428	1.445	1.936	1.928	1.641	1.761	1.533	1.575	1.577	49,7%
Espagne	673	753	854	840	871	894	985	985	994	1.376	48,6%
Etats-Unis	1.502	1.492	1.542	1.418	1.318	1.374	1.276	1.344	1.240	1.395	53,0%
Grande Bretagne	1.336	1.475	1.262	1.163	1.117	1.037	1.040	945	938	1.035	43,8%
Inde	233	276	320	331	469	486	575	562	587	684	33,2%
Chine	395	460	648	1.062	874	738	668	718	638	726	57,2%
Cameroun						269	337	369	463	625	51,2%
Brésil	210	235	271	293	297	363	428	629	588	741	61,3%
Congo (RDC)	438	414	754	668	642	620	613	548	619	621	53,4%
Japon	504	420	399	428	465	537	508	504	510	549	50,6%
Algérie	207	246	283	329	374	415	347	377	445	401	43,8%
Russie	341	382	408	405	449	412	463	552	550	609	72,8%
Autres pays	8.707	6.985	8.405	9.116	9.076	9.069	9.568	9.637	10.187	11.820	56,3%
Total pays étrangers	**29.276**	**29.210**	**32.996**	**35.564**	**36.177**	**37.976**	**40.159**	**42.406**	**46.066**	**52.678**	49,7%
Dont UE	13.700	14.421	14.491	14.718	15.007	18.633	20.534	21.946	26.856	31.803	47,4%
Belgique	5.000	5.290	5.441	5.785	6.113	6.194	6.115	5.941	6.019	5.930	45,0%
Part UE/ étrangers	46,8%	49,4%	43,9%	41,4%	41,5%	49,1%	51,1%	51,8%	58,3%	60,4%	

Source : DGSIE

Annexe 6. Emigrations par nationalité

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
France	4.548	5.251	5.251	5.315	5.145	5.383	5.488	6.270	6.454	6.418	5.997	7.226
Pays-Bas	4.412	4.182	4.436	3.736	3.925	3.837	4.182	4.134	4.349	4.837	5.071	5.381
Pologne	469	482	412	474	327	411	641	801	887	1.520	2.353	3.407
Allemagne	2.447	2.566	2.729	2.591	2.608	2.429	2.347	2.438	2.524	2.570	2.453	2.756
Etats-Unis	2.952	3.196	3.180	3.316	2.922	2.742	2.552	2.549	2.652	2.478	2.415	2.436
Italie	2.208	2.708	2.299	2.211	2.243	2.260	1.990	2.381	2.292	2.218	1.952	2.066
Grande Bretagne	2.777	2.892	2.764	2.802	2.677	2.458	2.406	2.458	2.421	2.489	1.990	1.984
Espagne	1.424	1.642	1.645	1.503	1.551	1.756	1.753	1.775	1.683	1.558	1.547	1.491
Portugal	1.365	1.312	1.453	1.270	1.137	1.176	1.041	1.249	1.286	1.266	1.184	1.300
Inde	229	337	291	291	285	273	489	659	605	879	958	1.158
Japon	861	938	831	885	859	734	780	863	962	845	948	1.023
Turquie	491	570	559	419	327	286	481	683	642	727	715	1.007
Chine	481	462	454	425	347	372	523	835	906	888	882	983
Roumanie	150	175	147	232	128	123	235	270	283	368	524	879
Maroc	725	765	824	573	351	427	586	737	803	634	722	845
Grèce	676	781	849	604	560	551	533	757	715	685	545	645
Canada	373	363	430	364	425	469	478	526	553	439	528	640
Suède	462	530	550	633	629	438	496	551	548	547	453	563
Finlande	310	346	393	377	402	389	465	453	352	407	346	430
Hongrie								279	287	247	243	420
Autres pays	7.198	6.759	6.947	7.547	4.351	4.532	6.455	7.060	7.255	7.334	6.685	8.297
Total pays étrangers	**34.558**	**36.257**	**36.444**	**35.568**	**31.199**	**31.046**	**33.921**	**37.728**	**38.459**	**39.354**	**38.511**	**44.937**
Dont UE	21.599	23.332	23.551	21.753	21.378	21.671	21.659	25.116	25.195	26.405	26.393	30.927
Belgique	15.846	16.331	16.927	17.965	21.498	20.517	20.202	20.614	20.983	19.896	22.536	23.125
Part UE/ étrangers	62,5%	64,4%	64,6%	61,2%	68,5%	69,8%	63,9%	66,6%	65,5%	67,1%	68,5%	68,8%

Source : DGSIE

Annexe 7. Demandes d'asile introduites en Belgique selon la nationalité

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Russie	1.156	1.680	1.361	1.438	1.582	1.436	1.620
Irak	461	282	388	903	695	825	1.070
Afghanistan	326	329	287	253	365	696	879
Guinée	515	354	565	643	413	526	661
Iran	743	1.153	512	497	631	411	614
Congo RD	1.789	1.778	1.471	1.272	843	716	579
Serbie[1]	1.451	1.198	1.294	1.203	778	1.219	572
République du Kosovo[1]							478
Arménie	340	316	477	706	381	339	461
Cameroun	435	625	506	530	335	279	367
Turquie	970	618	561	453	380	250	284
Syrie	199	210	182	228	167	199	281
Rwanda	487	450	427	565	370	321	273
Slovaquie	635	390	730	773	126	364	239
Georgie	313	302	211	256	232	156	222
Algérie	936	400	357	245	180	176	206
Autres	8.049	6.855	6.028	5.992	4.109	3.202	3.446
Total	**18.805**	**16.940**	**15.357**	**15.957**	**11.587**	**11.115**	**12.252**

Source : OE

[1] Le 17 février 2008, la république du Kosovo a déclaré son indépendance par rapport à la Serbie.

Annexe 8. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (hommes + femmes)

	2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008	
	Total	Dont 1er permis[1]	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B
Total Afrique	**2.826**	**1.997**	**2.546**	**1.642**	**2.489**	**1.437**	**1.252**	**573**	**807**	**241**	**908**	**370**	**939**	**416**	**1.134**	**516**	**1.414**	**651**
Afrique du Sud	156	82	161	77	169	80	123	50	93	29	122	59	117	59	143	81	121	59
Congo (RD)	655	1.997	424	282	348	231	133	68	89	21	101	44	120	50	150	63	165	58
Maroc	856	639	884	664	858	557	368	182	198	55	208	73	212	75	268	133	330	142
Total Amérique	**2.457**	**1.322**	**2.560**	**1.299**	**2.240**	**1.023**	**1.792**	**733**	**1.807**	**816**	**1.921**	**932**	**2.068**	**1.017**	**2.098**	**1.004**	**2.537**	**1.342**
Brésil	223	157	184	79	140	68	122	40	176	114	178	101	192	99	238	129	303	166
Canada	368	222	390	200	372	169	300	102	288	107	268	103	290	120	284	140	299	145
USA	1.455	686	1.574	807	1.331	591	1.106	467	1.103	504	1.181	590	1.231	607	1.181	558	1.382	712
Total Asie	**3.078**	**1.652**	**3.185**	**1.645**	**3.472**	**1.757**	**2.979**	**1.391**	**3.041**	**1.419**	**3.574**	**1.734**	**4.144**	**2.126**	**4.974**	**2.701**	**6.082**	**3.465**
Chine	493	266	499	266	558	268	393	193	300	131	419	219	555	298	616	302	644	363
Inde	675	413	821	512	1.049	686	642	194	1.167	666	1.324	793	1.656	1.084	2.170	1.429	2.922	1.961
Japon	976	350	1.025	395	1.090	417	1.022	383	1.063	406	1.195	466	1.234	399	1.327	495	1.387	492
Total Europe	**3.510**	**2.375**	**3.611**	**2.290**	**12.554**	**2.283**	**3.499**	**1.852**	**3.406**	**1.778**	**5.448**	**3.200**	**13.447**	**8.855**	**30.982**	**18.733**	**40.614**	**19.432**
Bulgarie	193	100	219	120	226	93	236	99	194	68	217	96	225	105	2.027	1.525	3.180	1.744
Estonie	11	7	10	3	9	5	10	4	10	5	12	8	27	21	35	18	34	15
Hongrie	158	107	150	82	357	245	145	67	157	91	162	95	306	190	326	176	488	269
Lettonie	12	11	13	7	17	8	21	11	20	14	24	7	28	13	34	21	54	35
Lituanie	28	24	29	23	33	25	20	11	31	26	35	27	80	56	109	61	146	63
Pologne	420	296	498	350	597	383	851	582	1.425	1.046	3.132	2.125	10.391	7.212	22.158	12.820	27.123	12.320
République tchèque	148	78	181	126	163	104	256	154	136	61	165	99	255	159	492	234	491	179
Roumanie	285	165	392	248	408	183	398	169	367	105	492	211	687	339	3.876	2.863	6.879	3.716
Russie	378	191	368	168	428	164	319	89	271	71	277	111	290	126	333	146	332	158
Slovaquie	100	60	141	82	221	148	148	87	120	60	143	80	407	294	578	341	624	310
Slovénie	253	198	246	226	243	187	205	151	11	6	22	16	20	9	35	27	62	37
Turquie	447	336	436	282	415	252	290	135	240	95	349	182	407	207	543	282	708	328
Total Océanie	**168**	**96**	**189**	**121**	**177**	**71**	**163**	**74**	**151**	**66**	**155**	**67**	**149**	**55**	**147**	**74**	**159**	**87**
Australie	126	70	141	87	135	61	130	60	123	54	125	52	123	48	113	56	130	71
Autres	**34**	**25**	**23**	**22**	**214**	**104**	**6**	**4**	**1**	**1**	**5**	**2**	**4**	**3**	**1**	**0**	**5**	**3**
Total	**12.073**	**7.467**	**12.114**	**7.019**	**21.146**	**6.675**	**9.691**	**4.627**	**9.213**	**4.321**	**12.011**	**6.305**	**20.751**	**12.472**	**39.336**	**23.028**	**50.811**	**24.980**

Source : SPF ETCS

[1]Jusqu'au 1er avril 2003, un permis A pouvait être un 1er permis car il pouvait être délivré à un étranger qui n'avait jamais travaillé en Belgique mais qui séjournait en Belgique depuis 5 ans, par exemple. Par contre, depuis le 1er avril 2003, le permis A ne peut plus être un 1er permis vu qu'il n'est délivré qu'à des étrangers qui ont déjà travaillé en Belgique depuis 3 ou 4 ans avec un permis B (alors que les autres catégories d'étrangers qui pouvaient bénéficier d'un permis A sur base de leur séjour, de leur lien de parenté,... sont dorénavant dispensées de tout permis de travail).

Annexe 8bis. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (femmes)

	2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008	
	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B
Total Afrique	**727**	**483**	**341**	**184**	**227**	**80**	**278**	**122**	**328**	**163**	**425**	**201**	**42**	**219**
Afrique du Sud	40	21	36	19	29	12	35	14	44	27	55	38	90	25
Congo (RD)	166	118	65	37	40	10	50	25	59	26	80	34	86	33
Maroc	232	170	99	57	62	22	70	29	67	27	87	49	835	33
Total Amérique	**619**	**289**	**473**	**218**	**451**	**200**	**522**	**271**	**575**	**288**	**673**	**340**	**82**	**470**
Brésil	39	20	24	6	26	13	46	28	54	29	70	38	109	49
Canada	97	46	77	39	76	35	74	35	94	47	105	53	392	53
USA	342	143	274	120	258	106	281	141	283	133	315	165	1.240	207
Total Asie	**557**	**285**	**487**	**244**	**437**	**214**	**544**	**265**	**662**	**364**	**903**	**552**	**242**	**781**
Chine	181	93	140	70	87	40	100	41	162	81	192	90	425	132
Inde	98	53	104	52	121	74	153	98	177	120	313	227	24	290
Japon	91	33	99	43	90	29	116	43	111	35	116	49	115	52
Total Europe	**3.183**	**678**	**966**	**500**	**1.063**	**619**	**1.924**	**1.192**	**4.473**	**2.916**	**9.876**	**6.255**	**14.237**	**7.366**
Bulgarie	106	54	109	42	88	37	125	60	150	75	737	527	1.211	704
Estonie	5	3	6	2	5	3	6	4	13	11	19	12	150	10
Hongrie	63	25	44	19	42	26	69	49	128	83	109	58	23	88
Lettonie	12	7	14	7	10	5	11	3	14	6	16	10	47	16
Lituanie	26	21	12	9	11	10	15	11	23	16	36	22	9.257	29
Pologne	261	165	235	164	449	346	1.057	737	3.186	2.186	6.716	4.164	101	4.593
République tchèque	39	22	39	22	32	22	72	52	96	61	110	63	2.789	48
Roumanie	165	86	151	77	165	61	250	124	442	242	1.567	1.089	159	1.552
Russie	143	70	98	33	78	24	98	48	103	54	135	70	8	85
Slovaquie	58	27	36	15	27	16	34	19	123	88	167	95	149	84
Slovénie	5	4	3	0	3	3	9	7	11	7	9	5	21	13
Turquie	115	82	74	39	56	29	78	38	39	37	99	51	131	59
Total Océanie	**57**	**24**	**50**	**22**	**49**	**25**	**54**	**22**	**58**	**26**	**52**	**28**	**58**	**34**
Australie	41	18	37	17	40	21	44	18	48	23	38	20	49	31
Autres	**10**	**7**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**
Total	**3.183**	**1.766**	**2.319**	**1.168**	**2.227**	**1.138**	**3.322**	**1.872**	**6.096**	**3.757**	**11.929**	**7.376**	**16.855**	**8.871**

Source : SPF ETCS

Annexe 9. Permis de travail C délivrés aux travailleurs selon la nationalité

							Dont femmes					
	2003	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Total Afrique	**11.663**	**13.150**	**13.591**	**13.361**	**12.492**	**11.763**	**3.592**	**4.478**	**4.749**	**4.881**	**4.821**	**4.649**
Algérie	528	411	372	328	286	358	82	82	76	79	80	77
Burundi	336	417	428	399	331	278	159	202	218	207	141	121
Cameroun	1.053	1.219	1.461	1.621	1.638	1.636	358	443	532	622	709	699
Congo (RD)	2.341	3.092	3.133	2.882	2.620	2.396	1.059	1.456	1.510	1.439	1.365	1.272
Côte d'Ivoire	360	522	622	622	552	369	69	108	123	147	141	124
Guinée	677	648	805	882	939	771	121	163	234	257	298	258
Maroc	2.170	2.306	2.022	1.966	1.924	2.230	397	570	476	480	518	600
Rwanda	908	1.031	875	905	831	551	444	483	425	455	419	278
Togo	447	591	764	756	636	446	92	142	184	195	183	164
Total Amérique	**520**	**773**	**735**	**766**	**886**	**1.026**	**244**	**394**	**406**	**425**	**478**	**575**
Amérique Centrale et du Sud	456	648	578	623	718	872	217	333	321	335	370	480
Total Asie	**5.586**	**7.745**	**7.163**	**6.956**	**6.932**	**6.628**	**1.774**	**2.753**	**2.525**	**2.502**	**2.725**	**2.795**
Arménie	286	436	429	521	506	658	123	198	196	233	234	324
Chine	1.058	1.983	2.010	1.831	1.481	1.241	461	928	991	870	761	646
Irak	406	653	696	735	721	667	76	108	77	83	96	90
Iran	804	1.246	1.015	854	825	827	253	413	347	300	322	323
Népal	240	407	578	667	470	333	38	78	91	128	123	113
Total Europe	**6.270**	**7.680**	**5931**	**5192**	**5575**	**5.379**	**2655**	**3385**	**2.748**	**2.540**	**2.797**	**2.952**
Albanie	449	484	343	289	325	310	202	221	157	148	154	154
Bulgarie	216	254	225	219	228	245	125	155	158	141	150	175
Estonie	4	11	11	6	8	14	4	8	7	4	7	13
Hongrie	30	36	53	52	45	53	19	32	43	37	38	39
Lettonie	10	19	18	26	22	26	7	16	13	22	17	22
Lituanie	12	17	17	27	34	36	9	13	13	21	28	27
Pologne	172	292	360	416	479	582	120	220	278	335	413	529
République tchèque	27	43	37	50	318	50	21	34	30	43	223	44
Roumanie	188	288	289	335	998	371	134	196	196	234	440	273
Russie	2.725	3.456	2.237	1.396	101	909	1.131	1.437	932	584	63	453
Slovaquie	33	71	65	84	13	121	23	43	41	51	11	75
Slovénie	2	3	9	5	54	159	2	3	7	4	47	55
Turquie	660	789	708	693	699	702	184	231	206	195	192	234
Serbie et Monténégro	1.126	1.223	209	172	545	425	400	456	72	65	240	185
Total Océanie	**16**	**19**	**14**	**21**	**29**	**36**	**8**	**10**	**11**	**15**	**17**	**20**
Autres	**88**	**181**	**178**	**232**	**286**	**281**	**30**	**86**	**67**	**77**	**107**	**111**
Total	**24.143**	**29.548**	**27.612**	**26.528**	**26.200**	**25.113**	**8.303**	**11.106**	**10.506**	**10.440**	**10.945**	**11.102**

Source : SPF ETCS

Annexe 10. Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Roumanie	32	23	44	53	134	186	423	750	1.009	2.640	2.348
Pologne	238	180	200	285	365	537	1.206	1.880	2.411	2.754	2.094
Pays-Bas	1.173	1.006	990	1.036	876	1.041	1.258	1.505	1.752	1.767	1.631
Bulgarie	..	..	..	..	..	161	315	298	209	1.347	1.540
France	1.045	737	819	801	764	871	911	1.028	1.269	1.215	1.364
Italie	1.224	799	825	746	734	762	802	769	865	910	966
Portugal	324	149	142	237	244	382	336	316	453	480	567
Maroc	331	298	315	313	300	398	447	430	415	441	473
Turquie	357	317	330	265	267	324	383	448	427	465	455
Royaume-Uni	275	300	306	294	270	251	313	298	279	300	319
Allemagne	294	186	203	187	199	201	275	287	317	355	307
Espagne	236	213	138	187	162	173	186	207	180	230	212
Brésil	..	..	..	..	..	30	101	59	117	105	163
Chine	57	41	73	62	78	107	97	124	137	153	140
Pakistan	133	83	108	115	130	171	233	205	177	167	136
Grèce	175	121	134	110	103	93	125	98	101	100	100
Inde	62	50	45	34	64	82	84	120	98	97	100
Slovaquie	..	..	..	..	..	5	29	118	137	88	81
U.S.A.	62	47	57	51	41	72	57	66	71	57	77
Russie	..	..	..	..	..	19	33	41	61	74	65
Autres	**1.081**	**891**	**1.064**	**934**	**1.144**	**1.180**	**1.525**	**2.030**	**2.315**	**3.985**	**1.326**
Total Etrangers	**7.067**	**5.418**	**5.749**	**5.657**	**5.741**	**6.860**	**8.716**	**10.327**	**11.791**	**15.090**	**14.464**
Belgique	53.969	49.008	48.358	46.452	43.581	48.161	51.522	56.082	60.082	65.712	65.285
Total général	**61.036**	**54.426**	**54.107**	**52.109**	**49.322**	**55.021**	**60.238**	**66.409**	**71.873**	**80.802**	**79.749**

Source : INASTI

Annexe 11. Répartition de la population active1 par nationalité

										Dont femmes								
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 e)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 (e)
UE-15	**4.406.255**	**4.451.128**	**4.467.562**	**4.516.804**	**4.560.605**	**4.634.246**	**4.694.716**	**4.691.400**	**4.736.455**	**1.926.961**	**1.939.408**	**1.959.597**	**2.004.937**	**2.027.561**	**2.087.569**	**2.119.693**	**2.125.420**	**2.156.654**
Belgique	4.143.223	4.188.873	4.206.696	4.256.975	4.289.895	4.358.346	4.411.131	4.404.753	4.445.748	1.826.511	1.838.123	1.858.198	1.903.484	1.920.200	1.977.449	2.005.951	2.010.408	2.039.457
Allemagne	9.236	9.222	9.572	9.848	10.902	11.633	12.397	12.735	13.064	3.884	3.890	4.114	4.323	4.776	5.150	5.408	5.601	5.766
Autriche	576	581	629	641	708	715	730	743	744	267	268	285	294	336	340	359	379	382
Danemark	742	730	746	732	790	796	814	804	813	394	362	351	352	377	383	389	374	382
Espagne	22.589	22.188	21.981	21.418	21.736	21.553	21.222	20.903	20.486	9.594	9.535	9.531	9.283	9.640	9.543	9.430	9.176	8.973
Finlande	496	516	568	539	565	586	629	629	626	303	303	348	327	350	360	397	385	383
France	68.788	71.233	71.686	73.015	77.667	81.077	86.539	91.338	96.196	26.962	28.285	28.730	29.361	31.712	33.242	35.272	37.156	39.041
Grèce	7.013	6.831	6.636	6.377	6.502	6.314	6.061	5.693	5.434	2.787	2.730	2.608	2.521	2.566	2.520	2.414	2.278	2.180
Irlande	1.072	1.071	1.109	1.146	1.195	1.205	1.184	1.201	1.197	569	556	555	567	589	582	567	576	560
Italie	94.431	91.399	88.932	86.092	86.297	84.093	82.826	79.570	77.391	34.327	33.584	32.846	31.910	32.456	31.810	31.576	29.965	29.374
Luxembourg	1.460	1.448	1.398	1.400	1.418	1.446	1.471	1.434	1.359	561	554	530	549	554	581	596	585	557
Pays-Bas	34.029	34.246	34.439	35.110	37.952	40.918	43.887	45.357	46.824	11.986	12.328	12.447	12.803	14.156	15.512	17.051	17.901	18.816
Portugal	12.341	12.442	12.700	13.346	14.192	14.730	15.036	15.534	15.925	5.001	5.047	5.144	5.369	5.814	6.025	6.185	6.508	6.636
Royaume Uni	9.154	9.229	9.348	9.060	9.578	9.603	9.514	9.418	9.331	3.366	3.404	3.447	3.334	3.530	3.551	3.513	3.524	3.510
Suède	1.105	1.119	1.122	1.105	1.208	1.231	1.275	1.288	1.317	449	439	463	460	505	521	585	604	637
Nouveaux Etats UE	**4.009**	**4.892**	**5.733**	**9.528**	**13.803**	**18.515**	**23.437**	**33.487**	**39.034**	**2.153**	**2.607**	**2.974**	**4.625**	**6.459**	**8.068**	**9.879**	**12.786**	**14.800**
Bulgarie	1	1	0	686	1.469	1.778	2.179	4.249	5.460	1	0	0	360	670	819	1.088	1.644	2.048
Chypre	10	17	16	29	44	45	48	43	40	4	9	9	16	24	24	27	23	25
Estonie	18	14	18	37	63	59	74	82	92	9	9	14	28	49	41	53	64	74
Hongrie	335	334	339	491	598	582	645	721	803	203	198	206	282	329	325	354	368	404
Lettonie	31	31	38	63	113	102	121	150	156	18	20	29	44	88	39	90	109	139
Lituanie	31	32	41	99	175	210	234	286	326	20	23	30	63	108	128	131	160	189
Malte	17	20	24	36	48	49	48	51	54	7	8	7	13	21	22	23	23	29
Pologne	3.220	4.024	4.759	5.608	7.745	10.957	13.404	17.618	19.738	1.711	2.123	2.418	2.660	3.444	4.476	5.020	6.319	7.135
République tchèque	154	181	224	314	483	583	617	728	789	93	108	127	181	296	325	300	358	392
République slovaque	146	198	231	344	523	681	971	1.026	1.239	69	96	118	190	291	372	484	493	578
Roumanie	13	9	13	1.771	2.461	3.394	5.014	8.437	10.231	8	6	6	760	1.089	1.450	2.266	3.179	3.743
Slovénie	33	31	30	50	81	75	82	96	106	10	7	10	28	50	47	43	46	44
Non UE-27	**120.898**	**125.318**	**127.344**	**128.625**	**145.735**	**145.267**	**142.789**	**138.775**	**139.091**	**40.060**	**41.524**	**42.259**	**41.552**	**48.819**	**49.791**	**49.476**	**48.739**	**51.342**
Algérie	3.332	3.647	3.809	4.117	4.272	4.505	4.255	4.115	4.088	1.007	1.023	958	1.001	1.044	1.080	996	999	982
Congo (RD)	5.389	6.307	7.004	7.005	8.712	9.126	9.075	8.913	9.096	2.299	2.688	3.017	2.934	3.887	4.116	4.132	4.114	4.240
Maroc	41.338	40.230	38.604	36.802	39.907	38.030	36.256	34.398	33.672	11.287	10.789	10.390	9.912	10.806	10.251	9.888	9.801	9.926
Tunisie	1.957	1.919	1.857	1.869	2.223	2.130	2.106	2.122	2.080	439	413	381	367	429	474	477	488	492
Turquie	23.979	21.905	20.952	20.246	21.129	19.333	18.024	17.048	16.607	8.908	7.973	7.263	6.832	6.959	5.952	5.482	5.023	4.877
Autres nationalités	44.903	51.310	55.118	58.586	69.492	72.143	73.073	72.179	73.548	16.120	18.638	20.250	20.506	25.694	27.918	28.501	28.314	30.825
Total étrangers	**387.939**	**392.465**	**393.943**	**397.982**	**430.248**	**439.682**	**449.811**	**458.909**	**468.832**	**142.663**	**145.416**	**146.632**	**147.630**	**162.639**	**167.979**	**173.097**	**177.938**	**183.339**
Dont UE[2]	263.032	262.255	260.866	259.829	280.583	289.243	299.829	320.134	329.741	100.450	101.285	101.399	101.453	112.061	115.919	120.267	125.009	131.997
Total général	**4.531.162**	**4.581.338**	**4.600.639**	**4.652.985**	**4.717.731**	**4.798.028**	**4.860.942**	**4.863.662**	**4.914.580**	**1.969.174**	**1.983.539**	**2.004.830**	**2.050.160**	**2.081.553**	**2.145.428**	**2.179.048**	**2.188.346**	**2.222.796**

Sources : INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB, DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

[1] A l'exclusion du solde frontalier, la population active étant calculée sur base de l'emploi intérieur.

L'emploi intérieur des Belges est basé sur l'estimation de la Banque nationale de Belgique. La répartition par sexe a été estimée sur base de la répartition de l'enquête force de travail.

[2] UE-15 jusqu'en 2003, de 2004 à 2006 UE-25 et depuis 2007, UE-27

(e) Estimations

Annexe 12. Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage de la population belge et étrangère

		Population de 15 à 64 ans	Population occupée[1]	Chômeurs	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
1999	**Belges**	6.042.924	3.717.229	387.199	67,9%	61,5%	9,4%
	Hommes	3.027.857	2.118.419	160.528	75,3%	70,0%	7,0%
	Femmes	3.015.067	1.598.810	208.066	59,9%	53,0%	11,5%
	Etrangers	672.204	294.771	87.903	56,9%	43,9%	23,0%
	Hommes	354.074	196.062	47.044	68,7%	55,4%	19,4%
	Femmes	318.130	98.709	40.859	43,9%	31,0%	29,3%
	Total	6.715.128	4.012.000	475.102	66,8%	59,7%	10,6%
	Hommes	3.381.931	2.314.481	208.676	74,6%	68,4%	8,3%
	Femmes	3.333.197	1.697.519	266.426	58,9%	50,9%	13,6%
2000	**Belges**	6.060.773	3.788.433	354.790	68,4%	62,5%	8,6%
	Hommes	3.037.666	2.169.988	146.724	76,3%	71,4%	6,3%
	Femmes	3.023.107	1.618.445	208.066	60,4%	53,5%	11,4%
	Etrangers	663.125	303.567	84.358	58,5%	45,8%	21,7%
	Hommes	347.960	200.670	44.601	70,5%	57,7%	18,2%
	Femmes	315.165	102.897	39.757	45,3%	32,6%	27,9%
	Total	6.723.898	4.092.000	439.148	67,4%	60,9%	9,7%
	Hommes	3.385.626	2.370.658	191.325	75,7%	70,0%	7,5%
	Femmes	3.338.272	1.721.342	247.823	59,0%	51,6%	12,6%
2001	**Belges**	6.094.672	3.842.587	346.286	68,7%	63,0%	8,3%
	Hommes	3.055.581	2.204.630	146.121	76,9%	72,2%	6,2%
	Femmes	3.039.091	1.637.957	200.165	60,5%	53,9%	10,9%
	Etrangers	648.667	307.413	85.042	60,5%	47,4%	21,7%
	Hommes	339.851	201.771	45.274	72,7%	59,4%	18,3%
	Femmes	308.816	105.642	39.768	47,1%	34,2%	27,3%
	Total	6.743.339	4.150.000	431.328	67,9%	61,5%	9,4%
	Hommes	3.395.432	2.406.401	191.395	76,5%	70,9%	7,4%
	Femmes	3.347.907	1.743.599	239.933	59,2%	52,1%	12,1%
2002	**Belges**	6.126.761	3.839.178	367.518	68,7%	62,7%	8,7%
	Hommes	3.071.947	2.186.537	161.961	76,4%	71,2%	6,9%
	Femmes	3.054.814	1.652.641	205.557	60,8%	54,1%	11,1%
	Etrangers	647.661	305.822	88.108	60,8%	47,2%	22,4%
	Hommes	339.503	199.592	47.712	72,8%	58,8%	19,3%
	Femmes	308.158	106.230	40.396	47,6%	34,5%	27,6%
	Total	6.774.422	4.145.000	455.626	67,9%	61,2%	9,9%

2003	**Belges**	6.151.296	3.842.849	413.124	69,2%	62,5%	9,7%
	Hommes	3.084.505	2.167.284	185.648	76,3%	70,3%	7,9%
	Femmes	3.066.792	1.675.565	227.476	62,1%	54,6%	12,0%
	Etrangers	653.513	302.151	93.847	60,6%	46,2%	23,7%
	Hommes	341.629	196.728	52.604	73,0%	57,6%	21,1%
	Femmes	311.884	105.423	41.243	47,0%	33,8%	28,1%
	Total	6.804.809	4.145.000	506.971	68,4%	60,9%	10,9%
	Hommes	3.426.134	2.364.012	238.252	76,0%	69,0%	9,2%
	Femmes	3.378.675	1.780.988	268.719	60,7%	52,7%	13,1%
2004	**Belges**	6.174.832	3.843.599	443.296	69,4%	62,2%	10,3%
	Hommes	3.096.936	2.166.689	201.146	76,5%	70,0%	8,5%
	Femmes	3.077.896	1.676.910	242.150	62,3%	54,5%	12,6%
	Etrangers	660.346	328.401	99.426	64,8%	49,7%	23,2%
	Hommes	343.142	211.705	54.777	77,7%	61,7%	20,6%
	Femmes	317.205	116.696	44.649	50,9%	36,8%	27,7%
	Total	6.835.178	4.172.000	542.722	69,0%	61,0%	11,5%
	Hommes	3.440.078	2.378.394	255.923	76,6%	69,1%	9,7%
	Femmes	3.395.101	1.793.606	286.799	61,3%	52,8%	13,8%
2005	**Belges**	6.205.139	3.872.953	468.394	70,0%	62,4%	10,8%
	Hommes	3.112.259	2.160.865	210.417	76,2%	69,4%	8,9%
	Femmes	3.092.880	1.712.088	257.977	63,7%	55,4%	13,1%
	Etrangers	673.740	339.047	100.634	65,3%	50,3%	22,9%
	Hommes	348.255	217.127	54.576	78,0%	62,3%	20,1%
	Femmes	325.486	121.920	46.058	51,6%	37,5%	27,4%
	Total	6.878.879	4.212.000	569.028	69,5%	61,2%	11,9%
	Hommes	3.460.513	2.377.992	264.993	76,4%	68,7%	10,0%
	Femmes	3.418.366	1.834.008	304.035	62,5%	53,7%	14,2%
2006	**Belges**	6.246.374	3.905.670	476.562	70,2%	62,5%	10,9%
	Hommes	3.132.684	2.170.143	219.102	76,3%	69,3%	9,2%
	Femmes	3.113.690	1.735.527	257.460	64,0%	55,7%	12,9%
	Etrangers	695.129	353.430	96.380	64,7%	50,8%	21,4%
	Hommes	358.208	224.505	52.209	77,2%	62,7%	18,9%
	Femmes	336.921	128.925	44.171	51,4%	38,3%	25,5%
	Total	6.941.503	4.259.100	572.942	69,6%	61,4%	11,9%
	Hommes	3.490.892	2.394.648	271.311	76,4%	68,6%	10,2%
	Femmes	3.468.396	1.864.452	301.631	62,5%	53,8%	13,9%
2007	**Belges**	6.289.960	3.990.050	414.703	70,0%	63,4%	9,4%
	Hommes	3.154.030	2.203.829	190.516	75,9%	69,9%	8,0%
	Femmes	3.135.930	1.786.221	224.187	64,1%	57,0%	11,2%
	Etrangers	721.754	374.950	83.959	63,6%	51,9%	18,3%
	Hommes	371.788	236.115	44.856	75,6%	63,5%	16,0%
	Femmes	349.966	138.835	39.103	50,8%	39,7%	22,0%
	Total	7.011.714	4.365.000	498.662	69,4%	62,3%	10,3%
	Hommes	3.525.818	2.439.944	235.372	75,9%	69,2%	8,8%
	Femmes	3.485.896	1.925.056	263.290	62,8%	55,2%	12,0%
2008	**Belges**	6.309.760	4.048.849	396.899	70,5%	64,2%	8,9%
	Hommes	3.163.492	2.222.548	183.743	76,1%	70,3%	7,6%
	Femmes	3.146.268	1.826.301	213.156	64,8%	58,0%	10,5%
	Etrangers	736.925	388.151	80.681	63,6%	52,7%	17,2%
	Hommes	379.797	242.397	43.096	75,2%	63,8%	15,1%
	Femmes	357.128	145.754	37.585	51,3%	40,8%	20,5%
	Total	7.046.685	4.437.000	477.580	69,7%	63,0%	9,7%
	Hommes	3.543.289	2.464.945	226.839	76,0%	69,6%	8,4%
	Femmes	3.503.396	1.972.055	250.741	63,4%	56,3%	11,3%

Sources : DGSIE, INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB. Calculs SPF ETCS

[1] A l'exclusion du solde frontalier, la population active occupée étant calculée sur base de l'emploi intérieur.

Annexe 13. Répartition de l'emploi intérieur salarié1 par nationalité

										Dont femmes								
	2000	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008 (e)**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008 (e)**
UE-15	**3.329.766**	**3.389.956**	**3.390.178**	**3.396.781**	**3.408.810**	**3.452.947**	**3.499.945**	**3.560.347**	**3.619.813**	**1.450.452**	**1.479.192**	**1.493.032**	**1.512.093**	**1.530.162**	**1.569.588**	**1.605.103**	**1.645.261**	**1.690.870**
Belgique	3.140.773	3.199.722	3.201.326	3.211.589	3.216.437	3.257.380	3.297.228	3.349.800	3.401.889	1.382.349	1.409.525	1.422.665	1.442.360	1.456.272	1.493.850	1.525.672	1.561.602	1.603.338
Allemagne	6.446	6.497	6.750	6.963	7.739	8.226	8.847	9.323	9.896	2.640	2.686	2.855	3.030	3.327	3.546	3.788	4.066	4.320
Autriche	393	417	453	440	485	486	489	515	526	183	196	214	208	234	247	255	275	287
Danemark	541	528	550	532	574	569	585	567	572	298	276	276	275	295	288	301	284	287
Espagne	17.845	17.567	17.187	16.475	16.567	16.332	16.020	15.983	15.763	7.372	7.350	7.276	7.017	7.234	7.149	7.056	7.016	6.941
Finlande	369	395	433	394	450	478	481	486	490	225	235	268	253	288	308	315	309	312
France	53.609	56.158	56.633	57.174	60.618	63.369	68.882	74.585	80.161	19.362	20.635	21.206	21.567	23.369	24.577	26.698	29.127	31.351
Grèce	4.187	4.196	4.040	3.786	3.813	3.700	3.481	3.377	3.196	1.666	1.692	1.615	1.526	1.553	1.513	1.435	1.394	1.328
Irlande	801	795	827	860	887	873	855	870	863	460	450	446	460	471	456	441	441	431
Italie	64.578	63.239	61.082	57.661	57.373	55.424	54.550	54.066	53.322	20.847	20.801	20.510	19.484	19.812	19.371	19.524	19.634	19.773
Luxembourg	982	978	945	936	939	935	953	930	934	386	386	372	383	388	397	401	392	392
Pays-Bas	22.840	22.907	23.126	23.212	25.144	26.904	29.196	30.861	32.944	8.008	8.233	8.464	8.644	9.543	10.335	11.475	12.513	13.619
Portugal	9.186	9.262	9.459	9.720	10.271	10.791	10.951	11.515	11.810	3.839	3.861	3.942	4.068	4.364	4.556	4.713	5.130	5.374
Royaume Uni	6.430	6.475	6.553	6.249	6.629	6.568	6.488	6.511	6.465	2.477	2.518	2.560	2.461	2.613	2.594	2.582	2.611	2.613
Suède	786	820	814	790	884	912	939	958	982	340	348	363	357	399	401	447	467	504
Nouveaux Etats UE	**2.486**	**3.101**	**3.557**	**6.152**	**7.979**	**9.420**	**11.680**	**17.721**	**21.241**	**1.452**	**1.814**	**2.098**	**3.382**	**4.506**	**5.114**	**6.326**	**8.812**	**10.448**
Bulgarie				684	834	890	969	2.002	2.399				359	467	502	588	993	1.185
Chypre	10	17	16	25	38	35	29	27	22	4	9	9	16	23	23	18	18	15
Estonie	18	14	18	36	50	48	56	67	76	9	9	14	28	37	32	37	51	59
Hongrie	242	267	277	321	397	360	425	513	586	148	165	171	195	231	209	239	264	292
Lettonie	31	31	38	56	89	78	81	105	115	18	20	29	41	68	19	61	77	110
Lituanie	31	32	41	64	106	106	128	185	219	20	23	30	48	77	69	76	114	131
Malte	16	19	23	28	41	38	37	38	38	6	7	6	9	18	17	17	19	20
Pologne	1.805	2.311	2.659	2.997	4.039	5.347	6.897	10.020	12.094	1.075	1.370	1.584	1.720	2.296	2.863	3.539	4.734	5.583
République tchèque	154	181	224	298	362	336	386	495	565	93	108	127	175	223	201	220	265	293
République slovaque	146	198	231	305	378	407	644	744	935	69	96	118	168	208	214	302	349	423
Roumanie				1.288	1.578	1.718	1.969	3.451	4.112				595	819	931	1.198	1.896	2.307
Slovénie	33	31	30	50	67	57	59	74	80	10	7	10	28	39	34	31	32	30
Non UE-27	**64.748**	**66.943**	**67.265**	**66.039**	**80.623**	**79.633**	**81.375**	**83.932**	**85.946**	**18.818**	**19.648**	**20.103**	**19.955**	**25.593**	**25.365**	**26.895**	**29.021**	**30.749**
Algérie	1.787	1.917	2.004	2.049	2.379	2.316	2.344	2.374	2.403	438	432	414	379	450	429	442	471	489
Congo (RD)	3.351	3.637	3.785	3.880	4.855	4.900	5.202	5.485	5.781	1.333	1.494	1.538	1.513	2.011	2.062	2.198	2.358	2.502
Maroc	22.112	21.548	19.804	17.745	20.467	19.976	19.284	19.601	19.245	4.493	4.368	4.157	3.813	4.586	4.659	4.692	5.104	5.263
Tunisie	1.125	1.180	1.162	1.093	1.290	1.270	1.277	1.330	1.352	253	233	220	205	240	253	275	281	298
Turquie	11.570	10.813	9.933	9.125	10.241	10.014	9.716	9.727	9.532	3.611	3.254	2.834	2.600	2.854	2.708	2.674	2.626	2.587
Autres nationalités	24.803	27.848	30.577	32.147	41.391	41.157	43.552	45.415	47.633	8.690	9.867	10.940	11.445	15.452	15.254	16.614	18.181	19.610
Total étrangers	**256.227**	**260.278**	**259.674**	**257.383**	**280.975**	**284.620**	**295.772**	**312.200**	**325.111**	**88.373**	**91.129**	**92.568**	**93.070**	**103.989**	**106.217**	**112.652**	**121.492**	**128.729**
Dont UE[2]	188.993	190.234	188.852	185.192	197.940	202.379	211.459	228.268	239.165	68.103	69.667	70.367	69.733	77.110	79.419	83.971	92.471	97.980
Total général	**3.397.000**	**3.460.000**	**3.461.000**	**3.467.000**	**3.495.000**	**3.542.000**	**3.593.000**	**3.662.000**	**3.727.000**	**1.470.722**	**1.500.654**	**1.515.233**	**1.534.476**	**1.558.975**	**1.600.067**	**1.638.324**	**1.683.094**	**1.732.067**

Sources : CIMIRe, BNB, DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

[1] L'emploi intérieur des Belges est basé sur l'estimation de la Banque nationale de Belgique. La répartition par sexe a été estimée sur base de la répartition de l'enquête force de travail.

[2] UE-15 jusqu'en 2003, de 2004 à 2006 UE-25 et depuis 2007, UE-27

(e) Estimations

Annexe 14. Répartition de l'emploi intérieur non-salarié1 par nationalité

										Dont femmes								
	2000	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
UE-15	**683.333**	**678.428**	**672.809**	**666.808**	**665.768**	**668.735**	**674.419**	**678.045**	**683.399**	**247.483**	**239.862**	**240.946**	**244.102**	**232.605**	**236.892**	**234.526**	**236.427**	**234.321**
Belgique	647.660	642.865	637.852	632.262	630.162	632.572	637.341	640.250	646.960	236.096	228.433	229.976	233.648	221.778	225.622	222.819	224.619	222.963
Allemagne	1.794	1.814	1.803	1.736	1.872	1.922	2.012	2.084	1.928	693	709	704	657	743	781	814	828	796
Autriche	148	144	150	153	159	156	163	168	162	63	61	58	60	63	58	63	67	61
Danemark	164	161	156	152	166	168	178	186	193	68	57	53	49	53	61	60	65	68
Espagne	1.692	1.698	1.696	1.658	1.688	1.673	1.669	1.686	1.674	550	571	551	514	530	541	542	551	558
Finlande	91	100	105	99	87	89	96	102	102	54	57	63	54	44	43	48	52	49
France	6.837	6.826	6.750	6.649	6.867	7.029	7.412	7.613	7.014	2.822	2.844	2.763	2.613	2.654	2.734	2.919	2.984	2.737
Grèce	1.406	1.356	1.322	1.246	1.283	1.242	1.208	1.138	1.128	398	394	364	340	357	359	352	325	339
Irlande	227	230	238	234	240	257	255	267	273	84	84	86	83	85	96	91	101	103
Italie	9.657	9.459	9.196	8.909	8.941	8.817	8.740	8.779	8.571	2.672	2.592	2.456	2.280	2.290	2.259	2.228	2.147	2.109
Luxembourg	296	281	282	273	279	285	287	298	239	91	81	83	82	85	88	88	97	76
Pays-Bas	9.315	9.429	9.228	9.264	9.723	10.190	10.568	10.838	10.302	2.874	2.975	2.833	2.759	2.925	3.181	3.412	3.471	3.319
Portugal	1.606	1.624	1.616	1.790	1.829	1.847	1.987	2.102	2.330	319	329	304	340	360	387	395	386	416
Royaume Uni	2.161	2.169	2.146	2.125	2.216	2.238	2.244	2.270	2.257	615	597	573	546	563	602	604	637	630
Suède	279	272	269	258	256	250	259	264	266	84	78	79	77	75	80	91	97	97
Nouveaux Etats UE	**872**	**1.068**	**1.302**	**2.389**	**4.516**	**7.553**	**9.267**	**13.586**	**15.363**	**285**	**314**	**295**	**579**	**1.031**	**1.898**	**1.933**	**2.573**	**2.814**
Bulgarie					634	885	889	1.996	2.680	..	..	..		202	316	294	497	636
Chypre				4	5	7	13	11	12	..	..	..	0	0	0	4	2	5
Estonie				1	4	5	8	7	10	..	..	..	0	3	5	8	7	10
Hongrie				75	103	125	114	120	124	..	..	..	32	39	57	49	49	49
Lettonie				7	3	7	13	15	18	..	..	..	3	1	6	10	10	14
Lituanie				35	56	80	78	81	78	..	..	..	15	21	38	34	30	34
Malte				5	4	5	7	9	11	..	..	..	1	0	2	4	2	6
Pologne	872	1.068	1.302	1.736	2.738	4.516	5.510	6.683	6.734	285	314	295	344	457	838	792	943	930
République tchèque				16	41	173	156	177	149	..	..	..	6	15	70	26	53	41
République slovaque				39	47	76	85	95	89	..	..	..	22	26	50	53	57	54
Roumanie				471	875	1.666	2.380	4.378	5.440	..	..	..	156	263	511	654	914	1.025
Slovénie					6	8	14	14	18	..	..	..	..	4	5	5	9	10
Non UE-27	**10.795**	**10.504**	**9.889**	**9.803**	**9.716**	**10.712**	**11.314**	**11.369**	**11.238**	**2.852**	**2.770**	**2.397**	**2.274**	**2.135**	**2.536**	**2.634**	**2.962**	**2.853**
Algérie	208	192	176	190	177	201	179	193	192	55	53	43	53	45	57	42	49	43
Congo (RD)	392	402	369	370	334	349	297	317	309	127	119	97	92	81	89	79	85	80
Maroc	1.692	1.627	1.500	1.529	1.523	1.671	1.567	1.638	1.631	321	300	236	214	195	238	215	235	213
Tunisie	189	158	146	139	222	135	127	123	125	19	18	19	16	15	23	20	15	13
Turquie	1.742	1.557	1.412	1.398	1.435	1.718	1.633	1.817	1.797	457	380	303	253	236	310	260	300	254
Autres nationalités	6.572	6.568	6.286	6.177	6.025	6.638	7.511	7.281	7.184	1.873	1.900	1.699	1.646	1.563	1.819	2.018	2.278	2.250
Total étrangers	**47.340**	**47.135**	**46.148**	**46.738**	**49.838**	**54.428**	**57.659**	**62.750**	**63.040**	**14.524**	**14.513**	**13.662**	**13.307**	**13.993**	**15.704**	**16.274**	**17.343**	**17.025**
Dont UE[2]	35.673	35.563	34.957	34.546	38.613	41.165	43.076	51.381	51.802	11.387	11.429	10.970	10.454	11.393	12.341	12.692	14.381	14.172
Total général	**695.000**	**690.000**	**684.000**	**679.000**	**680.000**	**687.000**	**695.000**	**703.000**	**710.000**	**250.620**	**242.946**	**243.638**	**246.955**	**235.771**	**241.326**	**239.093**	**241.962**	**239.988**

Sources : INASTI, BNB, DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

[1] L'emploi intérieur des Belges est basé sur l'estimation de la Banque nationale de Belgique. La répartition par sexe a été estimée sur base de la répartition de l'enquête force de travail.

[2] UE-15 jusqu'en 2003, de 2004 à 2006 UE-25 et depuis 2007, UE-27

Annexe 15. Répartition des chômeurs1 par nationalité

										Dont femmes								
	2000	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
UE-15	**393.156**	**382.744**	**404.575**	**453.215**	**486.027**	**512.564**	**520.352**	**453.008**	**433.243**	**229.026**	**220.354**	**225.619**	**248.742**	**264.794**	**281.089**	**280.064**	**243.732**	**231.463**
Belgique	354.790	346.286	367.518	413.124	443.296	468.394	476.562	414.703	396.899	208.066	200.165	205.557	227.476	242.150	257.977	257.460	224.187	213.156
Allemagne	996	911	1.019	1.149	1.291	1.485	1.538	1.328	1.240	551	495	555	636	706	823	806	707	650
Autriche	35	20	26	48	64	73	78	60	56	21	11	13	26	39	35	41	37	34
Danemark	37	41	40	48	50	59	51	51	48	28	29	22	28	29	34	28	25	27
Espagne	3.052	2.923	3.098	3.285	3.481	3.548	3.533	3.234	3.049	1.672	1.614	1.704	1.752	1.876	1.853	1.832	1.609	1.474
Finlande	36	21	30	46	28	19	52	41	34	24	11	17	20	18	9	34	24	22
France	8.342	8.249	8.303	9.192	10.182	10.679	10.245	9.140	9.021	4.778	4.806	4.761	5.181	5.689	5.931	5.655	5.045	4.953
Grèce	1.420	1.279	1.274	1.345	1.406	1.372	1.372	1.178	1.110	723	644	629	655	656	648	627	559	513
Irlande	44	46	44	52	68	75	74	64	61	25	22	23	24	33	30	35	34	26
Italie	20.196	18.701	18.654	19.522	19.983	19.852	19.536	16.725	15.498	10.808	10.191	9.880	10.146	10.354	10.180	9.824	8.184	7.492
Luxembourg	182	189	171	191	200	226	231	206	186	84	87	75	84	81	96	107	96	89
Pays-Bas	1.874	1.910	2.085	2.634	3.085	3.824	4.123	3.658	3.578	1.104	1.120	1.150	1.400	1.688	1.996	2.164	1.917	1.878
Portugal	1.549	1.556	1.625	1.836	2.092	2.092	2.098	1.917	1.785	843	857	898	961	1.090	1.082	1.077	992	846
Royaume Uni	563	585	649	686	733	797	782	637	609	274	289	314	327	354	355	327	276	267
Suède	40	27	39	57	68	69	77	66	69	25	13	21	26	31	40	47	40	36
Nouveaux Etats UE	**651**	**723**	**874**	**987**	**1.308**	**1.542**	**2.490**	**2.180**	**2.430**	**416**	**479**	**581**	**664**	**922**	**1.056**	**1.620**	**1.401**	**1.538**
Bulgarie	1	1	0	2	1	3	321	251	381	1	0	0	1	1	1	206	154	227
Chypre	..	..	..	..	1	3	6	5	6	..	..	..	..	1	1	5	3	5
Estonie	..	..	..	..	9	6	10	8	6	..	..	..	..	9	4	8	6	5
Hongrie	93	67	62	95	98	97	106	88	93	55	33	35	55	59	59	66	55	63
Lettonie	..	..	..	..	21	17	27	30	23	..	..	..	..	19	14	19	22	15
Lituanie	..	..	..	..	13	24	28	20	29	..	..	..	..	10	21	21	16	24
Malte	1	1	1	3	3	6	4	4	5	1	1	1	3	3	3	2	2	3
Pologne	543	645	798	875	968	1.094	997	915	910	351	439	539	596	691	775	689	642	622
République tchèque	..	..	..	..	80	74	75	56	75	..	..	..	..	58	54	54	40	58
République slovaque	..	..	..	..	98	198	242	187	215	..	..	..	..	57	108	129	87	101
Roumanie	13	9	13	12	8	10	665	608	679	8	6	6	9	7	8	414	369	411
Slovénie	..	..	..	..	8	10	9	8	8	..	..	..	..	7	8	7	5	4
Non UE	**45.355**	**47.871**	**50.190**	**52.783**	**55.396**	**54.922**	**50.100**	**43.474**	**41.907**	**18.390**	**19.106**	**19.759**	**19.323**	**21.091**	**21.890**	**19.947**	**16.756**	**17.740**
Algérie	1.337	1.538	1.629	1.878	1.716	1.988	1.732	1.548	1.493	514	538	501	569	549	594	512	479	450
Congo (RD)	1.646	2.268	2.850	2.755	3.523	3.877	3.576	3.111	3.006	839	1.075	1.382	1.329	1.795	1.965	1.855	1.671	1.658
Maroc	17.534	17.055	17.300	17.528	17.917	16.383	15.405	13.159	12.796	6.473	6.121	5.997	5.885	6.025	5.354	4.981	4.462	4.450
Tunisie	643	581	549	637	711	725	702	669	603	167	162	142	146	174	198	182	192	181
Turquie	10.667	9.535	9.607	9.723	9.453	7.601	6.675	5.504	5.278	4.840	4.339	4.126	3.979	3.869	2.934	2.548	2.097	2.036
Autres nationalités	13.528	16.894	18.255	20.262	22.076	24.348	22.010	19.483	18.731	5.557	6.871	7.611	7.415	8.679	10.845	9.869	7.855	8.965
Total étrangers	**84.372**	**85.052**	**88.121**	**93.861**	**99.435**	**100.634**	**96.380**	**83.959**	**80.681**	**39.766**	**39.774**	**40.402**	**41.253**	**44.657**	**46.058**	**44.171**	**39.103**	**37.585**
Dont UE[2]	38.366	36.458	37.057	40.091	44.030	45.699	45.294	40.485	38.774	20.960	20.189	20.062	21.266	23.558	24.159	23.604	18.157	19.845
Total général	**439.162**	**431.338**	**455.639**	**506.985**	**542.731**	**569.028**	**572.942**	**498.662**	**477.580**	**247.832**	**239.939**	**245.959**	**268.729**	**286.807**	**304.035**	**301.631**	**263.290**	**250.741**

Source : ONEM

[1] Demandeurs d'emploi inoccupés : chômeurs complets indemnisés + autres inscrits obligatoirement inoccupés + demandeurs d'emploi libres inoccupés

[2] UE-15 jusqu'en 2003, de 2004 à 2006 UE-25 et depuis 2007, UE-27

Annexe 16. Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Population de 15 à 64 ans	Actifs occupés	Chômeurs	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
Nationalité	**Belges**	6.432.561	4.060.282	274.715	67,4%	63,1%	6,3%
	Hommes	3.227.434	2.223.471	135.728	73,1%	68,9%	5,8%
	Femmes	3.205.126	1.836.810	138.987	61,6%	57,3%	7,0%
	Etrangers UE	434.837	271.333	27.314	68,7%	62,4%	9,1%
	Hommes	227.577	160.191	13.823	76,5%	70,4%	7,9%
	Femmes	207.260	111.142	13.491	60,1%	53,6%	10,8%
	Etrangers Non-UE	205.869	82.043	30.961	54,9%	39,9%	27,4%
	Hommes	101.712	55.072	20.291	74,1%	54,1%	26,9%
	Femmes	104.157	26.971	10.671	36,1%	25,9%	28,3%
	Total	7.073.267	4.413.657	332.990	67,1%	62,4%	7,0%
	Hommes	3.556.724	2.438.734	169.842	73,3%	68,6%	6,5%
	Femmes	3.516.543	1.974.924	163.148	60,8%	56,2%	7,6%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	6.088.756	3.882.231	242.153	67,7%	63,8%	5,9%
	Hommes	3.077.447	2.130.050	118.133	73,1%	69,2%	5,3%
	Femmes	3.011.310	1.752.181	124.020	62,3%	58,2%	6,6%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	453.165	275.618	24.199	66,2%	60,8%	8,1%
	Hommes	219.125	152.187	11.782	74,8%	69,5%	7,2%
	Femmes	234.040	123.431	12.417	58,0%	52,7%	9,1%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	531.345	255.808	66.638	60,7%	48,1%	20,7%
	Hommes	260.152	156.496	39.926	75,5%	60,2%	20,3%
	Femmes	271.193	99.312	26.712	46,5%	36,6%	21,2%
	Total	7.073.267	4.413.657	332.990	67,1%	62,4%	7,0%
	Hommes	3.556.724	2.438.734	169.842	73,3%	68,6%	6,5%
	Femmes	3.516.543	1.974.924	163.148	60,8%	56,2%	7,6%

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 17. Répartition de la population active par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	**Belges**	21,8%	41,5%	36,7%
	Hommes	24,2%	43,3%	32,5%
	Femmes	18,9%	39,3%	41,7%
	Etrangers UE	28,3%	35,4%	36,4%
	Hommes	31,8%	34,9%	33,3%
	Femmes	23,4%	36,0%	40,6%
	Etrangers Non-UE	43,5%	28,2%	28,3%
	Hommes	45,0%	28,1%	26,9%
	Femmes	40,3%	28,5%	31,2%
	Total	22,7%	40,8%	36,5%
	Hommes	25,3%	42,3%	32,4%
	Femmes	19,6%	39,0%	41,5%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	21,2%	41,9%	36,8%
	Hommes	23,6%	43,9%	32,5%
	Femmes	18,3%	39,6%	42,1%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	27,8%	34,7%	37,5%
	Hommes	31,1%	33,7%	35,3%
	Femmes	23,8%	35,9%	40,3%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	37,1%	31,5%	31,4%
	Hommes	39,6%	30,8%	29,6%
	Femmes	33,2%	32,7%	34,1%
	Total	22,7%	40,8%	36,5%
	Hommes	25,3%	42,3%	32,4%
	Femmes	19,6%	39,0%	41,5%

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 18. Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	**Belges**	16,1%	3,5%	9,6%	6,3%
	Hommes	15,6%	3,3%	8,3%	5,8%
	Femmes	16,7%	3,8%	11,1%	7,0%
	Etrangers UE	9,4%	6,8%	11,1%	9,1%
	Hommes	n.s.	n.s.	9,5%	7,9%
	Femmes	n.s.	n.s.	13,3%	10,8%
	Etrangers Non-UE	28,1%	23,3%	34,7%	27,4%
	Hommes	27,0%	22,7%	35,2%	26,9%
	Femmes	n.s.	n.s.	n.s.	28,3%
	Total	16,0%	3,9%	10,1%	7,0%
	Hommes	15,5%	3,7%	8,9%	6,5%
	Femmes	16,7%	4,2%	11,5%	7,6%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	14,3%	3,3%	9,3%	5,9%
	Hommes	14,0%	3,1%	7,8%	5,3%
	Femmes	14,8%	3,6%	11,1%	6,6%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	7,7%	6,3%	10,1%	8,1%
	Hommes	n.s.	n.s.	10,1%	7,2%
	Femmes	n.s.	n.s.	10,1%	9,1%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	24,9%	14,8%	22,8%	20,7%
	Hommes	23,9%	14,3%	23,7%	20,3%
	Femmes	26,6%	15,5%	21,6%	21,2%
	Total	16,0%	3,9%	10,1%	7,0%
	Hommes	15,5%	3,7%	8,9%	6,5%
	Femmes	16,7%	4,2%	11,5%	7,6%

n.s. : non significatif

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 19. Taux de chômage par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	**Belges**	11,3%	6,5%	3,3%
	Hommes	10,1%	5,3%	3,2%
	Femmes	13,2%	8,0%	3,3%
	Etrangers UE	12,2%	11,0%	5,0%
	Hommes	11,6%	8,5%	n.s
	Femmes	n.s	14,4%	n.s
	Etrangers Non-UE	36,8%	22,0%	18,4%
	Hommes	36,9%	n.s.	n.s.
	Femmes	36,3%	n.s.	n.s.
	Total	12,5%	7,0%	3,6%
	Hommes	11,6%	5,7%	3,6%
	Femmes	14,0%	8,6%	3,7%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	10,5%	6,0%	3,0%
	Hommes	9,4%	4,8%	2,9%
	Femmes	12,3%	7,7%	3,1%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	10,3%	10,1%	4,5%
	Hommes	10,0%	n.s.	n.s.
	Femmes	n.s.	11,7%	n.s.
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	28,6%	19,6%	12,4%
	Hommes	27,6%	18,5%	12,6%
	Femmes	30,7%	21,2%	12,0%
	Total	12,5%	7,0%	3,6%
	Hommes	11,6%	5,7%	3,6%
	Femmes	14,0%	8,6%	3,7%

n.s. : non significatif

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 20. Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	**Belges**	56,0%	66,9%	57,7%	63,1%
	Hommes	61,7%	72,2%	64,3%	68,9%
	Femmes	50,5%	61,5%	51,2%	57,3%
	Etrangers UE	64,6%	67,0%	57,0%	62,4%
	Hommes	73,2%	74,3%	65,2%	70,4%
	Femmes	55,9%	58,6%	47,9%	53,6%
	Etrangers Non-UE	39,9%	43,8%	32,4%	39,9%
	Hommes	55,0%	58,8%	44,1%	54,1%
	Femmes	25,9%	29,0%	n.s.	25,9%
	Total	55,6%	66,5%	57,2%	62,4%
	Hommes	62,9%	72,0%	64,0%	68,6%
	Femmes	48,4%	60,8%	50,4%	56,2%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	57,8%	67,3%	58,3%	63,8%
	Hommes	61,8%	72,3%	64,7%	69,2%
	Femmes	53,8%	62,1%	51,8%	58,2%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	66,5%	64,6%	54,1%	60,8%
	Hommes	76,7%	73,2%	61,5%	69,5%
	Femmes	56,9%	56,2%	47,5%	52,7%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	45,6%	52,7%	45,4%	48,1%
	Hommes	57,9%	65,0%	56,5%	60,2%
	Femmes	33,6%	40,7%	35,4%	36,6%
	Total	55,6%	66,5%	57,2%	62,4%
	Hommes	62,9%	72,0%	64,0%	68,6%
	Femmes	48,4%	60,8%	50,4%	56,2%

n.s. : non significatif

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 21. Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	**Belges**	39,8%	67,5%	83,9%
	Hommes	47,8%	74,5%	86,8%
	Femmes	31,4%	59,9%	81,4%
	Etrangers UE	46,4%	64,6%	79,8%
	Hommes	55,1%	75,5%	85,3%
	Femmes	35,5%	53,4%	74,1%
	Etrangers Non-UE	28,7%	48,5%	56,3%
	Hommes	42,0%	62,0%	71,3%
	Femmes	16,9%	33,0%	41,0%
	Total	39,7%	67,0%	83,0%
	Hommes	48,1%	74,3%	86,3%
	Femmes	31,0%	59,0%	80,1%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	40,1%	68,1%	84,3%
	Hommes	47,7%	75,0%	87,0%
	Femmes	31,9%	60,5%	82,0%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	44,0%	62,8%	79,9%
	Hommes	54,1%	72,4%	86,3%
	Femmes	33,8%	54,4%	74,0%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	34,2%	53,7%	68,4%
	Hommes	47,5%	65,1%	77,1%
	Femmes	22,2%	42,4%	59,4%
	Total	39,7%	67,0%	83,0%
	Hommes	48,1%	74,3%	86,3%
	Femmes	31,0%	59,0%	80,1%

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 22. Statut professionnel des actifs occupés selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

		Privé - ouvrier	Privé - employé	Public - statutaire	Public - contractuel	Indépendant et aidant	Total
Nationalité	**Belges**	26,1%	37,0%	16,4%	6,8%	13,6%	100,0%
	Hommes	34,0%	30,8%	14,8%	4,2%	16,2%	100,0%
	Femmes	16,4%	44,7%	18,4%	10,0%	10,5%	100,0%
	Etrangers UE	30,3%	35,6%	11,1%	5,2%	17,8%	100,0%
	Hommes	35,1%	30,0%	9,7%	3,2%	22,0%	100,0%
	Femmes	23,4%	43,7%	13,1%	8,1%	11,8%	100,0%
	Etrangers Non-UE	56,8%	23,5%	n.s.	n.s.	10,6%	100,0%
	Hommes	58,3%	21,4%	n.s.	n.s.	12,4%	100,0%
	Femmes	53,5%	27,7%	n.s.	n.s.	n.s.	100,0%
	Total	26,9%	36,7%	15,8%	6,7%	13,8%	100,0%
	Hommes	34,6%	30,5%	14,2%	4,2%	16,5%	100,0%
	Femmes	17,3%	44,4%	17,9%	9,9%	10,5%	100,0%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	25,5%	37,5%	16,5%	6,8%	13,6%	100,0%
	Hommes	33,5%	31,1%	15,0%	4,2%	16,3%	100,0%
	Femmes	15,8%	45,3%	18,5%	10,0%	10,4%	100,0%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	28,9%	34,9%	13,9%	5,7%	16,6%	100,0%
	Hommes	33,7%	30,7%	12,0%	3,8%	19,8%	100,0%
	Femmes	22,9%	40,1%	16,2%	8,1%	12,7%	100,0%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	45,8%	26,2%	7,2%	7,3%	13,4%	100,0%
	Hommes	51,4%	21,9%	6,0%	4,6%	16,1%	100,0%
	Femmes	37,0%	33,0%	9,1%	11,7%	9,2%	100,0%
	Total	26,9%	36,7%	15,8%	6,7%	13,8%	100,0%
	Hommes	34,6%	30,5%	14,2%	4,2%	16,5%	100,0%
	Femmes	17,3%	44,4%	17,9%	9,9%	10,5%	100,0%

n.s. : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 23. Salariés avec contrat atypique selon la nationalité et le pays de naissance (2008) -
En % du nombre de travailleurs salariés

		Temps partiel	Emploi temporaire	Contrat à durée déterminée
Nationalité	**Belges**	24,8%	7,7%	3,7%
	Hommes	8,1%	6,1%	2,6%
	Femmes	43,7%	9,5%	4,8%
	Etrangers UE	22,1%	11,5%	5,9%
	Hommes	7,9%	7,9%	n.s.
	Femmes	40,3%	16,2%	8,6%
	Etrangers Non-UE	27,6%	26,1%	10,4%
	Hommes	14,5%	22,6%	n.s.
	Femmes	52,9%	32,7%	n.s.
	Total	24,7%	8,3%	3,9%
	Hommes	8,3%	6,6%	2,8%
	Femmes	43,6%	10,2%	5,1%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	24,7%	7,6%	3,6%
	Hommes	7,9%	6,0%	2,6%
	Femmes	43,7%	9,4%	4,7%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	24,7%	10,7%	5,5%
	Hommes	8,5%	7,6%	n.s.
	Femmes	43,1%	14,1%	7,7%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	24,8%	16,5%	6,9%
	Hommes	12,7%	13,6%	5,2%
	Femmes	42,4%	20,6%	9,3%
	Total	24,7%	8,3%	3,9%
	Hommes	8,3%	6,6%	2,8%
	Femmes	43,6%	10,2%	5,1%

n.s. : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 24. Situation en 2008 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

		Actifs occupés, même emploi	Actifs occupés, autre emploi	Chômeurs	Inactifs
Nationalité	**Belges**	89,7%	6,0%	1,9%	2,4%
	Hommes	89,7%	6,4%	1,8%	2,1%
	Femmes	89,8%	5,4%	2,0%	2,8%
	Etrangers UE	86,2%	8,1%	2,9%	2,7%
	Hommes	87,3%	7,8%	n.s.	n.s.
	Femmes	84,8%	8,6%	n.s.	n.s.
	Etrangers Non-UE	73,6%	10,3%	n.s.	n.s.
	Hommes	75,6%	10,9%	n.s.	n.s.
	Femmes	69,5%	n.s.	n.s.	n.s.
	Total	89,2%	6,2%	2,1%	2,5%
	Hommes	89,2%	6,6%	2,0%	2,1%
	Femmes	89,2%	5,7%	2,2%	2,9%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	89,9%	6,0%	1,8%	2,3%
	Hommes	89,9%	6,4%	1,6%	2,0%
	Femmes	89,9%	5,5%	2,0%	2,7%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	87,1%	7,5%	2,6%	2,7%
	Hommes	87,7%	7,7%	n.s.	n.s.
	Femmes	86,4%	7,4%	n.s.	n.s.
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	81,7%	7,6%	6,3%	4,4%
	Hommes	82,1%	8,1%	6,7%	3,2%
	Femmes	81,0%	6,9%	5,6%	6,5%
	Total	89,2%	6,2%	2,1%	2,5%
	Hommes	89,2%	6,6%	2,0%	2,1%
	Femmes	89,2%	5,7%	2,2%	2,9%

n.s. : non significatif

Source : DGSIE (EFT)

Service public fédéral
Emploi, Travail et Concertation sociale
rue Ernest Blerot 1 - 1070 Bruxelles
www.emploi.belgique.be